

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850



2024

Gaza / 8 mars / 1^{er} mai / Europe /
Argentine / Bangladesh / Etats-Unis /
Syrie / Israël

Lettre ouverte aux organisations
révolutionnaires du monde

PTS, PO Argentine /
LO, NPA-R, NPA-AC France

1938 la QI contre la colonisation sioniste /
Le Front populaire français de 1935 à 1938

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 €



CoReP

PARTOUT, RÉPONDRE À L'APPEL DES SYNDICATS PALESTINIENS

17 JANVIER

Immédiatement après le début de l'attaque israélienne contre la population palestinienne dans la bande de Gaza le 17 octobre 2023, les syndicats palestiniens ont lancé un appel urgent à leurs organisations sœurs internationales (reproduit en annexe). Le nombre de victimes a maintenant considérablement augmenté, au moment même où les partis gouvernementaux israéliens discutent ouvertement des expulsions massives de la population palestinienne de Gaza et de la Cisjordanie, c'est-à-dire du nettoyage ethnique. Au nom de la « guerre contre le Hamas », des hôpitaux, des écoles, des installations sportives et des immeubles résidentiels sont rasés. L'appel peut être résumé en une phrase : Solidarité prolétarienne, empêchons les armes de parvenir aux génocidaires !

L'État israélien, qui a chassé des millions de Palestiniens de leurs terres depuis sa création en 1948, rend impossible le retour des réfugiés ; la population arabo-palestinienne est discriminée et violemment opprimée dans son propre pays ; Gaza est privée d'eau, d'électricité, de médicaments et de nourriture ; les colons extrémistes qui établissent des bases illégales en Cisjordanie, expulsent et assassinent des Palestiniens reçoivent officiellement des armes. Cet État dépend dans une large mesure de la fourniture d'armes et d'autres composants de systèmes d'armes qui sont importants pour l'effort de guerre.

Des syndicats du monde entier soutiennent la demande de leurs collègues palestiniens d'arrêter les livraisons d'armes à Israël. Des syndicats du monde entier réclament l'arrêt des livraisons d'armes : le syndicat des cheminots de Doro

Chiba au Japon ainsi que le Syndicat de la fonction publique canadienne. 12 syndicats indiens rejettent les négociations visant à envoyer des ouvriers indiens du bâtiment pour remplacer les travailleurs palestiniens qui ne sont plus autorisés à travailler en Israël. La Fédération internationale des ouvriers du transport, dont les 18,5 millions de membres constituent l'épine dorsale de l'industrie des transports dans le monde, soutient cet appel, appelle à un cessez-le-feu immédiat et a créé un fonds de solidarité pour le peuple palestinien. À Barcelone. Liverpool, Melbourne et Gênes les dockers syndiqués ont empêché de charger des navires contenant du matériel militaire à destination d'Israël

L'appel des syndicats palestiniens est une plateforme minimale qui peut être soutenue par tous les syndicats et organisations de travailleurs du monde entier. Il s'agit de défendre l'existence physique de la classe ouvrière palestinienne.

Nous proposons donc une campagne mondiale vigoureuse de la part des syndicats et des organisations de travailleurs pour soutenir cet appel. Cela n'empêche aucun syndicat ou parti politique d'exprimer ses propres évaluations et ses positions politiques sur la situation au Proche-Orient.

Pour une solidarité de classe pour la défense de nos frères et sœurs palestiniens !

Empêchons les États bourgeois (États-Unis, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne France, Turquie...) d'aider Israël !

Retraits des flottes impérialistes de mer Méditerranée et de la mer Rouge, fermeture de toutes les bases impérialistes du Proche-Orient !

FÉDÉRATION GÉNÉRALE PALESTINIENNE DES SYNDICATS

APPEL AUX SYNDICATS DU MONDE ENTIER

15 OCTOBRE 2023

Israël a exigé que 1,1 million de Palestiniens et Palestiniennes évacuent la moitié nord de Gaza, tout en soumettant celle-ci à des bombardements constants. Cette décision impitoyable fait partie du plan israélien, renforcé par le soutien indéfectible et la participation active des États-Unis et de la majorité des États européens. Ce plan vise à perpétrer des massacres odieux et sans précédent contre 2,3 millions de Palestiniens et Palestiniennes à Gaza et à procéder à un nettoyage ethnique total. Depuis le 14 octobre, Israël a bombardé Gaza de manière aveugle et intensive : il a coupé l'électricité, l'eau, l'accès au carburant, à la nourriture et aux fournitures médicales. Israël a tué plus de 2 700 Palestiniens – dont 614 enfants, rasant des quartiers entiers, anéantissant des familles entières et blessant plus de 10 000 personnes. Certains experts en droit international ont commencé à mettre en garde contre ces actes potentiellement génocidaires d'Israël.

Ailleurs, le gouvernement d'extrême-droite israélien a distribué plus de 10 000 fusils à des colons extrémistes dans la Palestine dite « de 1948 » et en Cisjordanie occupée pour contribuer à l'escalade de leurs attaques et au lancement de pogroms contre le peuple palestinien. Les actions, les massacres et la rhétorique d'Israël témoignent de son intention de mettre en oeuvre une deuxième Nakba promise depuis longtemps, expulsant autant de Palestiniens, hommes et femmes, que possible et créant ainsi un « nouveau Proche-Orient » dans lequel le peuple palestinien continuera à vivre dans une soumission perpétuelle.

La réponse des États occidentaux a été celle d'un soutien complet et total à l'État d'Israël, sans même une référence du bout des lèvres au droit international. Cela a amplifié l'impunité d'Israël, lui donnant carte blanche pour mener sa guerre génocidaire. Au-delà du soutien diplomatique, les États occidentaux fournissent des armes à Israël, autorisant les activités des sociétés d'armement israéliennes à l'intérieur de leurs propres frontières.

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes israéliens – à mettre de toute urgence un terme au commerce des armes avec Israël, ainsi qu'à tout financement et recherche militaire. Le moment est venu d'agir : les vies des Palestiniens et Palestiniennes sont en jeu.

Cette situation urgente et potentiellement génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple palestinien, capable de freiner la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous preniez des mesures immédiates – où que vous soyez dans le monde – pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus. Nous nous inspirons des précédentes mobilisations syndicales en Italie, en Afrique du Sud et aux États-Unis, ainsi que de mobilisations internationales semblables contre l'invasion italienne de l'Éthiopie dans les années 1930, contre la dictature fasciste au Chili dans les années 1970, comme d'autres actions ailleurs, où la solidarité mondiale a pu limiter l'étendue de la brutalité coloniale.

Nous appelons les syndicats des secteurs concernés à :

- Refuser de fabriquer des armes destinées à Israël.
- Refuser de transporter des armes vers Israël.
- Adopter des motions dans leur syndicat à cet effet.
- Prendre des mesures contre les entreprises complices impliquées dans la mise en oeuvre du siège brutal et illégal mené par Israël.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent un terme à tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, à son financement.

Nous lançons cet appel alors que nous constatons des tentatives visant à interdire et à réduire au silence toute forme de solidarité avec le peuple palestinien. Nous vous demandons de vous exprimer et d'agir face à l'injustice, comme les syndicats l'ont fait dans le passé. Nous lançons cet appel avec la conviction que la lutte pour la justice et la libération palestinienne n'est pas seulement une lutte déterminée par des particularités régionales et mondiales. C'est un levier pour la libération de tous les peuples dépossédés et exploités du monde.



CoReP

FEMMES TRAVAILLEUSES DU MONDE, NOTRE ENNEMI EST LE CAPITALISME, NOTRE CRI DE RALLIEMENT EST : RÉVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !

8 MARS

En pleine crise écologique mondiale, l'année 2024 est marquée par l'escalade militaire entre les puissances capitalistes dominantes, par la guerre impérialiste de la Russie contre l'Ukraine, par le génocide délibéré de l'État colonial d'Israël contre le peuple palestinien et par le développement croissant et généralisé des tendances politiques les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Ces dernières ciblent, au même titre que les travailleurs migrants et les minorités ethniques ou sexuelles, les femmes. De Trump à Milei, en passant par toutes les organisations profascistes européennes, se développent des mouvements politiques qui s'appuient sur le fondamentalisme chrétien, musulman, hindou ou juif, et qui s'attaquent directement aux revendications des femmes en matière d'égalité, de contrôle de la procréation, de liberté sexuelle et d'indépendance, tout en visant à anéantir les acquis politiques, sociaux et économiques de la classe ouvrière dans son ensemble.

Les contradictions inter-impérialistes sont entrées dans une phase de grande instabilité en raison du déclin du vieil impérialisme hégémonique américain, de la faiblesse de la croissance économique du capitalisme mondial et d'une crise écologique impossible à affronter dans la perspective de la logique du profit et des égoïsmes nationaux inséparables du capitalisme. C'est pourquoi tous les États multiplient leurs dépenses militaires, au détriment des postes budgétaires dits sociaux : éducation et santé publiques, retraites, allocations chômage ou aides sociales. La montée en puissance de la lutte ouvrière en réponse est prévisible et inévitable. C'est pourquoi toutes les bourgeoisies entretiennent leurs options politiques les plus dures, les gardant en ré-

serve ou les faisant entrer au gouvernement, selon leurs besoins et la conjoncture de la lutte des classes. Dans ce cadre, la lutte pour obtenir ou préserver les droits et les acquis des femmes travailleuses est impossible à séparer de la lutte de la classe ouvrière pour obtenir ou préserver les droits démocratiques et les acquis sociaux et professionnels de l'ensemble de la classe. Toute l'idéologie des mouvements identitaires du féminisme bourgeois et petit-bourgeois, centrée sur la réconciliation de toutes les femmes au-delà des clivages de classe et principalement préoccupée par l'amélioration de la vie des femmes des couches sociales les plus aisées, est un piège.

Au lieu d'estomper la ligne de démarcation entre le mouvement des femmes bourgeoises et le mouvement des femmes prolétariennes par une tactique soi-disant intelligente, en diluant notre point de vue, nous devons tracer cette ligne de démarcation de plus en plus clairement en soulignant fortement les antagonismes de classe. Il doit être parfaitement clair que le mot d'ordre du féminisme bourgeois est la réforme de la société, tandis que le cri de ralliement des femmes travailleurs est, à l'opposé, la révolution de la société. (Clara Zetkin, instigatrice de la journée internationale des travailleuses du 8 mars, 14 avril 1894)

Aujourd'hui comme hier, les femmes travailleuses sont une partie essentielle de tous les mouvements de la classe ouvrière. Nos revendications font intégralement partie de la lutte pour son émancipation, du programme de la révolution socialiste, du programme des femmes et des hommes prolétaires pour la disparition de toute exploitation et de toute oppression :

- Contre toutes les formes de discrimination, de violence et d'oppression exercées à l'encontre des femmes.
- Pour la répartition du travail entre tous, avec des horaires réduits et sans réduction de salaire, jusqu'à l'élimination du chômage.
- Contre le travail précaire et pour une véritable égalité salariale entre les hommes et les femmes.
- Pour des salaires, des pensions et des subventions qui permettent une vie décente à tous les travailleurs.
- Pour des services publics suffisants, gratuits et de qualité pour la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes.
- Pour un logement décent pour tous les travailleurs.
- Pour une école publique universelle, laïque, gratuite et mixte. Pour l'élimination immédiate de la religion dans les écoles et du financement public des écoles privées.
- Pour une éducation sexuelle scientifique

centrée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres.

- Contre toute forme de financement public, direct ou indirect, des diverses religions.
- Pour la gratuité des contraceptifs et de l'avortement pris en charge par le système de santé publique. Pour la défense des soins de santé publics, universels, gratuits et laïques.
- Contre la marchandisation et la réification des femmes. Pour l'interdiction et la poursuite du proxénétisme. Pour l'interdiction des « utérus de substitution ».
- Pour le droit de migrer librement et en toute sécurité pour tous les travailleurs et les jeunes en formation.
- Contre la justice sexiste. Pour une véritable justice démocratique et non sexiste où les juges sont élus et révocables par les conseils de travailleurs.
- Contre le colonialisme et toutes les guerres impérialistes. Contre le militarisme. Dissolution de l'OTAN et de l'OTSC.

8 mars 2024

Denis
Lénine et
l'émancipation
des femmes



1976

Pour combattre
l'oppression
des femmes



2024

¡Viva el 1ro de Mayo!



CoReP

CE QUE VEULENT LES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

1 MAI

Palestine

En Palestine, l'État colon israélien continue son entreprise de génocide de plus de 2 millions de Palestiniens retenus prisonniers dans la bande de Gaza. La colonisation, les assassinats, les emprisonnements se poursuivent en Cisjordanie occupée. Toutes les puissances impérialistes réclament aujourd'hui hypocritement un cessez-lefeu. Mais États-Unis, Allemagne, Grande Bretagne, France, Italie ont approuvé l'offensive militaire israélienne et continuent à livrer armes et munitions à Israël. Ce ne sont pas eux qui vont arrêter le massacre. Seul le prolétariat peut organiser le boycott effectif dans les usines, les ports et aéroports des livraisons d'armes et de munitions indispensables à Nétanyahou. C'est ce que demandent les syndicats palestiniens.

Les impérialismes et les réformistes de tout poil prétendent que la solution réside dans la création d'un État palestinien au côté de l'État d'Israël. Mais ce sont précisément les accords d'Oslo qui ont conduit à la situation d'aujourd'hui, avec d'un côté la capitulation de l'OLP réduite à servir d'auxiliaire de police à Israël dans des lambeaux de territoires et de l'autre un État sioniste tout puissant qui multiplie les colonisations. Le sionisme implique l'oppression, les expulsions et la violence permanente contre les Palestiniens. Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue, laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme. C'est le combat des communistes internationalistes !

Ukraine

En Ukraine, la Russie poursuit une guerre d'invasion impérialiste. Mais il ne s'agit pas encore d'une guerre inter impérialiste. Les impérialismes occidentaux fournissent des armes à l'Ukraine, mais se gardent pour l'instant bien d'y intervenir directement contre l'impérialisme russe.

L'Ukraine peine de plus en plus à résister à la pression de l'armée russe. Le gouvernement de Zelensky mène la guerre avec les méthodes de la bourgeoisie compradore, mêlant idéologie chauvine, affairisme, passe-droits, restrictions des libertés démocratiques et pressions de toutes sortes sur le prolétariat, soumission et vente du pays aux intérêts économiques et stratégiques des impérialismes américain, allemand, britannique, français... Cette politique démoralise les masses laborieuses, qui sont le pilier du front, et étouffe l'enthousiasme des jeunes à rejoindre la défense. Libertés démocratiques y compris pour les soldats, abrogation de la législation anti-ouvrière de Zelensky, annulation sous le contrôle des travailleurs et des paysans pauvres des privatisations ! Formation militaire, armement des travailleurs et direction de la guerre sous le contrôle des organisations ouvrières et de paysans ! Respect des minorités tatare, russe, biélorusse, moldave, rom, juive, hongroise et roumaine en Ukraine et dans tous les États de la région ! Retrait des troupes russes d'Ukraine ! Retrait des troupes américaines, britanniques, françaises, espagnoles, italiennes... d'Europe centrale ! Dissolution de l'OTAN !

Du côté russe, Poutine a mis en place une économie de guerre avec une augmentation de 70 % des dépenses militaires en 2024, au détriment de la

population. Il renforce la répression. Le prolétariat russe n'a aucun intérêt à affronter son voisin ukrainien. Il peut arrêter la guerre impérialiste que mène la bourgeoisie russe en Ukraine. Il lui manque une organisation révolutionnaire qui renoue avec les bolcheviks de 1917, qui donne la direction du combat contre Poutine. Retrait des troupes russes, restitution des territoires conquis à l'Ukraine, dissolution de l'OTSC ! Soldats du front, tournez vos armes contre vos généraux, imposez l'arrêt immédiat des hostilités ! C'est le combat des communistes internationalistes !

Les États impérialistes préparent la guerre

Partout dans le monde, la croissance économique ralentit. Mais les dépenses militaires augmentent. En 2022, elles ont atteint 2 240 milliards de dollars. La rivalité va croissant entre l'impérialisme américain et l'impérialisme chinois. Aux États-Unis les dépenses militaires ont atteint 860 milliards de dollars en 2023, tandis que la Chine augmente à nouveau son budget militaire de plus de 7 %, comme en 2023, pour un montant de 231 milliards de dollars. Les impérialismes européens ne sont pas en reste, avec 480 milliards en 2022, et cela continue d'augmenter. Les rivalités inter impérialistes s'aiguisent et chaque bourgeoisie renforce son potentiel militaire, exalte le nationalisme, renforce le protectionnisme et se prépare à d'éventuels affrontements.

Selon l'ONU, 9,2 % de la population mondiale souffre de faim chronique, plus de 60 % des Africains ont été touchés par l'insécurité alimentaire en 2022. Le capitalisme est incapable d'organiser une production agricole mondiale pour subvenir aux besoins de la population, au contraire. La recherche permanente du profit, la concurrence, la production anarchique, la spéculation, le mépris complet des conditions environnementales dominant partout. La classe ouvrière prenant le pouvoir donnera à l'agriculture comme à l'industrie pour seule mission de satisfaire les besoins humains.

En expropriant les groupes industriels comme les groupes agroalimentaires, les grandes exploitations comme les grands distributeurs, les banques, le gouvernement ouvrier prendra le contrôle de l'économie. Ce sont les producteurs eux-mêmes qui définiront au mieux à la fois les besoins à satisfaire et les moyens à employer. C'est le combat des communistes internationalistes !

La réaction progresse partout

Dans les pays les plus développés, la bourgeoisie s'attaque de plus en plus résolument aux conquêtes sociales antérieures. Pour le prolétariat, pour de larges autres couches de la société, petits paysans, travailleurs indépendants, étudiants, etc. les conditions de vie se dégradent. Les libertés démocratiques, le droit de grève, les droits des femmes, les droits des minorités sexuelles, les droits des émigrés sont battus en brèche.

Des partis traditionnels de la bourgeoisie sont de plus en plus xénophobes et autoritaires. Ils ouvrent eux-mêmes la voie aux partis fascistes en courant vainement derrière leur surenchère nationaliste et xénophobe. Les partis « réformistes », qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, restent attachés à la défense de leur propre bourgeoisie. Sous un nom ancien ou nouveau, le réformisme continue à trahir et conduit à défaite sur défaite, démoralise le prolétariat.

Dans ces conditions, dans de très nombreux pays, des partis populistes, démagogues, fascistes se posent en recours en désignant les étrangers, les minorités sexuelles ou religieuses comme boucs émissaires. Dans leur ombre, des groupes fascistes commencent à parader ouvertement, à attaquer des militants ou des réunions ouvrières. Demander à l'État bourgeois de bien vouloir interdire ces groupes fascistes, c'est semer des illusions en laissant croire à la classe ouvrière que la démocratie bourgeoise peut stopper la montée du fascisme. Constituer d'ores et déjà des groupes ouvriers d'autodéfense, des services d'ordre pour interdire la rue aux groupes fascistes est une nécessité dès aujourd'hui. Il faut construire des partis ouvriers révolutionnaires. C'est le combat des communistes internationalistes !

Rompre partout la soumission à la classe dominante

L'inflation galopante ronge les monnaies de nombreux pays plus faibles, Turquie, Argentine, Venezuela, Zimbabwe, Soudan, Iran, Pakistan, etc. Les gouvernements de ces pays reportent sur les masses tout le poids de la crise. La bourgeoisie, même dans les pays dominés, ne peut plus jouer de rôle progressiste. En Iran, le régime des ayatollahs mis en place par la bourgeoisie pour mater la révolution iranienne continue d'opprimer les femmes, les militants ouvriers, les minorités nationales, les minorités sexuelles. En Turquie, où plus du tiers de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté, le régime d'Erdogan persécute les Kurdes. En Argentine, où plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, le gouvernement de Milei s'attaque frontalement à la classe ouvrière, à ce qu'il reste de services publics.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des diverses fractions de la bourgeoisie. Car aucune ne veut rompre avec le capitalisme. Les alliances électorales ou gouvernementales entre les partis ouvriers et des fractions de la bourgeoisie ne conduisent qu'à maintenir sa domination. Les combinaisons parlementaristes comme les soi-disant assemblées constituintes ne servent que de paravent derrière lequel la réaction prépare tranquillement la reprise en main comme cela est arrivé en Tunisie et au Chili. Seul un gouvernement ouvrier expropriant le capital pourra satisfaire les immenses be-

soins des masses, garantir toutes les libertés démocratiques, y compris en donnant la liberté aux minorités nationales de constituer leur propre État si elles le souhaitent. C'est le combat des communistes internationalistes !

Le maintien du capitalisme est un danger mortel pour l'humanité

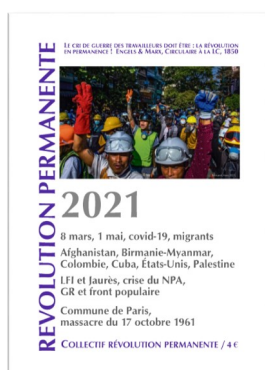
Les COP se succèdent et le réchauffement climatique se poursuit inexorablement, ainsi que la plupart des pollutions et dégradations de l'environnement. L'année 2023 aura été la plus chaude jamais enregistrée dans le monde. Il faudrait baisser de 43 % les émissions mondiales de CO2 entre 2019 et 2030 et les réduire à zéro d'ici 2050 pour contenir le réchauffement climatique à 1,5 degré en 2100. Or, les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'utilisation des énergies fossiles, continuent d'augmenter. La COP 28 s'est réunie en décembre dernier aux Émirats arabes unis, qui sont le 6e producteur mondial de pétrole, Elle a décidé que tout continuerait comme avant. Seule la prise du pouvoir par la classe ouvrière, en particulier dans les principaux pays impérialistes, peut arrêter la marche à la catastrophe qui s'annonce de plus en plus nettement. Pour produire autrement, autre chose, pour libérer la recherche... il faut en finir avec le mode de production basé sur le profit et la concurrence. C'est le combat des communistes internationalistes !

Construire une internationale ouvrière révolutionnaire

Il est possible de mettre fin à tout ce système pourri si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le marxisme. Dans chaque État, l'internationale aidera à construire un parti de type bolchevik pour exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer des gouvernements ouvriers basés sur les conseils.

Alors, la classe ouvrière pourra prendre la tête des luttes contre l'exploitation et l'oppression, pour les libertés démocratiques et la laïcité, le droit des nations opprimées, pour l'égalité des femmes et pour la défense de l'environnement. Alors, la classe ouvrière saura constituer ses conseils et s'armer, exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer un gouvernement ouvrier basé sur les conseils. La dictature du prolétariat ouvrira la voie du socialisme-communisme mondial débarrassé de l'État, un mode de production basé sur l'égalité et la solidarité, où les travailleurs géreront consciemment les ressources, la production et la répartition au profit de l'humanité actuelle et future. Rejoignez le combat des communistes internationalistes !

1er mai 2024





CoReP

POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

18 MAI

Les rivalités inter impérialistes affaiblissent l'Union européenne

La lutte incessante entre les grands États impérialistes pour le partage et le repartage du monde fait désormais entrer l'ensemble des relations internationales dans une situation de plus en plus conflictuelle et dangereuse. La rivalité entre les deux principales puissances capitalistes, les États-Unis et la Chine, bouscule les fragiles équilibres antérieurs. La guerre commerciale devient la règle, remplaçant les laborieuses tractations qui prévalaient antérieurement pour tenter de trouver des arrangements acceptables par tous dans le cadre de l'OMC. Dans la guerre économique entre les États-Unis et la Chine, tous les coups sont permis, comme l'a constaté amèrement Macron le 25 avril : « Les deux premières puissances internationales ont décidé de ne plus respecter les règles du commerce ». L'UE est coincée entre la puissance économique de l'impérialisme américain qui ne lui fait pas de cadeaux et la concurrence redoutable de l'impérialisme chinois. De surcroît, l'impérialisme russe dispute aux impérialismes américain, allemand ou français le contrôle de pays auparavant sous domination de la bureaucratie stalinienne qui n'ont pas rejoint l'UE, comme la Géorgie, la Moldavie ou l'Ukraine, au mépris de leur population et du droit à leur indépendance. L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe ne menace pas directement les pays de l'UE, car l'impérialisme russe n'en a pas les moyens, mais elle relance les politiques de réarmement. Les dépenses militaires des États membres ont augmenté de 16 % en 2023 pour atteindre 552 milliards d'euros.

Le capitalisme décadent ne permet pas d'unifier pacifiquement l'Europe

Un État impérialiste européen, la Russie tente de recoloniser un autre, l'Ukraine, qui était passé en 2014 sous

la domination des États-Unis et de l'Allemagne. L'UE est menacée d'autant plus qu'elle n'est pas une puissance impérialiste unifiée. C'est le fruit de luttes et de compromis entre les principales bourgeoisies européennes aux intérêts tantôt convergents, tantôt divergents, pour défendre et tenter d'élargir leurs sphères d'influences respectives. L'UE possède son parlement, édicte directives et règlements, les marchandises, les capitaux et les habitants y circulent librement, 20 des 27 pays utilisent l'euro comme monnaie commune... Ce marché unifié était et reste indispensable à chacune des bourgeoisies pour essayer de dépasser les limites étroites de leurs frontières. Il a permis un accroissement des échanges et un développement des forces productives, aux conditions de l'exploitation capitaliste. Politique agricole commune, pacte vert, politique de réindustrialisation, etc. tout est taillé sur mesure pour les intérêts des capitalistes des impérialismes les plus influents. Pour autant, l'UE reste avant tout un marché de 450 millions d'habitants où chaque bourgeoisie se bat pour son propre compte, nouant des alliances de circonstances au gré de ses intérêts. S'en retirer, comme l'a fait la Grande-Bretagne au début 2020 aux termes de la très réactionnaire campagne du Brexit a nui immédiatement aux étudiants et aux travailleurs venus du continent et n'a apporté que des difficultés supplémentaires dont le prolétariat britannique fait les frais au premier chef. Les impérialismes les plus puissants, l'Allemagne et la France se livrent une sourde bataille, derrière poignées de mains et sourires de façade. L'Europe des capitalistes n'est pas et ne sera jamais unifiée au point de ne former plus qu'un seul État, même fédéral. Car chaque bourgeoisie a besoin de son État pour combattre sa classe ouvrière et défendre ses intérêts contre les autres bourgeoisies. L'aggravation des tensions mondiales, la très faible croissance économique de l'UE, nourrissent les oppositions entre les États européens. Dans ces con-

ditions, si chacun d'entre eux plaide pour renforcer l'Europe, c'est uniquement en fonction de la défense de ses intérêts. Par exemple, l'impérialisme allemand et l'impérialisme français se disputent la première place pour conduire et donc fournir en matériels la construction d'une défense européenne tandis que d'autres restent partisans de s'en remettre à l'OTAN.

L'impérialisme américain pèse sur l'UE

Le Brexit a affaibli l'UE et a renforcé la soumission de la Grande-Bretagne aux Etats-Unis. Il n'y a pas d'armée de l'UE ; l'OTAN, le traité militaire qui solidarise les États-membres est sous hégémonie étasunienne. De plus, 80 ans après la fin de la 2^e Guerre mondiale, les EU maintiennent en Europe plus de 200 bases militaires avec plus de 62 000 soldats actifs. La majorité se concentre en Allemagne où la seule base de Ramstein comporte 50 000 militaires étasuniens.

Que le président soit du Parti républicain ou du Parti démocrate, les États-Unis ont engagé leurs forces pour contenir la Chine et l'empêcher de réaliser son objectif qui est à terme de lui ravir sa place d'impérialisme dominant dans le monde. Mais les États-Unis utilisent leur suprématie militaire, économique, culturelle et diplomatique également contre leurs rivaux européens. Le gouvernement américain veut empêcher la Chine de se procurer des puces électroniques de dernière génération et les machines pour les produire. Il a les moyens d'étendre ses interdictions de commercer aux entreprises non américaines, qu'il s'agisse d'ASML aux Pays-Bas, de Zeiss ou Trumpf en Allemagne, etc. en les menaçant de mesures de rétorsion commerciales et bancaires. Cela envenime les relations entre l'UE et la Chine.

Si l'UE impose de strictes restrictions à l'exportation de produits de haute technologie vers la Chine d'une part, et espère augmenter de manière significative ses exportations vers la Chine d'autre part, je crains que cela n'ait pas de sens (Wang Wenbin, porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, janvier 2024)

Les multiples aides et financements du plan américain Inflation Reduction Act, qui pourraient atteindre 1 000 milliards de dollars, jouent comme une pompe aspirante des investissements industriels à l'échelle internationale pour l'installation d'entreprises aux États-Unis au détriment de l'UE.

Les Etats-Unis utilisent une politique industrielle à grande échelle pour attirer les entreprises européennes, tout en utilisant le protectionnisme pour exclure les concurrents (Mario Draghi, ex-président de la Banque centrale européenne, 16 avril)

Les États-Unis ont en partie remplacé la Russie frappée de sanctions économiques depuis l'invasion de l'Ukraine pour la fourniture de gaz à l'UE. Mais le GNL américain livré par bateaux est vendu quatre fois plus cher en Europe qu'il ne l'est aux États-Unis,

de surcroît sur la base de contrats de longs termes. Une nouvelle dépendance énergétique vient donc de remplacer l'ancienne, couteuse en particulier pour l'Allemagne dépourvue d'énergie nucléaire.

L'impérialisme chinois renforce ses positions face à l'UE

Quant aux relations avec la Chine, le déficit de la balance commerciale de l'UE a frôlé les 400 milliards d'euros en 2022. Même s'il s'est réduit en 2023, ce déficit a presque doublé depuis 2020. Grâce à ses progrès technologiques, la Chine renforce ses positions. Elle produit aujourd'hui les machines-outils qu'elle achetait hier à l'Allemagne. Elle est en passe de tailler des croupières à l'industrie automobile des pays de l'UE en inondant le marché avec des voitures électriques au moins 30 % moins chères que les modèles européens. L'eldorado des investissements étrangers en Chine qui a attiré de nombreux capitalistes, dont de nombreuses entreprises européennes n'est plus si rentable ou bien est devenu impraticable. Sans hésitation, l'impérialisme américain vient de passer les taxes sur les importations des voitures électriques chinoises à 100 % ! Mais l'Allemagne et la France se divisent. Les groupes automobiles français se sont cassé les dents sur le marché chinois. Mais les groupes automobiles allemands y conservent des positions, même affaiblies, qu'ils ne sont pas prêts à brader. BMW, Mercedes et Volkswagen sont donc opposés à toute mesure protectionniste à l'encontre de la Chine, car ils craignent des mesures de rétorsion. Chaque bourgeoisie européenne est placée dans une attitude schizophrénique vis-à-vis de la Chine. D'un côté, les gouvernements prônent des barrières protectionnistes pour préserver les industries ; de l'autre, ils se livrent à une danse du ventre pour obtenir des investissements chinois. Ainsi, des constructeurs automobiles chinois s'implantent en Hongrie, en Espagne, en Italie, en Pologne ou bien s'allient avec des constructeurs européens comme Stellantis pour produire ou distribuer leurs véhicules...

La chimère du protectionnisme

Peu ou prou, tous les partis bourgeois, suivis par les partis réformistes se présentant aux élections « européennes » défendent la mise en place de mesures protectionnistes aux frontières de l'Europe, visant essentiellement l'impérialisme chinois. Il faudrait lutter contre la concurrence déloyale générée par le non-respect des normes environnementales, les subventions abusives, le travail forcé des Ouïgours, etc. Les États européens sont moins regardants quand il s'agit pour eux d'exporter des avions de chasse ou bien d'importer des vêtements du Bangladesh ou du Pakistan. Tous les capitalistes des pays européens pratiquent eux-mêmes autant que possible l'exploitation de la main d'œuvre moins chère, aussi bien dans les pays les plus pauvres d'Europe que dans le monde entier, y compris en Chine. Il ne s'agit donc que d'habiller de quelques con-

sidérations morales la lutte féroce entre impérialismes. Les partis qui se réclament du socialisme, tout en défendant le protectionnisme et la fermeture des frontières aux travailleurs étrangers au nom de la sauvegarde des emplois, participent à cette mascarade et ne font que se mettre à la remorque de leur propre bourgeoisie, des intérêts de leurs capitalistes nationaux. En réalité, la fragmentation ne fera qu'aggraver les rivalités entre les puissances impérialistes et précipitera la crise économique, voire les affrontements directs. Entrainer le prolétariat dans l'impasse du chauvinisme au lieu de combattre sa propre bourgeoisie amène à la confusion et aux pires illusions.

Le poison du nationalisme et de la xénophobie

Dans cet affrontement inter impérialistes, les puissances européennes sont en perte de vitesse. Une fraction grandissante des bourgeoisies et des petites bourgeoisies européennes voit son salut non seulement dans le protectionnisme, mais dans l'exacerbation du nationalisme et dans la surenchère xénophobe.

De nombreux États européens ont édifié des murs à leurs frontières. En février 2024, la commission des libertés civiles du Parlement européen a approuvé l'accord conclu entre les gouvernements pour durcir encore le refoulement des migrants hors des frontières de l'UE. Alors que, d'après Frontex, 353 300 personnes sont entrées illégalement en 2023 dans l'UE qui compte 450 millions d'habitants, celle-ci n'hésite pas à passer des accords avec les autocrates Erdogan en Turquie, Dbeibah en Libye, Sayed en Tunisie... pour retenir les migrants sur leur sol au

mépris de tous leurs droits. La Grande-Bretagne veut renvoyer tous les immigrés illégaux. Ainsi, la Commission européenne, les gouvernements britannique, allemand et français alimentent-elles le poison de la xénophobie et du racisme et ouvrent la voie aux partis populistes et crypto fascistes qui gouvernent déjà l'Italie et prospèrent ailleurs.

La perspective communiste est internationaliste

Les bourgeoisies impérialistes européennes sont incapables d'unifier l'Europe. Seule la classe ouvrière peut y parvenir. Les communistes internationalistes ne mentent pas au prolétariat en prétendant qu'il serait possible de faire une politique « européenne » conforme aux intérêts de la classe ouvrière en s'emparant de la majorité au Parlement européen. Il faut renverser l'UE capitaliste et, avant tout, les États bourgeois nationaux qui, eux, sont dotés d'un appareil répressif contre le prolétariat.

Une unité économique quelque peu complète de l'Europe, qui serait réalisée par en-haut, à la suite d'une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. Dans cette voie l'affaire ne peut aller au-delà de compromis partiels et de demi-mesures. Par là même, l'union économique de l'Europe qui est susceptible d'apporter d'énormes avantages au producteur et au consommateur et en général à tout le développement culturel, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen, dans sa lutte contre le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme. (Trotsky, Le Programme de la paix, mai 1917)

Pour l'instant, la crise du mouvement ouvrier international est telle que les héritiers politiques de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale sont incapables de présenter des listes pour les élections au Parlement européen. Faute de liste communiste internationaliste pour les États-Unis socialistes d'Europe, les travailleurs doivent voter seulement pour une organisation qui a sa racine dans la classe ouvrière.

Certes, le sort de l'Europe ne se décidera pas dans les urnes, mais si les organisations communistes en avaient les moyens, comme elles présenteraient des candidats aux élections législatives de leur État, elles auraient fait campagne sur un même programme à l'échelle de toute l'UE pour :

- Solidarité avec l'Ukraine et la Palestine !
- Ouverture des frontières aux migrants et réfugiés !
- À bas l'OTAN !
- Pour le gouvernement des travailleurs dans chaque pays d'Europe !
- Pour les États-Unis socialistes d'Europe !

23 juin 2024





CoReP

CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT À GAZA ! RETRAIT DES TROUPES SIONISTES ! POUR UNE PALESTINE UNIFIÉE DANS LE CADRE DE LA FÉDÉRATION DES ÉTATS SOCIALISTES DU PROCHE-ORIENT !

19 MAI

Un génocide est en cours

Au 13 mai 2024, l'attaque israélienne contre la bande de Gaza avait fait 35 233 morts côté palestinien. Jusqu'à présent, 97 journalistes (92 Palestiniens, 2 Israéliens et 3 Libanais) et plus de 224 employés d'organisations humanitaires, dont 179 salariés de l'UNRWA, sont morts.

Après l'attaque du Hamas appuyée par le Jihad, le FPLP et le FDLP, le gouvernement Netanyahu, a annoncé qu'il mènerait la guerre dans la bande de Gaza jusqu'à la destruction du Hamas. Il justifiait en fait une nouvelle intervention brutale à Gaza après les raids de 2008-2009 (« Opération Plomb Durci »), de 2014 (« Opération Bordure Protectrice ») et frappes aériennes sur des cibles à Gaza en mai 2021.

Les forces d'occupation israéliennes ont désormais stationné des unités mécanisées autour de Rafah, et les troupes sionistes attaquent à plusieurs reprises des « cibles terroristes » à la périphérie de la ville. Plus de 1,5 million de personnes ont fui vers Rafah pour échapper aux attaques des occupants, et 700 000 ont désormais fui plus loin vers la côte méditerranéenne et tentent de survivre dans des camps de tentes de fortune, privées de nourriture, d'eau potable et de fournitures médicales.

Les actions brutales documentées des troupes israéliennes, la destruction d'environ 60 % des bâtiments dans la bande de Gaza, les attaques d'artillerie contre les écoles, les massacres de personnes lors de la distribution de l'aide, la destruction de toutes les universités et hôpitaux ont même incité les gouvernements à critiquer verbalement la politique du gouvernement Netanyahu. Cependant, il a fallu pour cela un important mouvement de protestation dans le monde entier contre la politique génocidaire de l'État d'apartheid d'Israël.

Les colons sionistes fondamentalistes et fascistes chassent les Palestiniens en Cisjordanie ; Les partisans des forces fascistes représentées au sein du gouvernement attaquent et détruisent les convois humanitaires transportant des secours.

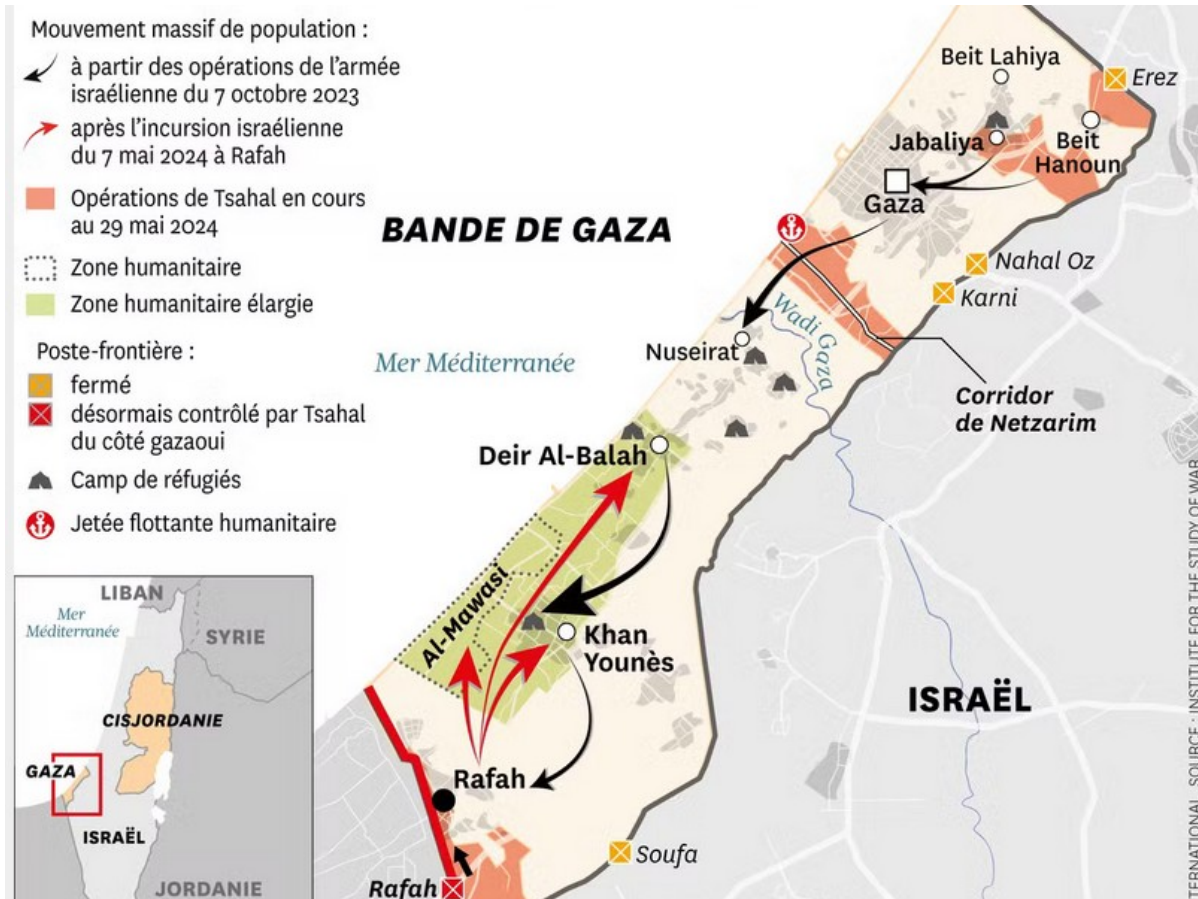
L'ampleur de la terreur contre la population palestinienne a immédiatement déclenché d'importantes protestations internationales. Les jeunes, en particulier, ont réagi avec indignation au début du nettoyage ethnique de la Palestine.

Impact sur les puissances impérialistes occidentales

Aux États-Unis, les souvenirs des grandes mobilisations contre la guerre du Vietnam dans les années 1960 et 1970 ont été réveillés. Alors que l'élection présidentielle aura lieu cet automne, l'administration Biden et le Parti démocrate sont confrontés à un dilemme : comment peuvent-ils maintenir leur soutien à l'État sioniste sans perdre d'importants électeurs potentiels ? Les manifestations dans les universités portent les germes d'une aliénation durable des futures élites universitaires par rapport au Parti démocrate.

Bon gré mal gré, Biden a arrêté la livraison de 1 800 bombes de 907 kilogrammes et de 1 700 bombes de 226 kilogrammes pour empêcher qu'elles soient utilisées « contre la population civile ». Cependant, d'autres livraisons d'armes et un soutien financier et en matière de renseignement se poursuivent. Le secrétaire d'État Anthony Blinken exige également que le gouvernement Netanyahu présente un plan sur ce à quoi devrait ressembler un « ordre d'après-guerre » après un éventuel cessez-le-feu.

Le fait que l'UE est loin d'unifier les puissances impérialistes européennes est également évident en ce



qui concerne la guerre à Gaza. Alors que l'impérialisme allemand s'est rangé inconditionnellement du côté d'Israël, le président français Emmanuel Macron a utilisé le mot cessez-le-feu en novembre et a critiqué les attaques de l'armée sioniste contre des cibles civiles. Cependant, après un appel téléphonique avec son homologue israélien Isaac Herzog, Macron a fait marche arrière.

Le gouvernement islamiste turc essaie d'utiliser la cause palestinienne pour garder une popularité mais d'une part, il mène lui-même une politique coloniale envers la minorité nationale kurde, d'autre part il reste dans le cadre de l'OTAN et continue ses exportations vers Israël. Les États arabes alliés aux États-Unis (monarchies islamistes du Golfe, Égypte, Jordanie...) sont fragilisés à cause du soutien de la masse de la population aux Palestiniens. Ces régimes les répriment avec férocité. La pression populaire mondiale se traduit par la décision de quelques États occidentaux de reconnaître un État palestinien et par plusieurs procédures de la Cour internationale de justice. Netanyahou a répondu que c'était de l'antisémitisme !

Les manifestations de masse en solidarité avec le peuple palestinien ont eu un impact, particulièrement en Grande-Bretagne, dans la mesure où lors d'une élection partielle à Rochdale, le Parti des travailleurs (WP) de l'ancien politicien travailliste George Galloway a pu remporter un siège à la Chambre des communes sur la base d'une campagne électorale clairement pro-palestinienne. Le WP, qui oscille entre réforme sociale

et positions nationalistes, n'a pas de base de masse, mais son succès à Rochdale était indirectement un rejet de l'orientation de la direction du Parti travailliste (LP) de Keir Starmer, qui, sous couvert de lutter contre l'antisémitisme présumé au sein du LP, mène une véritable chasse aux sorcières contre les partisans de l'ancien dirigeant Jeremy Corbyn et adopte une position sioniste ouverte.

Les grand terroristes qui accusent le petit terroriste

Les propagandistes sionistes en particulier devraient être prudents avec les accusations de terrorisme, car avant même la proclamation d'Israël le 14 mai 1948, des organisations ouvertement terroristes comme l'Irgoun ou Lechi ainsi que la Haganah « modérée » avaient eu recours à la violence, au meurtre, aux incendies criminels et aux attentats à la bombe pour chasser les Palestiniens du territoire sous mandat britannique. Il faut également déclarer explicitement que ces actes terroristes ont été commis non seulement par des bandes fascistes sous l'influence du « sionisme révisionniste » Vladimir Zeev Jabotinsky, mais aussi par des militants du « sionisme ouvrier » devenu le Parti travailliste.

Israël a été fondé par le Parti travailliste qui a chassé 750 000 personnes de leurs foyers entre 1947 et 1949 seulement. Ce qui a ensuite privé les Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières de l'État sioniste de leurs droits, confisqué leurs terres et détruit leurs villages et leurs maisons-

Depuis qu'il a les moyens d'un État, le sionisme pratique le terrorisme à grande échelle, parfois contre l'Iran, tous les jours contre les Palestiniens. Pour cela, il reçoit l'aide militaire des plus grands États terroristes du monde (France, Grande-Bretagne, États-Unis...), qui ont plus d'une fois aidé à renverser des gouvernements élus, qui ont tenté d'écraser les révolutions chinoise, cubaine et vietnamienne, qui ont émietté la Yougoslavie et l'Irak.

Répression et criminalisation du mouvement de solidarité

Dans la plupart des pays impérialistes, les actions de solidarité ont été diffamées dès le début par les médias bourgeois et les gouvernements comme étant antisémites ou comme des « manifestations du Hamas ». En Allemagne et en Autriche, la police peut intervenir dans des manifestations et procéder à des arrestations si le slogan « Du fleuve à la mer » est scandé. Aux Pays-Bas, la police utilise des gaz lacrymogènes et des véhicules blindés de dépannage contre les camps de manifestants. À Berlin, le Congrès international palestinien a été violemment dissous par la police. Dans plusieurs universités américaines, comme l'UCLA et l'Université de Columbia, la police a été dépêchée sur le terrain pour disperser violemment les manifestations.

Ici aussi, « l'argument » de l'antisémitisme a été invoqué à plusieurs reprises. Parce que les étudiants juifs se sentent « provoqués », les manifestations en faveur d'un cessez-le-feu ou plus généralement contre le génocide sont criminalisées. Cela encourage les provocations sionistes. En France, en Autriche et en Allemagne, des militants du mouvement de solidarité ont été traduits en justice, et certains ont déjà été condamnés.

Bien entendu, la répression doit être combattue. Ce qui est spécial, c'est le fait que la critique d'un État – Israël – est criminalisée parce qu'elle est prétendument antisémite. Ceci est d'autant plus paradoxal que dans tous les pays il existe des groupes de Juifs plus ou moins nombreux qui participent aux protestations et manifestent contre le régime de l'apartheid en Israël. Les puissances alliées au régime sioniste adoptent ainsi l'usurpation des dirigeants israéliens selon laquelle ils sont la seule voix autorisée de tous les Juifs du monde.

Le rejet international du sionisme clive le cabinet de guerre

Il devient de plus en plus clair que la victoire rapide et la destruction du Hamas annoncées par Netanyahu n'étaient qu'un vœu pieux. Pendant des mois avant le 7 octobre, le Premier ministre avait été la cible de manifestations massives contre ses attaques contre l'indépendance du pouvoir judiciaire, ses concessions aux partis cléricaux sur la question de la conscription et son soutien aux colons fascistes en Cisjordanie.

Aujourd'hui, le cabinet de guerre commence à s'effondrer. Le ministre de la Défense Yoav Gallant, qui s'ex-

primait le 16 mai a engagé une confrontation ouverte avec le Premier ministre parce que celui-ci rejetait ses déclarations sur une future administration militaire israélienne sur la bande de Gaza et accusait le chef du gouvernement de n'avoir pas de plans clairs pour la période d'après-guerre.

Dans un discours télévisé samedi, Gantz a déclaré que le cabinet devait « formuler et adopter un plan d'action menant à la mise en oeuvre de six objectifs stratégiques d'importance nationale d'ici le 8 juin ». Si le plan d'après-guerre n'est pas présenté dans les délais, son parti sera contraint de démissionner, a déclaré Gantz, qui s'est adressé directement au Premier ministre Benjamin Netanyahu dans son discours. Les six objectifs comprenaient la privation de pouvoir de l'organisation islamique radicale palestinienne Hamas, la garantie du contrôle israélien sur le territoire palestinien et le retour des otages israéliens de la bande de Gaza. En outre, "une administration américaine, européenne, arabe et palestinienne devrait être créée pour réguler les affaires civiles dans la bande de Gaza et créer les bases d'une future alternative qui ne soit pas le Hamas ou (Mahmud) Abbas", a déclaré Gantz, faisant référence au président de l'Autorité palestinienne. (Deutsche Welle)

L'administration Biden commence elle aussi à s'impac-tier. Une escalade au Proche-Orient n'est actuellement pas dans l'intérêt de l'impérialisme américain, dont la préoccupation principale est la Chine. Ce n'est pas un hasard si le 19 mai, des informations ont été confirmées selon lesquelles il y aurait eu des « contacts indirects » entre des représentants des gouvernements iranien et américain à Oman.

Cependant, en réalité, il n'y a actuellement aucune fin en vue à la guerre génocidaire. Il est faux d'attribuer l'escalade qui a suivi le 7 octobre au seul gouvernement réactionnaire de Netanyahu, criblé de fascistes. Toute l'histoire de la colonisation sioniste de la Palestine depuis le début du XX^e siècle montre que tous les courants de ce mouvement poursuivent un objectif commun : la création d'un État juif « ethniquement pur ». Cela implique également que les partis sionistes n'accorderont jamais l'égalité des droits à la population palestinienne dans les zones qu'ils contrôlent.

Il y a actuellement de nouvelles manifestations contre Netanyahu en Israël. Mais ce ne sont pas encore des manifestations dont le but est de mettre fin à la guerre contre les Palestiniens. Il s'agit de libérer les otages. Le gouvernement est accusé de ne pas prendre de mesures assez sévères contre « les terroristes ». Gantz a cédé à ce sentiment de masse en soulignant qu'il préconisait une attaque contre Rafah depuis des mois.

L'impasse de toutes les variantes du nationalisme bourgeois palestinien

Contre tout front uni antiimpérialiste, contre toute soumission à telle ou telle fraction de la bourgeoisie

palestinienne, les communistes internationalistes luttent pour construire une direction prolétarienne révolutionnaire du peuple palestinien. Ils étaient donc des opposants résolus aux organisations nationalistes panarabes (Fatah, FPLP, FDLP) qui faisaient confiance à la bureaucratie de l'URSS et aux régimes bourgeois « socialistes » d'Égypte, d'Irak et de Syrie qui ont tous trahi les Palestiniens. L'échec de cette stratégie a conduit le Fatah à capituler devant les États-Unis et Israël. C'est alors que le Hamas a pris la tête de la résistance palestinienne, d'abord avec l'aide d'Israël, ensuite en attaquant physiquement le Fatah et encore plus le FPLP et le FDLP comme « athées » et « communistes ». La Charte du Hamas de 1988, jamais abolie, est antisémite et complotiste.

Aujourd'hui, les communistes internationalistes sont des opposants résolus aux partis religieux et patriarcaux (Hamas, Djihad Islamique) qui s'appuient sur les monarchies du Golfe, sur la Turquie et sur l'Iran, des régimes cléricaux, parfois alliés des États-Unis, qui ont trahi ou vont trahir les Palestiniens comme ils oppriment depuis leur naissance leur minorités nationales. La fraction islamiste de la bourgeoisie palestinienne est encore moins capable que la fraction panarabe de s'adresser aux travailleurs d'Israël et des États-Unis, seul moyen de mettre fin à l'État colonial en Palestine.

Le 25 avril, le haut représentant de la branche politique du Hamas, Khalil Al-Hayya, a déclaré que son organisation déposerait les armes si elle aboutissait à la création d'un État palestinien. Par conséquent, comme le Fatah avant lui, le Hamas se dirige vers l'acceptation de la partition de la Palestine et la reconnaissance d'Israël.

Solidarité internationale des travailleurs avec le peuple palestinien !

Les communistes internationalistes—continuent de soutenir, comme base minimale de solidarité avec le peuple palestinien, l'appel du 17 octobre des syndicats palestiniens à un cessez-le-feu immédiat et au boycott de toutes les livraisons d'armes et de carburant, y compris les installations technologiques et de renseignement, à l'État sioniste.

Ce sont des revendications immédiates que tout le mouvement ouvrier doit soutenir. L'objectif doit être de mettre fin au génocide à Gaza grâce à une action syndicale mondiale.

En outre, nous prôtons le retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient et exigeons la fermeture de toutes les bases militaires impérialistes de la région, notamment en Irak, aux Émirats arabes unis, au Koweït, au Qatar, au Liban et en Jordanie !

Levée du blocus de la bande de Gaza par Israël et l'Égypte ! Ouvrez les frontières de l'Égypte, de l'Union européenne et des États-Unis aux réfugiés palestiniens !

Fin des attaques d'Israël en Iran, en Syrie et au Liban ! Cessez-le-feu immédiat ! Retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Droit au retour pour tous les réfugiés ! Libération de tous les otages palestiniens retenus captifs par Israël !

Pour une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

La tâche centrale est de construire un parti ouvrier révolutionnaire capable de mener la lutte pour ces revendications en Palestine même. Toutefois, cette perspective n'est réaliste que si elle s'inscrit dans l'ensemble du Proche-Orient.

La création d'un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine n'est possible que si elle est soutenue par les masses travailleuses des pays voisins. Cela présuppose la destruction de l'État sioniste d'Israël.

Le prolétariat palestinien est devenu extrêmement fragmenté en raison de décennies de déplacement. Un petit nombre d'entre eux a été exploité en Israël dans des conditions précaires. D'autres travailleurs palestiniens dans les camps de réfugiés en Jordanie, au Liban, en Égypte... ont également été transformés en main-d'œuvre bon marché pour la bourgeoisie locale. D'autres sont surexploités dans les monarchies islamistes du Golfe qui dénie tout droit au prolétariat. La situation misérable d'un peuple en état de menaces constantes, de bombardements, de famine... rend la construction d'une telle organisation particulièrement difficile.

De plus, la répression sioniste a détruit jusqu'à présent les organisations communistes internationalistes en Israël—même (Ligue communiste révolutionnaire, Matzpen). La masse du prolétariat israélien a été éduquée depuis des générations dans l'esprit du « travaillisme » sioniste et dans un esprit de supériorité sur ses frères et sœurs de classe palestiniens. Il faudra un bouleversement majeur pour vaincre cette conscience colonialiste et mobiliser le prolétariat israélien pour une Palestine socialiste multiethnique.

La pertinence de la stratégie de la révolution permanente est clairement évidente au Proche-Orient.

Trotsky répondait le 14 février 1939 à un nationaliste bourgeois juif (sioniste) :

La Révolution française, puis la Révolution d'Octobre, ont accompli plus pour les Juifs que ne l'a fait le sionisme à une question qui n'a pas de solution sous le régime du capitalisme en déclin. Seule une révolution internationale peut sauver les Juifs.

Aujourd'hui, nous ajoutons : la révolution sociale au Proche-Orient fera plus pour les Palestiniens que ne l'a fait le nationalisme palestinien. Seule une révolution internationale peut sauver les Palestiniens.

19 mai 2024



CoRep

POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE, POUR UN PROGRAMME D'ACTION EN ARGENTINE

10 JUIN

Le 3 juin, la justice fédérale du gouvernement anti-ouvrier Milei a fait débarquer la police au siège national du Partido Obrero [Parti ouvrier, PO] à Buenos Aires. Cette intimidation vient à la suite de plusieurs perquisitions brutales de responsables d'organisations de chômeurs et de quartiers, de poursuites judiciaires contre Eduardo Belliboni, dirigeant du Polo Obrero [Pôle ouvrier, organisation de chômeurs dirigée par le PO]

Le gouvernement argentin non seulement veut diminuer drastiquement le droit de manifester, aggraver l'exploitation des travailleurs et la paupérisation des masses laborieuses, mais il protège les spéculateurs et les fraudeurs du moment qu'ils sont riches ou patronaux.

Le véritable reproche du gouvernement, c'est que le PO s'y oppose. Le Collectif révolution permanente condamne la perquisition et affirme sa solidarité avec les militantes et les militants du PO. Front unique ouvrier national et international en défense du PO et de toutes les victimes de la répression judiciaire et policière du gouvernement Milei !

Cela n'implique aucune approbation de la réponse de la direction du PO (saisir la Cour interaméricaine des droits de l'homme, un organisme mis en place par l'Organisation des États américains en 1969), ni de son orientation générale (opportuniste) partagée par toute la coalition électorale et parlementaire du Frente de Izquierda y de los Trabajadores (Front de gauche et des travailleurs, FIT, qui comprend aussi le PTS, le MST et la IS)

Assez de capitulations devant le péronisme bourgeois au nom du « trotskysme » !

L'époque de l'impérialisme, la période de déclin historique du capitalisme, est celle où la bourgeoisie,

même dans les pays dominés, ne joue plus de rôle progressiste, ce qu'a confirmé l'échec de la révolution chinoise en 1927. La seule stratégie révolutionnaire est désormais la révolution permanente.

Tant que le mouvement de libération est contrôlé par la classe exploiteuse, il est dans l'impasse. Dans les pays coloniaux et semi coloniaux, en Chine, en Inde, en Amérique latine, la fraude du front populaire continue à paralyser les masses ouvrières... Le seul programme véritable pour la liquidation de toute oppression sociale ou nationale est celui la révolution permanente. (4^e Internationale, Manifeste La guerre impérialiste et la révolution socialiste mondiale, mai 1940)

Pour cette raison, la 4^e Internationale s'opposait à l'alliance avec un secteur de la bourgeoisie. Tant le « front uni anti-impérialiste » que le « front populaire antifasciste » servent d'alibi à la trahison de la sociale-démocratie et du stalinisme, suivis par leurs clones



28 mars 1974, *Avanzada Socialista*, organe du PST (ancêtre des PTS, IS, MST, NMAS...) se joint à l'appel à Peron pour « défendre la démocratie » avec des partis bourgeois

centristes. Suivant les besoins, « les démocrates » ou « la gauche », deux notions aussi bourgeoises qu'élastiques, peuvent inclure le vieux radicalisme bourgeois ou le vieux nationalisme bourgeois. Par exemple, en 2023, le PS rejoignit une fraction péroniste et la démocratie chrétienne dans le bloc PNH de Schiaretti tandis que le PCA et le PCR d'alignèrent sur la principale coalition péroniste, l'UP de Massa.

Malheureusement, le 21 juin 1974, contre le programme du Parti bolchevik et de la 4^e Internationale, le PST « trotskyste » (qui est à la racine du PTS, du MST, de l'IS, etc.) signa une déclaration en défense de « la démocratie » avec le PCA et des partis bourgeois.

Ainsi s'explique que, lors de la crise révolutionnaire de 2001, le PTS, le PO et compagnie aient appelé à une assemblée constituante.

Le 3 septembre 2022, après l'attentat d'un déséquilibre contre la vice-présidente péroniste Kirchner, les députés du PO et du PTS au parlement de la province de Buenos-Aires (Legislatura Porteña) votèrent une déclaration commune avec les partis bourgeois de la coalition péroniste alors au gouvernement (Frente de Todos).

Au second tour de la présidentielle du 19 novembre 2023 qui opposa le fascisant Milei au péroniste Massa, le FIT refusa d'appeler au boycott.

Bien sûr, nous appelons à ne pas voter pour Milei, mais la gauche ne peut apporter aucun soutien politique ou électoral à Massa. (PTS, 30 octobre)

Nous combattons Milei et appelons à affronter l'unité nationale de Massa contre les travailleurs. (PO, 4 novembre)

Notre première consigne est d'appeler les travailleurs et les jeunes à NE PAS voter pour Milei. (MST, 27 octobre)



Transas a espaldas del pueblo o

Asamblea Constituyente soberana

20 de diciembre de 2001 - La Verdad Obrera • 7

Décembre 2001, le PO et le PTS demandent une assemblée constituante

Face au second tour du 19 novembre, nous appelons à dire NON à l'extrême droite de Milei. (IS, 7 novembre)

Depuis l'arrivée au pouvoir de Milei, le FIT a poursuivi son cours opportuniste, centré sur la pression parlementaire et les journées d'action limitées des 20 décembre et du 9 mai, décrétées par l'appareil syndical péroniste pour disperser la force des masses sans mettre en danger Milei et ses projets.

Assez de journées d'action et de négociations syndicales avec Milei, grève générale jusqu'au retrait de la loi anti-ouvrière Bases !

La fraction péroniste de la bourgeoisie est certes opposée à la fraction libérale et radicale, mais elle reste bourgeoise. Ce qui unit les deux contre les travailleurs est plus fort que ce qui les divise. La bureaucratie syndicale et celle du mouvement des femmes sont des piliers du péronisme bourgeois. Quand la coalition péroniste Kirchner-Fernández-Massa gouvernait en laissant l'inflation paupériser les masses et en s'endettant auprès du FMI, les directions de la CGT et des deux CTA n'ont pas levé le petit doigt.

Quand la coalition libérale-radical Milei-Bullrich a accédé au gouvernement, déclenchant des attaques sans précédent contre les acquis sociaux et le niveau de vie des masses, la direction de la CGT, suivie par celle des deux CTA, a appelé à des diversions (rassemblements patriotiques, journées d'action...). Tout en négociant avec le pouvoir, tout en appelant aux négociations entre le gouvernement national et les gouvernements provinciaux, tout en appelant à faire confiance au parlement bourgeois à majorité de partis bourgeois, tout en renvoyant à de prochaines échéances électorales...

Les organisations du FIT ne combattent pas au sein des syndicats pour la grève générale jusqu'au retrait des projets de Milei, pour vaincre Milei. Autrement dit, elles ne servent à rien.

Au contraire, le FIT sème la confusion dans les rangs des exploités et des opprimés. Il baptise frauduleusement « grève générale » les impuissantes journées d'action des bureaucrates corrompus et mafieux. En guise de « plan de lutte », elles réclament pitoyablement que les journées d'action soient juste un peu plus longues.

Il s'agit d'imposer par en bas un appel à une grève de 36 heures (RP/France, 10 mai)

Que le plan de lutte se poursuive avec une grève de 36 heures avec mobilisation nationale... (PO, Résolution de la rencontre nationale des travailleurs, 25 mai)

Un arrêt de travail limité de la bureaucratie syndicale est l'opposé de la grève générale du prolétariat.

Tous les partis révolutionnaires, tous les syndicats de Moscou, en déclarant la grève, avaient conscience et sentaient même qu'elle se transformerait inéluctablement en insurrection. (Lénine, 29 août 1906)

L'importance fondamentale de la grève générale consiste en cela : elle pose nettement la question du pouvoir. La véritable victoire de la grève générale ne peut se réaliser qu'au moyen de la prise du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de sa dictature. (Trotsky, 6 mai 1926)

Ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Trotsky, juin 1936)

Le Cordobazo a montré en 1969 que la grève générale est le commencement de la révolution et se transforme en insurrection.

Pour un parti communiste révolutionnaire, pour un programme d'action

Les éléments et fractions communistes internationalistes dispersés dans les organisations « trotskystes » ou « guévaristes » doivent former un parti ouvrier révolutionnaire, uni, discipliné et démocratique, sur la base du programme de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de Trotsky, du programme de la 4^e Internationale du temps de Trotsky.

Plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destruction. (4^e Internationale, Manifeste, mai 1940)

Dans les syndicats CGT et CTA, dans les organisations de chômeurs, dans les organisations de femmes travailleuses, dans les associations de quartier, dans les multisectoriales [réunions interprofessionnelles], organisons la lutte malgré et contre la bureaucratie péroniste, pour vaincre le gouvernement Milei, pour la grève générale, tous ensemble, jusqu'au retrait de la loi Bases et de la loi Omnibus.

- Abrogation des deux lois anti-ouvrières et des décrets déjà promulgués ! Aucune poursuite contre les militants et les organisations ouvrières !
- Baisse des tarifs des biens et services de première nécessité (alimentation, transport public, électricité, internet, eau ! Augmentations salariales et indexation des salaires, des pensions de retraite, des bourses d'études sur l'inflation réelle ! Arrêt des licenciements dans les entreprises et les administrations, diminution du temps de travail et embauches jusqu'à disparition du chômage !
- Défense de l'enseignement public, laïc, de qualité et gratuit à tous les niveaux, y compris les études universitaires !

- Pour un système de santé unique, de qualité et gratuit !
- Droit au logement de qualité pour tous ! Blocage des loyers au niveau antérieur à l'inflation galopante, moratoire illimité des expulsions, expropriation des grands propriétaires immobiliers et municipalisation du sol urbain sans indemnité et sous contrôle ouvrier, plan d'urgence de construction de logement public et aménagement des quartiers défavorisés !
- Séparation complète des religions et de l'État !
- Droit à l'avortement, contraception gratuite, égalité salariale des deux sexes !
- Mêmes droits pour les travailleurs immigrés !
- Démocratie dans les syndicats, recreation des comisiones internas [commissions internes], une seule centrale démocratique, dehors, les chefs corrompus et ceux qui pactisent avec Milei-Villarruel-Bullrich !
- Comités de lutte pour s'organiser dans les entreprises, les administrations, les villages, les quartiers, les universités, pour la grève générale illimitée contre Milei, centralisation locale, provinciale et nationale des comités de lutte !
- Autodéfense, protection des grèves, des manifestations, des organisations ouvrières contre les flics, les fascistes et les mafieux, dissolution et désarmement des corps répressifs !
- Annulation de la dette publique intérieure et extérieure, expropriation des grandes entreprises nationales et étrangères (agricoles, industrielles, bancaires, commerciales, etc.) sous contrôle ouvrier, monopole étatique du commerce extérieur !
- Gouvernement ouvrier basé sur les comités élus et centralisés, fédération socialiste d'Amérique latine !

10 juin 2024





CoReP

ÉLECTIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN : UN AVERTISSEMENT À LA CLASSE OUVRIÈRE DE TOUTE L'EUROPE

7 JUILLET

Les élections au Parlement européen ont eu lieu dans les 27 pays de l'UE entre le 6 et le 9 juin. Ursula von der Leyen (« Parti populaire européen », PPE), présidente de la Commission européenne souligne que le « centre tient ». Si les résultats des partis bourgeois conservateurs traditionnels du PPE sont restés globalement stables, si les Verts et des Libéraux perdent, le résultat montre une augmentation significative des voix pour les partis fascistes, notamment en Allemagne, en France, en Italie, en Autriche et aux Pays-Bas.

Des élections État par État qui ne concernent qu'une partie de l'Europe

En raison du mode de vote, les élections européennes sont considérées comme des « tests » pour les élections parlementaires nationales.

Tant que la classe opprimée, c'est-à-dire, en l'occurrence, le prolétariat, ne sera pas encore assez mûr pour se libérer lui-même, il considérera dans sa majorité le régime social existant comme le seul possible et formera, politiquement parlant, la queue de la classe capitaliste, son aile gauche extrême. Mais, dans la mesure où il devient plus capable de s'émanciper lui-même, il se constitue en parti distinct, élit ses propres représentants et non ceux des capitalistes. Le suffrage universel est donc l'index qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. (Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, 1884)

Cependant, les résultats des « élections européennes » ne sont pas très significatifs. Le continent est émietté en 56 États dont deux chevauchent l'Asie (Russie, Turquie). Les centaines de milliers de réfugiés ukrainiens, biélorusses et russes, les millions d'ouvriers turcs n'ont pas le droit de vote. À cela s'ajoutent les travailleurs et les étudiants migrants, qui se voient souvent refuser les droits les plus élémentaires, dont le droit de vote. En tant que communistes internationalistes, nous exigeons l'égalité totale de nos frères et sœurs de classe étrangers dans ce domaine également. Et contrairement à l'affirmation selon laquelle il s'agit

d'une représentation parlementaire démocratique « paneuropéenne », les groupes politiques de Strasbourg sont le résultat d'accords entre députés élus sur des listes purement nationales dans les États membres. Un travailleur hongrois ne peut donc pas voter pour le groupe « Gauche/Verts » du Parlement européen lors des élections, mais uniquement pour un parti hongrois qui rejoint ce groupe.

Une unification pacifique de l'Europe sous les auspices du capitalisme n'est pas possible. L'UE est historiquement une tentative de masquer les contradictions entre les impérialismes européens et d'essayer d'améliorer leur position concurrentielle face aux impérialismes américain, chinois et russe. Mais cela ne veut pas dire qu'en cas de crise, chaque gouvernement ne fera pas tout ce qui est en son pouvoir pour protéger au mieux « son » capitalisme national ou pour améliorer sa position.

Les groupes parlementaires du PE sont tout sauf politiquement homogènes. Au PPE, c'était le cas, par exemple. Le FIDESZ hongrois en a longtemps été membre à part entière, même si le parti de Viktor Orbán en Hongrie avait déjà adopté une position clairement autoritaire et était hostile à de nombreuses décisions prises par les organes de l'UE. Outre la plupart des partis ouvriers bourgeois traditionnels des pays européens, la « Fraction de l'Alliance progressiste et des sociaux-démocrates » comprend des partis des anciens États ouvriers déformés, qui ont leurs racines soit dans le stalinisme, soit dans l'ancienne opposition bourgeoise. Cela peut conduire à ce que jusqu'à trois partis (Roumanie) d'un même pays soient représentés dans le groupe parlementaire SD.

Le mouvement ouvrier réformiste au Parlement européen

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la restauration capitaliste en URSS et dans les États ouvriers déformés et la restauration capitaliste en Chine n'ont pas seulement conduit à l'émergence de nouveaux impérialismes - ils ont donné à la bourgeoisie mondiale une arme idéologique pour , proclamer

triomphalement la victoire du capitalisme et la défaite du « communisme ».

La direction sociale-démocrate ou travailliste était très heureuse de se joindre à cette célébration. Elle s'était toujours tenue loyalement aux côtés de l'impérialisme et, grâce au partenariat social et à d'autres formes de coopération de classe, grâce à son contrôle sur les syndicats et les conseils d'entreprise, ils avaient gagné, comme ils le croyaient, une place sûre à la table des vainqueurs.

Une partie des bureaucrates staliniens des anciens États ouvriers déformés et dégénérés ont été eux-mêmes transformés en capitalistes par les dirigeants de secteurs économiques autrefois étatisés, en collaboration avec l'impérialisme. Leur nouvelle existence sociale détermina leur conscience ; ils devinrent des partisans brutaux de l'accumulation capitaliste. (Viktor Orbán a également commencé sa carrière politique en tant que président de l'aile jeunesse du parti stalinien hongrois !). Certains des partis « communistes » ont pris la place laissée vacante par la social-démocratie et sont devenus des partis « réformistes » loyalement intégrés au capitalisme.

Le résultat du SPD allemand, qui joue traditionnellement un rôle important au sein du groupe parlementaire, est probablement significatif : avec une part des voix de 13,9 %, il obtient le pire résultat de toute l'histoire de son parti et se situe même derrière l'AfD néofasciste (15,9 %) et loin derrière les partis de l'Union chrétienne-conservatrice (30 %). Le SPD, au pouvoir avec des partis bourgeois gère l'État allemand comme le PSOE à la tête de l'État capitaliste espagnol. Le groupe accueille aussi des partis bourgeois comme Place publique française et le Parti démocrate italien.

Le groupe de la « Gauche européenne » au Parlement européen a perdu parce que des « partis modèles » comme PODEMOS, DL et SYRIZA avaient déçu les illusions de leurs partisans dans une démarche de réforme parlementaire et sociale grâce à leur intégration dans le système capitaliste. L'ascension du PTB/PAB de Belgique, fondé par d'anciens mao-staliniens, ne compense pas. En France, LFI et le PCF se sont opposés à la grève générale visant à empêcher la contre-réforme des retraites de Macron et ont agi comme une aile social-patriotique à l'Assemblée nationale.

Les représentations politiques de la bourgeoisie

Les gains électoraux des partis appartenant à l'éventail néofasciste en France, en Italie et en Allemagne - les impérialismes les plus importants de l'UE - constituent un signal d'alarme au-delà de l'UE pour tous les salariés d'Europe.

En Autriche, le FPÖ est arrivé pour la première fois en tête des élections nationales (25,4 % des voix), devant le conservateur ÖVP (24,5 %) et les sociaux-démocrates (23,2 %). En France, l'alliance RN revendique la prépondérance dans le camp bourgeois avec 31,4 %.

Le fait que les partis appartenant à l'éventail néofasciste soient actuellement divisés en deux factions au Parlement européen (les groupes « Identité et Démocratie » et « Conservateurs et réformateurs européens ») montre que parvenir à un accord entre des partis résolument nationalistes est une entreprise difficile. Le groupe des « Patriotes européens » annoncé début juillet par le FPÖ autrichien, le FIDESZ hongrois et l'ANO tchèque ne conduira guère à un processus d'unification de cette mouvance.

Les Verts comme les Libéraux ont subi de lourdes pertes. Pour les Verts de toute l'Europe, cela est dû au fait que même dans les pays où ils sont au gouvernement (Allemagne, Autriche, Irlande, Belgique), les « questions fondamentales » qu'ils prétendent incarner : la protection de l'environnement, la politique énergétique et les transports publics... ne sont pas traitées de manière différente que dans les autres États de l'UE.

Désormais, les principaux partis de la bourgeoisie se mobilisent contre toute accentuation de la politique environnementale. Les questions abordées par la plupart des partis écologistes, telles que les droits de l'homme, la « politique d'asile humaine », le pacifisme font également l'objet de tirs constants de polémiques réactionnaires. Les Verts des coalitions capitulent plus ou moins rapidement face à leurs partenaires les plus forts.

Les causes de la montée des partis fascistoïdes

Le fascisme n'est nullement la vengeance de la bourgeoisie après un soulèvement du prolétariat. Historiquement et objectivement, le fascisme est bien plus un châtiment infligé parce que le prolétariat n'a pas continué la révolution commencée en Russie. Et le fascisme ne repose pas sur une petite caste, mais sur de larges couches sociales, qui englobent même une partie du prolétariat. Il faut que nous prenions clairement conscience de ces différences essentielles, si nous voulons venir à bout du fascisme. Nous ne le vaincrons pas par la seule voie militaire - pour utiliser cette expression — nous devons l'abattre aussi politiquement et idéologiquement. (Clara Zetkin, « Rapport présenté devant le comité exécutif de l'Internationale communiste », juin 1923, *Batailles pour les femmes*, Éditions sociales, 1980)

La crise de direction du prolétariat est née avec la capitulation de la majorité de la social-démocratie internationale face à son « propre » impérialisme au début de la Première Guerre mondiale (1914). L'Internationale communiste a été lancée en 1919 pour la pallier. Mais la dégénérescence de l'Internationale communiste à partir de 1924, sa politique catastrophique face à la menace fasciste en Allemagne, son refus de tirer la leçon de la défaite de 1933, le tournant des « fronts populaires » (les « alliances organiques avec la bourgeoisie » démocratique) en 1935, la trahison en France (1936) et en Espagne (1936-1937) ont prouvé que l'IC était devenue elle-même contrerévolutionnaire.

La 4^e Internationale, fondée en 1938 pour la remplacer, n'a pas trouvé le chemin des masses, en partie à cause de la persécution et l'extermination des cadres bolcheviks-léninistes par le stalinisme et le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale. La recherche de raccourcis, le scepticisme sur les capacités de la classe ouvrière, l'adaptation de sa direction au stalinisme et au nationalisme bourgeois opérées en 1949-1951 ont détruit irréversiblement la 4^e Internationale de 1952 à 1963. Depuis, une multitude de courants centristes courent après les féministes bourgeoises, les partis écologistes, voire les réactionnaires islamistes, tout en s'intégrant aux appareils syndicaux corrompus.

À cause du discrédit du « trotskysme », des formations mao-staliniennes ont conservé ou conquis une audience. Surtout, les bureaucrates syndicaux et les chefs « travaillistes », « socialistes » et « communistes » ont pu continuer à trahir.

Les crises révolutionnaires en Argentine en 2001, en Tunisie en 2010, en Égypte en 2011, en Syrie en 2011, au Chili en 2019, en Biélorussie en 2020, au Kirghizistan en 2020, au Sri Lanka en 2022 n'ont pas débouché sur une révolution prolétarienne car elles sont restées aux mains d'une fraction de la bourgeoisie ou ont été fourvoyées dans une assemblée constituante. L'empêchement des grèves générales par les partis ouvriers bourgeois, les bureaucraties syndicales et leurs assistants centristes en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne... ont accru la démoralisation du prolétariat.

Peu disposées à combattre le capitalisme, les anciennes directions sont également incapables d'offrir une perspective, notamment à la jeunesse qui se révolte contre la destruction de l'environnement et contre la barbarie sioniste ainsi que la complicité des impérialismes occidentaux. Ces partis et appareils bureaucratiques ont abandonné depuis longtemps l'une des idées fondamentales du mouvement ouvrier révolutionnaire : l'internationalisme et la solidarité. Ils ne peuvent donc pas contrer les manoeuvres cyniques de division de la bourgeoisie contre les migrants et les demandeurs d'asile, autrement que par des appels moralisateurs.

La classe exploiteuse est prête à tout

L'asservissement des bureaucraties des organisations ouvrières mine leur utilité pour la classe dirigeante à long terme. Partout en Europe, depuis les années 1990, les partis travaillistes et sociaux-démocrates – seuls ou au sein de gouvernements de coalition avec des partis bourgeois – ont décidé de plans d'austérité et ont soutenu la détérioration sociale (le premier plan d'austérité en Autriche en 1997, Hartz IV en Allemagne, etc.). En Autriche, en Italie, en Belgique, en France et en Grande-Bretagne, les bureaucraties syndicales ont rendu de telles attaques possibles en renonçant à des mesures de combat efficaces, notamment à une grève générale.

Chaque recul, chaque défaite des partis réformistes ou des syndicats qu'ils contrôlent renforce la confiance en soi de la classe dirigeante. À mesure que l'emprise de l'ancienne direction sur les masses se relâche et que le niveau d'organisation de classe diminue, le rôle des partis ouvriers bourgeois en tant que courroie de transmission de la bourgeoisie dans la classe ouvrière devient de plus en plus superflu pour la bourgeoisie.

Pour accroître l'exploitation du prolétariat, les attaques « économiques » – augmentation du temps de travail, précarisation, réduction des cotisations des employeurs à la sécurité sociale, augmentation des loyers – ne suffisent pas à la classe dirigeante.

Le désarmement politique du prolétariat (et de toutes les classes salariales, de la jeunesse...) fait également partie de l'arsenal de la bourgeoisie.

La bourgeoisie, aussi contraire qu'elle soit aux nécessités de l'évolution historique, reste encore la classe sociale la plus puissante. Bien plus, on peut dire qu'au point de vue politique la bourgeoisie atteint le maximum de sa puissance, de la concentration de ses forces et de ses moyens politiques et militaires, de mensonge, de violence et de provocation, c'est-à-dire au maximum du développement de sa stratégie de classe, au moment même où elle est la plus menacée de sa perte sociale. (Trotsky, « Une école de stratégie révolutionnaire », Nouvelle étape, juillet 1921, p. 34)

L'affaiblissement syndical, politique et idéologique de la plupart des classes ouvrières européennes depuis des décennies incite aujourd'hui les bourgeoisies à serrer la vis politique et à attaquer les libertés démocratiques fondamentales et les protections sociales, car on ne peut s'attendre que peu ou pas de résistance efficace de la part de la direction traditionnelle de la classe. Les principaux outils de cette offensive sont la religion, le chauvinisme, la xénophobie, le racisme.

La bourgeoisie tente d'imposer sa politique avec des moyens toujours plus autoritaires.

D'une part, la majorité de la classe dominante renforce l'espionnage de la population, restreint les libertés, renforce l'appareil répressif de l'État. D'autre part, une minorité grandissante pousse les vieux partis « démocratiques » vers la xénophobie et l'autoritarisme ou facilite l'émergence de partis racistes et/ou néofascistes qui désignent les étrangers, souvent musulmans, comme les responsables de tous les dysfonctionnements du capitalisme en déclin.

Pour l'instant, ces derniers restent dans le cadre « parlementaire » et, quand ils accèdent au gouvernement, utilisent les instruments coercitifs de l'État bourgeois à leur disposition contre la classe ouvrière. Mais en même temps, ils tentent d'affaiblir et de saper le système parlementaire lui-même, le

pluralisme, la liberté d'expression. Ils tentent de donner une tournure plébiscitaire à la domination de la bourgeoisie. Ils cherchent à étendre leur contrôle aux médias et à internet, au système de formation, afin d'intensifier leur propagande anti-ouvrière, xénophobe, patriarcale, homophobe.

Leurs succès électoraux encouragent les nervis fascistes. La déception que les partis fascistes provoquent en accédant au pouvoir (Italie, Hongrie, Autriche, Pays-Bas, Finlande, Croatie, République Tchèque, Slovaquie) ou en n'y accédant pas (France, Allemagne, Suède...) peut aussi conduire à l'apparition d'organisation plus ouvertement fascistes, violentes, hostiles à toutes les conquêtes démocratiques, ayant pour la première fois depuis les années 1920 une audience de masse.

La réaction cible les travailleurs immigrés et leurs descendants

La migration fait partie de toute l'histoire de l'humanité. Les catastrophes naturelles, les famines, les conflits armés et les changements dans les forces productives ont toujours provoqué des flux de personnes. Cette migration a permis à l'espèce humaine de survivre.

Le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme ont provoqué une augmentation massive des migrations depuis le XIX^e siècle. La famine irlandaise de 1843 et la fuite d'1,5 million de personnes qui en a résulté ou l'émigration massive d'Italie (25 millions d'Italiens ont émigré entre 1861 et 1960 !) n'en sont que deux exemples. Hier comme aujourd'hui, les capitalistes essayaient de capitaliser sur le sort des migrants. Ils ont été utilisés pour faire baisser les salaires, on leur a refusé des contrats de travail réguliers et les questions religieuses ou ethniques ont été exacerbées afin d'empêcher la solidarité entre les exploités. Friedrich Engels a critiqué à plusieurs reprises les dirigeants syndicalistes nationalistes et réactionnaires d'Angleterre

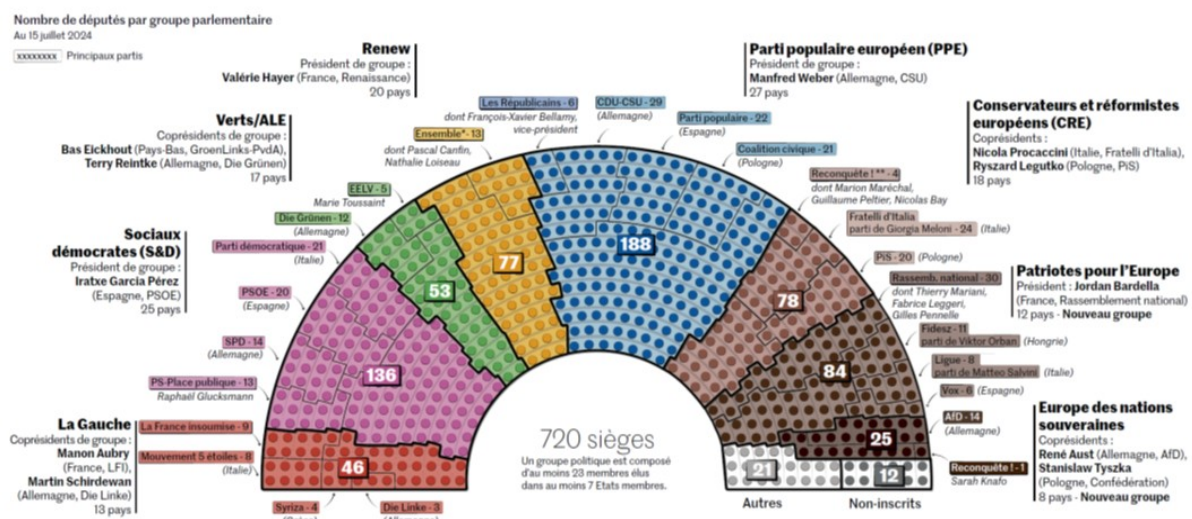
qui refusaient leur solidarité avec les travailleurs irlandais, Lénine a critiqué les « socialistes » des États-Unis qui s'opposaient à l'entrée des travailleurs étrangers.

Après la Seconde Guerre mondiale et la « décolonisation », les bourgeoisies des anciennes puissances coloniales comme la France ou la Grande-Bretagne ont pu s'appuyer sur la main-d'œuvre de leurs anciennes colonies ou de leurs voisins. À partir de 1960, les capitalistes néerlandais, allemands et autrichiens ont recruté des « travailleurs invités » de Turquie, de Yougoslavie.

Dans ces derniers pays, ainsi que dans les États scandinaves, il existait non seulement des barrières linguistiques, mais aussi d'autres lignes de démarcation entre les travailleurs nationaux et étrangers (par exemple à travers la création de leurs propres lotissements). Ce qui est crucial, cependant, c'est que pendant longtemps les syndicats (réformistes) n'ont pas fait preuve de solidarité envers les « travailleurs invités », mais plutôt un comportement paternaliste. Les travailleurs étrangers étaient instinctivement considérés comme des concurrents – plein emploi ou non. Le manque de contacts sociaux (par exemple, activités de loisirs avec les travailleurs autochtones organisées par les syndicats, formations, éducation politique) a exacerbé la séparation et a facilité l'agitation des forces réactionnaires contre les migrants.

Les immixtions occidentales au Proche-Orient (Irak, Libye, Syrie...), en Asie centrale (Afghanistan) et les conflits en Afrique alimentés par les puissances impérialistes, dont la Russie, et les effets de la destruction mondiale de la nature causée par le mode de production capitaliste ont été le déclencheur de nouveaux mouvements de réfugiés au XX^e siècle.

La soi-disant « Nouvelle Droite », qui s'est officiellement distanciée des pires crimes du national-socialisme allemand afin de propager de manière en-



* Renaissance-MoDem-Horizons-UDI-Parti radical ; ** Députés élus le 9 juin sous l'étiquette Reconquête, exclus depuis.

core plus flagrante les concepts fascistes, a propagé la xénophobie et le racisme sous le slogan « ethnopluralisme ». Les Identitaires, qui sont reliées à travers toute l'Europe et en connexion avec le fascisme américain, jouent ici un rôle de pont important. Par un mélange d'illusions de suprématie blanche et de lien avec des sentiments religieux réactionnaires (« Occident chrétien »), ces fascistes influencent ou constituent l'axe des partis fascistes à base de masse.

Dans la plupart des pays, le mouvement ouvrier est sans défense face à cette offensive parce que ses partis traditionnels mènent eux-mêmes depuis des années, de manière opportuniste, des politiques plus ou moins xénophobes et source de division.

Après les élections « européennes », les médias bourgeois aimaient souligner que l'un des rares pays où le Parti social-démocrate n'avait pas enregistré de pertes mais plutôt des gains était le Danemark. Le PS danois, en particulier, mène une politique migratoire très restrictive (abolition de « l'asile spontané », pour l'établissement de camps aux frontières extérieures de l'UE, restrictions extrêmes à l'immigration familiale, travail obligatoire pour « gagner » plus tard (!) des allocations sociales. , etc.). Le succès de l'Alliance Sarah Wagenknecht (BSW, scission de Die Linke) en Allemagne montre également que le nationalisme et la xénophobie ne sont pas l'apanage des partis fascistes comme l'AfD. La position à la fois socialement démagogique et nationaliste de la BSW, a obtenu 6,2 % des voix aux élections européennes, tandis que DL est tombé à 2,7 %.

Les reconfigurations dans le camp bourgeois battent leur plein et annoncent de nouvelles attaques intensifiées contre les salariés, les migrants, les femmes, les jeunes en formation, les homosexuels...

Les communistes internationalistes doivent faire face à la tâche d'amener les masses à la conscience de classe socialiste, c'est-à-dire la reconnaissance de la nécessité de renverser la société capitaliste.

En plus de se défendre contre les attaques de la bourgeoisie contre les conditions de vie matérielles des classes ouvrières en Europe, il est important de défendre les acquis démocratiques du mouvement ouvrier. Pour y parvenir, il est essentiel de maintenir la solidarité internationale. Aucune concession au nationalisme, au protectionnisme, à la xénophobie.

Internationalisme et stratégie révolutionnaire

La réponse à cette régression n'est pas dans la vaine recherche d'alliés « démocratiques » au sein de la bourgeoisie ou de « démocratisation » des forces de répression, mais le retour à la stratégie de lutte de classe contre la division des exploités et des opprimés entre eux, pour la solidarité prolétarienne, pour que le prolétariat prenne la tête de la lutte contre l'exploitation et contre toute oppression. Cela nécessite

la construction de partis ouvriers révolutionnaires qui ne se concentrent pas sur des succès électoraux à court terme, mais sur des mobilisations visant à renverser le système capitaliste, à ouvrir la voie du socialisme.

Rien ne se fera sans lutte des masses, mais l'addition des luttes ne suffira pas à battre définitivement la classe exploiteuse. Il faut une classe qui dirige les luttes, qui sache reculer pour mieux reprendre l'offensive, qui ait un but clair et qui dispose d'un parti dévoué et résolu.

Cela passe par le front unique ouvrier contre toute mesure importante qui frappe la classe ouvrière, les femmes, les travailleurs sans papiers, les étudiants... Il est aussi important d'aider l'organisation des masses,

- d'une part, dans les organisations de classe existantes (avant tout, dans les syndicats de masse) contre les bureaucraties qui se sont intégrées dans l'État bourgeois, pour une véritable démocratie ouvrière et pour l'indépendance vis-à-vis des patrons et de leur État
- d'autre part, aider à construire, dans chaque lutte d'envergure, de nouveaux organes plus larges que les syndicats du type conseil ouvrier. Il faut gagner à la révolution les couches les plus larges possibles de la population salariée, des jeunes en formation, des travailleurs indépendants paupérisés...

L'autodéfense ouvrière devient fondamentale. L'avancée des partis réactionnaires, chauvins et racistes encourage des bandes fascistes de voyous, de briseurs de grève et de canailles incitées à mener des attaques violentes contre les migrants, les demandeurs d'asile et les militants politiques du mouvement ouvrier. Plus l'emprise des forces fascistes sur l'appareil d'État devient forte, plus dangereuses sont les illusions selon lesquelles les organes d'État (la police, la justice) protégeraient les victimes.

Mais il n'y a pas aujourd'hui de parti ayant la tradition, l'autorité et l'implantation du Parti bolchevik de 1917. Le Collectif révolution permanente lance un appel urgent au regroupement programmatique de tous les militants, fractions, organisations nationales (dont, en Europe, le NPA-R/France, le PCdL/Italie, KoZ/Turquie, RSO/Allemagne, RSO-Autriche...), internationales (en particulier à la L5I) pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays, de l'internationale ouvrière révolutionnaire dans le monde entier. Mettre en oeuvre un programme d'action (défense des réfugiés et des travailleurs étrangers, lutte contre le militarisme impérialiste et bourgeois, milice des exploités et des opprimés, échelle mobile des salaires, expropriation des grands groupes capitalistes, gouvernement ouvrier, dissolution de l'OTAN, États-Unis socialistes d'Europe) est plus urgent que jamais. Il est grand temps de résoudre la crise de direction du prolétariat.

7 juillet 2024



CoReP

BANGLADESH : NON AU REPLÂTRAGE DE L'ÉTAT BOURGEOIS, GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

12 AOUT

Le Bangladesh est un pays essentiellement agricole mais aussi le deuxième exportateur mondial de vêtements, après la Chine. Plus de 80 % de ses exportations en sont, contrôlées par quelques groupes capitalistes des pays impérialistes (Inditex-Zara, C&A, H&M, Primark, Walmart, etc.). Il est le terrain de dizaines de grèves tous les mois. Il a connu une guerre de libération nationale dans un passé récent. Sa démocratie est fragile. L'armée a souvent pris le pouvoir. Le gouvernement qui vient de tomber, celui de la première ministre Sheikh Hassina (Ligue Awami, AL, le principal parti bourgeois, à prétention laïque et partisan de l'alliance avec l'Inde), était de plus en plus corrompu, avait passé des alliances avec des partis islamistes et était de plus en plus autoritaire. L'inflation sévit depuis 2020 (en juillet, les prix avaient augmenté de 11,6 % depuis un an).

Les protestations étudiantes ont débuté le 1^{er} juillet avec la réinstauration des quotas de 53 % dans les institutions publiques, réservés aux descendants des participants à la guerre de libération de 1971 (conflit ayant conduit à la séparation d'avec le Pakistan) qui avaient été annulés en 2018 sous la pression de la rue. Le gouvernement en place s'est mis à dos les autres étudiants. La protestation est animée par les Étudiants contre les discriminations (SAD), une direction qui n'est pas élue. Le 15 juillet, les manifestations se sont intensifiées à Dacca, la capitale, et dans toutes les grandes villes. Le gouvernement a envoyé la police et la BCL (Ligue Chatra du Bangladesh, le mouvement de jeunesse de la Ligue Awami) a attaqué les étudiants. À la fin de la journée, 6 personnes avaient été tuées par la police et des dizaines avaient été blessées. Le 16 juillet, la police a effectué des descentes dans toutes les universités du pays. La police militaire a pris position dans les 5 plus grandes villes. Le 17 juillet, le gouvernement a fait fermer l'ensemble des universités. Le 18 juillet, les agences de presse affirmaient que durant les 4 jours de ce processus, 39 militants ont été tués. Le 19 juillet, le gouvernement a fait couper Internet, fermer les usines et décrété le couvre-feu. Suite à cette décision, les étudiants ont combattu la

police, des commissariats ont été pris pour cible et à Dacca, une prison a été incendiée.

Comme il n'existe pas de parti révolutionnaire capable de consolider la base populaire, la direction du mouvement étudiant est probablement restée sous le contrôle des partis bourgeois d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP, lié à l'armée) et le Bangladesh Jamaat-e-Islami (BJI, le principal parti islamiste, partisan du retour au Pakistan). Par conséquent, le mouvement étudiant n'a pu s'unir avec le mouvement ouvrier, ni se diriger vers la grève générale des travailleuses et des travailleurs.

Le 21 juillet, la Cour suprême a révisé la mesure et a abaissé les quotas à 7 %. Les manifestations ne cessent pas et entraînent bien plus que les étudiants. En secret, pour sauver l'État bourgeois, l'état-major négocie avec les SAD. Le 5 août, la première ministre Hassina (AL) démissionne et s'enfuit en Inde, comme le premier ministre du Sri Lanka Rajapaksa (SLPP) avait dû le faire en 2022. Au total, la répression a causé 1 000 morts et 10 000 blessés.

Le 5 août, le chef de l'armée Waker uz Zaman destitue l'ancien chef de la police et annonce la formation d'un gouvernement provisoire. Il est dirigé par un économiste bourgeois, Muhammad Yunus (84 ans), fondateur de la banque Grameen. Le gouvernement comporte deux étudiants des SAD, une féministe bourgeoise, deux membres du BNP, un ancien gradé de l'armée.

Auparavant, le Bangladesh a connu 4 situations révolutionnaires, toutes trahies, dans les 70 dernières années :

- le mouvement pour la langue en 1952,
- les grèves de 1968-1969,
- la guerre d'indépendance de 1971,
- la lutte contre la dictature en 1990.

Faute de perspective socialiste, l'islamisme réactionnaire monte en puissance. De nombreux syndicats restent sous le contrôle des partis bourgeois (AL, BNP...). En Asie, le mouvement ouvrier demeure imprégné de l'héritage stalinien. Les débris maoïstes et staliniens défendent toujours :

- la révolution par étape (mener seulement une révolution démocratique, sans commencer une révolution socialiste),
- le front uni antiimpérialiste (subordonner le prolétariat à telle ou telle fraction de la bourgeoisie).

Par exemple, au Népal, en 2006, les deux partis maoïstes ont refusé de prendre le pouvoir et ont sauvé l'État bourgeois. Au Bangladesh, en 1971, le stalinisme, très influent, s'est divisé en deux ailes, les staliniens pro-Moscou se sont alignés sur la Ligue Awami tandis que les staliniens pro-Pékin se sont opposés à l'indépendance malgré l'oppression nationale.

Depuis 2007, la plupart des organisations politiques issues du stalinisme (CPB, SPB, DRP, RCLB, SPB-M, BSP) ont constitué un bloc réformiste (Alliance de gauche démocratique, LDA), qui n'a tiré aucune leçon du passé.

L'Alliance exhorte les partis politiques démocratiques d'entamer des discussions sur les réformes... Le communiqué rappelle que, après le soulèvement conduit par les étudiants, les SAD ont déclaré que tous les partis politiques, la société civile et les enseignants devaient être consultés pour former le gouvernement. Le communiqué appelle le gouvernement à diriger le pays dans l'esprit du mouvement populaire. (Dakha Tribune, 11 aout 2024)

Le Bangladesh ne peut connaître la démocratie que si la classe ouvrière s'émancipe de toutes les fractions de la bourgeoisie, s'unifie malgré les religions et les ethnies. Alors elle pourra rallier les paysans pauvres, les artisans et petits commerçants, les cadres, les étudiants, les minorités religieuses.

Le Bangladesh ne peut échapper à l'obscurantisme cléricale, qui s'étend depuis la partition de l'empire des Indes, et qui se renforce dans le monde entier, qu'avec une révolution sociale.

Le Bangladesh ne peut se développer que si la révolution socialiste s'étend à toute la région (Inde, Pakistan, Birmanie, Sri Lanka, Népal, Boutan...) et à la Chine, lui permettant de collaborer avec les autres gouvernements ouvriers et paysans qui en seront issus. Le Ban-

gladesh ne peut survivre que si la révolution socialiste mondiale arrête le réchauffement climatique et toute la crise écologique.

Par conséquent, il est impératif de construire une organisation ouvrière révolutionnaire qui réunira l'avant-garde de la jeunesse étudiante, des syndicats, des organisations de paysans travailleurs (Krishok, Kishani Sabha...), du féminisme, des partis de la LDA ayant décidé de rompre avec toutes les fractions de la bourgeoisie, etc.

Rupture de toutes les organisations ouvrières (syndicats, LDA) avec le gouvernement provisoire de la bourgeoisie et avec tous les partis bourgeois (AL, BNP, BJI...) ! Pour une confédération syndicale de tous les salariés !

Augmentation des salaires et réduction du temps de travail, indexation des salaires sur l'inflation, sécurité au travail ! Front international de solidarité de classe des syndicats de salariés de tous les pays qui travaillent dans la fabrication et la commercialisation de produits pour les grandes chaînes de distribution : Inditex, C&A, H&M, Primark, Walmart, etc...

Emprisonnement des patrons qui arment des nervis contre les grévistes ou dont les établissements et locaux sont dangereux ! Expropriation des grandes propriétés foncières ! Expropriation sans indemnisation des grandes entreprises nationales et étrangères (agricoles, industrielles, financières, commerciales, etc.) sous contrôle ouvrier ! Monopole d'État sur le commerce extérieur !

Crèches et garderies de qualité pour les enfants des travailleuses ! Égalité de salaire entre hommes et femmes qui travaillent ! Interdiction de l'exploitation des enfants !

Droit à l'instruction pour tous les enfants des deux sexes ! Enseignement public universel, laïc et gratuit à tous les niveaux, y compris universitaire !

Respect de la minorité hindoue ! Séparation de la religion et de l'État ! Interdiction des mariages forcés ! Sanction pénale des « crimes d'honneur » contre les femmes !

Des soins de santé publics universels, laïcs et gratuits ! Éducation sexuelle des jeunes, contraception gratuite, droit à l'avortement ! Égalité juridique complète des hommes et des femmes !

Comités des masses dans les entreprises, les quartiers, les universités, les villages, les régiments ! Droits démocratiques pour les conscrits ! Désarmement de l'armée professionnelle, des gardes paramilitaires, de la police, des services secrets et des milices fascistes ! Armement du peuple !

Gouvernement ouvrier et paysan désigné par le congrès national des comités élus ! Fédération socialiste du sous-continent indien ! États-Unis socialistes d'Asie !

12 aout 2024



8 aout, Dacca, arrivée du premier ministre Yunus désigné par l'armée



CoReP

ÉTATS-UNIS : APRÈS LA VICTOIRE DE TRUMP,
CONSTRUIRE UN PARTI OUVRIER DE MASSE !

11 NOVEMBRE

La victoire de Trump n'est pas due à un raz-de-marée du nombre de votants pour le Parti républicain, mais à un effondrement du côté du Parti démocrate. Tout d'abord, nombre d'électeurs se sont abstenus. En 2024, le taux d'abstention dépasse 40 %, certes moindre qu'en 2016 où il excédait 43 %, mais il est supérieur de 7 points à celui de 2020. C'est considérable, surtout qu'en plus de ces presque 100 millions d'abstentions, il faut ajouter des millions de travailleurs réfugiés, migrants clandestins, condamnées par la justice... qui n'ont pas ou plus le droit de vote.

Trump obtient à peine plus de voix qu'en 2020, 450 000 voix environ, alors que le nombre d'inscrits a augmenté de plus de 6 millions. Il s'agit en réalité d'une légère diminution des suffrages en proportion du corps électoral. C'est la perte de plus de 10 millions de voix pour le Parti démocrate qui entraîne la victoire de Trump

Dans ces conditions, Trump l'emporte largement en nombre de grands électeurs (le président n'est pas élu directement dans la constitution antidémocratique des États-Unis), raflant la mise dans les 7 « swing states » (états pivots), le Parti républicain reprend la majorité au Sénat, il conservera vraisemblablement la majorité à la Chambre des représentants. Avec 6 juges sur 9 qui lui sont favorables à la Cour suprême, avec le contrôle presque complet du Parti républicain, Trump aura donc tous les leviers institutionnels en main.

Les raisons du succès de Trump

Dans les principaux pays impérialistes, les conditions de vie du prolétariat, de larges couches de la petite-bourgeoisie (fonctionnaires, paysans travailleurs, artisans, etc.) se dégradent fortement, quand bien même ces pays affichent un taux de croissance positif du PIB. C'est le cas des États-Unis où la paupérisation et la précarisation d'une partie de la population est en marche depuis plusieurs années. Beaucoup des emplois créés depuis la reprise de 2021 y sont précaires et mal payés. La classe ouvrière a subi de plein fouet l'inflation sous Biden et, si les prix augmentent moins, ils sont 20 % plus élevés qu'en 2020, avant la pandémie.

Biden n'a aboli aucune des mesures fiscales de Trump pour les plus riches et les grands groupes capitalistes. Il a interdit la grève des cheminots fin 2022. Il soutient le génocide à Gaza. La candidate démocrate s'est prononcée pour durcir l'immigration et développer les énergies les plus polluantes, alors que les perturbations climatiques n'épargnent pas les États-Unis. À juste titre, une fraction des travailleurs et des étudiants ne voyait dans Harris qu'une représentante de « l'establishment » comme Hillary Clinton en son temps. Il n'existe aucun parti ouvrier de masse pour proposer une alternative. C'est un des moteurs de l'abstention et du vote pour Trump.

La question des conditions de vie économiques a prévalu sur toutes les autres déterminations, elle a même

	Participation	Democratic Party		Republican Party	
	%	Grands électeurs	Voix (en millions)	Grands électeurs	Voix (en millions)
2016	55,67	227	66	304	63
2020	66,9	306	81,3	232	74,2
2024	59,82	226	70,99	312	74,71

renforcé les votes pour Trump chez les électeurs latinos ou afro-américains, malgré les attaques racistes et xénophobes de sa campagne. L'axe de la campagne républicaine était de faire des étrangers les boucs émissaires des difficultés internes.

Il y a donc deux aspects dans ces résultats :

- une abstention sanction contre le Parti démocrate, tenus pour responsable de l'aggravation des conditions de vie du prolétariat
- un vote d'adhésion au moins partielle au programme électoral de Trump, au protectionnisme, à la xénophobie... censés ramener la prospérité.

La base de Trump s'est solidifiée dans le mouvement MAGA, qui a pris le contrôle du Parti républicain (malgré la consigne de l'assaut au Capitole le 6 janvier 2021 quand il avait perdu l'élection), flanqué de groupes fascistes, sous la bénédiction du goupillon évangélique, mêlant des vétérans des guerres perdues, des déclassés, une partie de l'ancienne aristocratie ouvrière blanche qui profitait auparavant des miettes de l'impérialisme américain au temps de sa splendeur, d'une partie importante de la petite-bourgeoisie et même une minorité arriérée du prolétariat, persuadés que le protectionnisme tous azimuts et l'expulsion des migrants rendra sa grandeur à l'Amérique.

L'autre moteur du vote Trump, c'est le ralliement de capitalistes parmi les plus puissants comme Elon Musk, qui indique que ceux-ci comptent bien profiter d'une baisse générale des impôts, d'une dérégulation forcée pour leurs entreprises dans tous les domaines et des commandes de l'État, notamment dans le domaine militaire.

L'impérieuse nécessité d'émanciper la classe ouvrière des églises et des partis bourgeois

Ces résultats témoignent de l'impasse politique dans laquelle est tenu le prolétariat américain à cause de l'inféodation des syndicats et des organisations d'opprimés aux deux partis bourgeois et impérialistes, le Parti démocrate et le Parti Républicain, et plus spécialement au Parti démocrate. Il faut y ajouter la soumission à celui-ci du Parti « communiste » (CPUSA) et des « socialistes » (DSA, rejoints par plusieurs groupes pseudo-trotskyistes).

Pourtant la classe ouvrière américaine se bat, comme l'ont montré les grèves des scénaristes et des acteurs, dans l'automobile, dans Kaiser Permanente, à Starbucks en 2023, chez les dockers de la côte atlantique ou à Boeing en 2024. Cependant, ces conflits du travail n'ont généralement abouti qu'à des succès partiels, car la bureaucratie syndicale (souvent liée au DP) ou les « médiateurs » envoyés par l'administration Biden ont poignardé les grévistes dans le dos et empêché l'extension de la grève quand ils n'ont pas empêché toute grève, comme à UPS en 2023.

Aucun lien de fait entre ces combats et une perspective gouvernementale ouvrière. Comme il n'y a aucune représentation politique de la classe ouvrière, les repères politiques pour l'aider à s'orienter sont extrêmement faibles, sinon inexistants. Là est la responsabilité des dirigeants syndicaux, des organisations d'opprimés et des « socialistes » ou « communistes » qui refusent de rompre les liens qu'ils entretiennent avec le Parti démocrate, donc avec la bourgeoisie, pour constituer un parti ouvrier.

Ainsi, une part importante de la classe ouvrière n'a pas voté, considérant à juste titre que Parti démocrate et Parti républicain étaient les deux faces d'une même médaille, mais n'a pu se compter sur une candidature ouvrière. La candidature de l'écologiste Jill Stein, du Green Party, n'était en rien une candidature ouvrière, même si elle a fait campagne pour l'arrêt des livraisons d'armes à Israël. Une autre partie a voté démocrate, par exemple pour défendre le droit à l'avortement. Enfin, une minorité a voté républicain, allant même parfois jusqu'à croire que Trump réglerait les problèmes puisque c'est un businessman qui sait donc comment faire rentrer l'argent !

La victoire de Trump prépare une offensive contre la classe ouvrière américaine et contre la démocratie

En ce qui concerne la bourgeoisie, beaucoup de garde-fous la protègent des foudres du capitaliste mégalo-mane (banque centrale, état-major de l'armée, hauts fonctionnaires, services secrets, Parti républicain, grands médias, églises...). Par contre, les promesses de retour à la prospérité faites aux travailleurs vont se heurter à la réalité : les contradictions du capitalisme mondial n'obéissent pas à un président, même de l'État le plus puissant ; la place de la bourgeoisie américaine dans le monde ne sera plus jamais celle d'autrefois.

La victoire de Trump va accentuer l'offensive contre la classe ouvrière américaine, notamment pour sa partie immigrée, avec l'annonce de l'expulsion de millions de clandestins réfugiés, la dérégulation des normes qui freinent ou limitent le capitalisme sauvage, dans l'environnement, le droit du travail, l'éducation, les réseaux sociaux, les cryptomonnaies, etc. C'est le sens de la mission qui serait confiée à Elon Musk de « nettoyer » l'État fédéral de tous ses fonctionnaires « inutiles », allant bien au-delà du « *spoiled system* » habituel après les élections qui se limitait aux têtes des administrations de l'État fédéral. Trump a prétendu tout au long de sa campagne que Harris était une « *pure marxiste* », une « *communiste* ». Même s'il est inculte, Trump sait bien qu'il n'en est rien. Mais ce qu'il vise au travers de ces accusations ridicules, c'est la répression accrue des mouvements sociaux, les protestations pour les Palestiniens, etc. dans une atmosphère à la McCarthy. Évidemment, les mesures économiques protectionnistes annoncées par Trump ne vont en rien améliorer l'ordi-

naire de la classe ouvrière, au contraire, elles vont inévitablement renchérir le cout de la vie et précipiter la crise économique.

Loin de résorber les contradictions, la seconde présidence de Trump va accélérer la décomposition interne de l'impérialisme le plus puissant, avec la suppression prévue du ministère fédéral de l'éducation, la remise des lois sur l'avortement aux différents États, la persécution des personnes transgenre, le pouvoir de censure des bigots sur l'enseignement, la menace de suppression des subventions finançant la couverture santé pour les travailleurs qui n'en bénéficient pas dans leurs entreprises (Obamacare), le fardeau grandissant du militarisme, l'aggravation de la dette publique (déjà à plus de 100 % du PIB), etc.

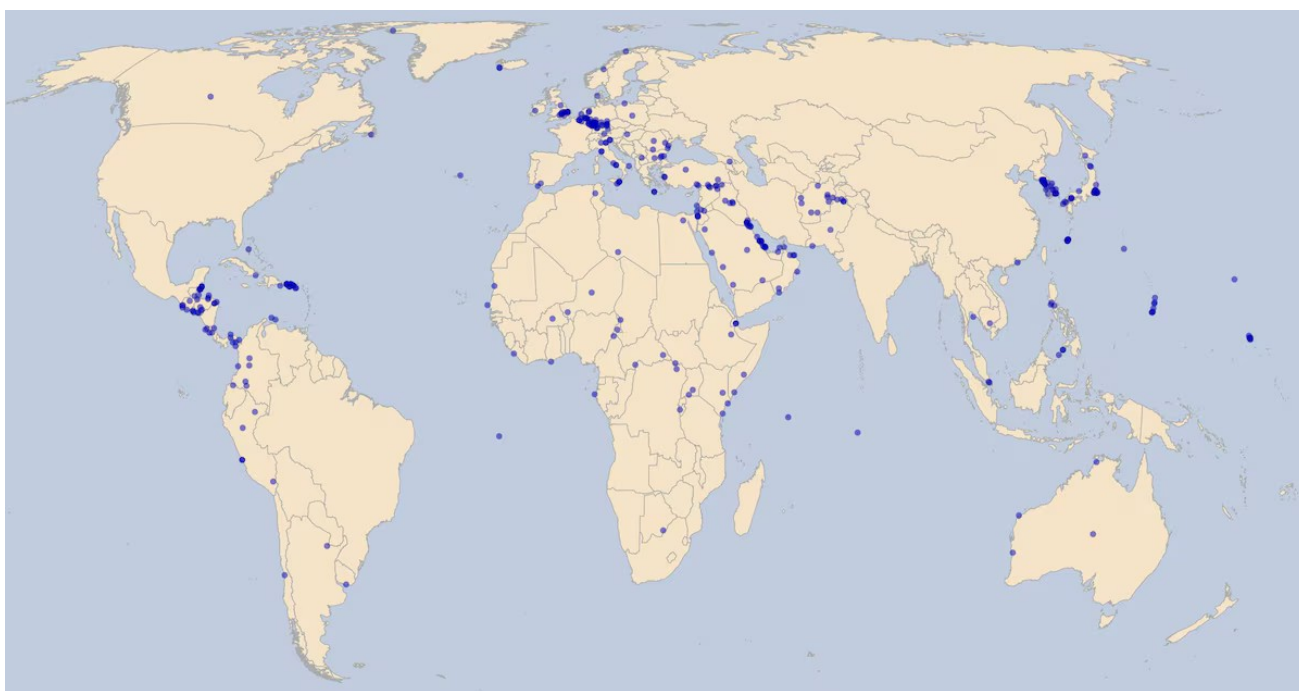
Très vite, la nécessité de l'autodéfense prolétarienne va devenir centrale. Les menaces d'attaques contre les travailleurs migrants - avec ou sans papiers - ne se dérouleront certainement pas de manière pacifique. Les menaces de Trump de recourir à la violence contre « l'ennemi intérieur » s'accompagnent de propos élogieux à l'égard des bandes fascistes qui prêche un anticommunisme féroce et parfois un racisme décomplexé. Avec des conseillers comme Musk ou Bezos, qui ont montré dans leurs propres entreprises qu'ils voulaient empêcher toute syndicalisation. Il faut s'attendre à un recours accru à des polices privées et autres briseurs de grève.

Tôt ou tard, la réaction de la classe ouvrière américaine sera inévitable. Non seulement il faut ouvrir dès maintenant la perspective d'une lutte centrale contre Trump et son gouvernement, mais aussi il faut com-

battre dans les syndicats et les organisations d'opprimés, les universités et les quartiers populaires pour la création d'un parti ouvrier s'inspirant du Socialist Party of America de 1901 (affilié à l'Internationale ouvrière), de l'United Communist Party de 1920 (section de l'Internationale communiste), du Socialist Workers Party de 1938 (section de la 4^e Internationale).

Le programme d'un véritable parti ouvrier devrait reprendre toutes les revendications économiques, politiques et démocratiques qui surgissent du mouvement des masses et qui ne peuvent être garantis que par un gouvernement des travailleurs dans le cadre de la fédération socialiste de tout le continent :

- droit syndical dans toutes les entreprises et administrations sans condition,
- augmentation des salaires et échelle mobile des salaires,
- contrôle des travailleurs sur les embauches, les licenciements, sur la production et l'investissement,
- protection des travailleurs et de toute la population contre les pollutions,
- abrogation des grands électeurs et de la Cour suprême, séparation des églises et de l'État,
- droit à l'avortement sur tout le territoire, enseignement gratuit, santé gratuite, logements sociaux de qualité et bon marché,
- expropriation du grand capital,
- désarmement des corps de répression et armement du peuple....



200 000 militaires étasuniens dans 800 bases militaires en dehors des États-Unis / infographie Dario Ingiusto, *L'Express*, 11 septembre 2021

Une accélération des facteurs de crise économique et d'affrontements inter-impérialistes

La puissance des Etats-Unis dans le monde et l'expansionnisme qui en découle les obligent à introduire dans les fondations de leur édifice les explosifs de l'univers entier : tous les antagonismes de l'Occident et de l'Orient, les luttes de classes de la vieille Europe, les insurrections des masses colonisées, toutes les guerres et toutes les révolutions. (Trotsky, L'Internationale communiste après Lénine, 1928)

Plus il a été dominant, plus l'impérialisme américain a pris en charge, pour ses propres intérêts, la marche du monde et plus le poids de ce fardeau s'est fait pesant. Les États-Unis ont dominé largement et organisé la période d'après-guerre qui a vu un accroissement des échanges mondiaux, puis la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, ce que les économistes bourgeois ont appelé la mondialisation. Mais contradictoirement, c'est aussi la période où, peu à peu, l'hégémonie des États-Unis s'est érodée, depuis le retrait du Vietnam, la guerre en Irak, certes remportée facilement contre Saddam Hussein, mais débouchant au bout du compte non pas sur un Proche Orient reconfiguré selon les vœux de l'impérialisme américain mais plutôt sur le chaos, avec le retrait humiliant d'Afghanistan, avec la montée en puissance du jeune impérialisme chinois.

Déjà en 1971, Nixon décidait de mettre fin à la convertibilité du dollar en or, en déclarant que les États-Unis allaient cesser de se battre avec une main attachée dans le dos. C'était le premier accroc majeur, une rupture des règles en vigueur pour les échanges monétaires mondiaux établis pourtant sous leur égide en 1944 à Bretton Woods.

La réélection de Trump ne doit rien au hasard. Elle correspond à une tendance de plus en plus affirmée pour la bourgeoisie dominante de se dégager de toutes les obligations que son histoire antérieure lui avait

fait contracter, pour concentrer ses efforts contre son ennemi principal d'aujourd'hui, l'impérialisme chinois. Fini les règles et arbitrages de l'OMC pour faciliter le libre-échange ! Vive les barrières douanières ! Fini les dépenses militaires pour assurer la protection des alliés, ils doivent payer. Les engagements climatiques ? Poubelle ! Le profil de Trump, capitaliste pragmatique et brutal, incarne parfaitement cette tendance. Trump a annoncé l'établissement de droits de douanes entre 10 et 20 % frappant toutes les importations, 60 % pour les produits venant de Chine (et même 100 % pour les voitures électriques) et jusqu'à 300 % pour les produits en provenance du Mexique !

Avant même les élections aux États-Unis, les éléments d'une crise économique mondiale se rassemblaient peu à peu, avec le fort ralentissement de l'économie chinoise accentué par une crise immobilière et financière, le ralentissement au Japon et en Inde, la récession en Allemagne. Inévitablement Trump et sa politique vont accélérer et aggraver la crise économique mondiale qui va se nouer, avec des répercussions violentes partout. Trump va laisser carte blanche à Israël pour tenter d'exterminer les Palestiniens, accentuer son offensive contre le Liban et peut-être contre l'Iran, il envisage de sacrifier une partie de l'Ukraine, il veut accroître les divisions entre les impérialismes européens, il va précipiter les tensions avec l'impérialisme chinois...

L'élection de Trump signifie pour le prolétariat mondial une menace supplémentaire qui marque le pourrissement de l'impérialisme. Il est possible de mettre fin à tout ce système pourri, d'ouvrir la voie au socialisme mondial, si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire. C'est le combat des communistes internationalistes !

En avant pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire ! En avant pour le pouvoir des travailleurs !

11 novembre 2024

We Can Rely Only On Labor to Fight Coughlin's Gangs

BY JOSEPH HANSEN
FIVE, BOSTON

The Final Answer to Coughlin

Democratic capitalism is doomed in the United States. It can offer nothing but war, unemployment, misery, death. In its desperate dying struggle capitalism will attempt anything to survive. That "anything" is fascism. The whole fascist movement is built upon the collapse of "democracy" and complete wars and rejection of democratic institutions, except where they are so utilized as further fascism. The entire working class, employed and unemployed, youth and aged, and their brothers who toil on the farms, must unite in common struggle to drive out the present government which represents the capitalist and place in power a government that will represent the workers and the farmers. First step in placing labor's own government in power is to organize labor's OWN POLITICAL PARTY. Every worker must begin thinking INDEPENDENT LABOR PARTY, raising INDEPENDENT LABOR PARTY, organizing INDEPENDENT LABOR PARTY. This must be done immediately. There is not a moment to lose. ORGANIZE AN INDEPENDENT LABOR PARTY. **The Socialist Order of Plenty** Democratic capitalism is doomed. Although it lashed them with clubs and branded them with lions, even a slave state could feed and clothe its slaves. The democratic capitalist can provide neither jobs nor food for those who toil. It deserves no other fate but to be crushed by socialist revolution. Chase away the rabble of democratic capitalism! The productive system is ready to pour out fabulous riches. Open up the vaults and the granaries! Open up the hoarding warehouses for every working member of society! Harvest and distribute the crops that ripen in the fields! Open the life factories and run the machines that will produce untold quantities of wealth! As we see the kind ally of despots in America! Fight with the Socialist Workers Party for the SOCIALIST ORDER OF PLENTY!

Socialist Appeal

Official Organ of the Socialist Workers Party, Section of the Fourth International — Issued Twice Weekly

VOL. III, NO. 48 FRIDAY, JULY 7, 1939

Socialist Workers Party Convention Calls for Fight Against Boss War

Overflow Meeting Hails Opening of National Convention

Many Turned Away as Hall Is Filled to Capacity—Socialist Workers Party Spokesmen Hit Imperialist War Preparations

BRAZILIAN 4TH INTERNATIONALISTS GREET U. S. ANTI-WAR CONVENTION

The following greeting to the convention of the Socialist Workers Party has been received from the Brazilian Workers Party, Brazilian section of the Fourth International: "The second annual congress of the Socialist Workers Party, United States section of the Fourth International, the Central Committee of the Socialist Workers Party made an important greeting, expressing its hope and its confidence that American workers would not merely follow the imperialist war preparatory and better armed for the struggle against the worldwide imperialist war. "The Socialist Workers Party, which is today the standard-bearer of the Fourth International, will continue in the anti-war struggle to defend the interests of the workers and the oppressed peoples of the world against the imperialist war preparatory and better armed for the struggle against the worldwide imperialist war. In our section of the struggle we shall wage, from the very beginning, the struggle against the imperialist war preparatory and better armed for the struggle against the worldwide imperialist war."

Action, Not Talk, Will Stop the Enemy!



Delegates Discuss Anti-War Activity

Branches in 32 Cities Send Worker-Delegates to Convention

NEW YORK, July 2.—Striking at capitalist slavery with the might of revolution, any ideas and militant action, more than 100 delegates and alternates convened Saturday morning for the regular session of the Second National Convention of the Socialist Workers Party. Coming from 33 cities in 15 states stretching from the Atlantic to the Pacific coasts, 25 delegates and 34 alternate delegates are now in session working out a program of action against the American...

Le SWP (section américaine de la 4^e Internationale) organise le front unique ouvrier contre les bandes fascistes à Minneapolis en 1938 et à New-York en 1939

Walter Sedgwick

LEON TROTSKY ON LABOR PARTY

stenographic report of discussion held in 1938 with leaders of socialist workers party



With introduction: **THE STRUGGLE FOR AN AMERICAN LABOR PARTY**

BULLETIN PUBLICATIONS 30 CENTS

Trotsky conseille en 1938 au SWP de ne pas opposer la construction de son organisation à l'exigence de la rupture des syndicats avec les deux grands partis bourgeois



CoReP

LETTRE OUVERTE

AUX ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE

18 NOVEMBRE

Considérant 1 : la marche à la barbarie

Le capitalisme pourrissant détruit l'environnement de l'espèce humaine. Il exploite de plus en plus féroce-ment le prolétariat mondial tout en excluant actuellement de la production 400 millions de personnes, une réserve de main-d'œuvre qui grossit à chaque crise économique.

L'époque impérialiste est indissociable de la guerre. Il n'existe pas un « empire » de la bourgeoisie mondiale, un super-impérialisme mondial, une dictature mondiale des organisations capitalistes internationales (OCDE, FMI, BM, OMC...). Chaque fraction nationale de la bourgeoisie mondiale, quand la croissance économique s'affaiblit, multiplie les subventions à ses groupes capitalistes ou les mesures protectionnistes qui accentuent l'anarchie du capitalisme mondial. Les organisations interétatiques vont éclater ou dépérir. La division insurmontable de la classe bourgeoise mondiale entre États archaïques conduit inéluctablement, si le capitalisme n'est pas renversé, à de nouveaux affrontements entre grandes puissances impérialistes, probablement entre les États-Unis et la Chine.

Au fur et à mesure que les rivalités inter-impérialistes s'exacerbent, chaque bourgeoisie renforce son potentiel militaire, exalte son nationalisme et se prépare à d'éventuels affrontements. Les budgets militaires augmentent à des rythmes qui dépassent les limites imposées aux autres postes budgétaires.

- L'impérialisme américain veut conserver la suprématie. Les États-Unis cherchent ouvertement à renverser le gouvernement du Venezuela et organisent des blocus contre la Russie, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran. Sous leur égide, l'OTAN multiplie les manœuvres militaires en Europe et s'est élargie à deux nouveaux États (Suède, Finlande). Avec l'Australie, le Royaume-Uni, ils ont forgé une nouvelle alliance militaire pour la région indopacifique (AUKUS) qui vise directement la Chine. Les États-Unis et leurs alliés renseignent, financent et arment Israël.

- L'impérialisme chinois, jeune et dynamique, remet en question l'ancien partage du monde. La Chine rivalise avec les autres puissances pour s'assurer ses ressources en énergie fossile et en minéraux, pille les ressources halieutiques mondiales, achète des terres cultivables en Afrique, commence à installer des bases militaires à l'étranger... La bourgeoisie chinoise colonise le Tibet et le Xinxiang, se montre agressive envers le Japon, le Vietnam et Taiwan.
- L'impérialisme russe résiste à la pression de l'Allemagne à l'ouest et des États-Unis à toutes ses frontières en s'appuyant sur la Chine. La Russie tient d'une main de fer la Tchétchénie et occupe une partie de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie. Elle intervient ouvertement en Syrie, en Libye. Au Mali, en Centrafrique, au Soudan... elle pille les richesses minières au détriment de l'impérialisme français. Avec son petit bloc (OTSC), elle multiplie les manœuvres militaires conjointes qui incluent souvent l'Iran et la Corée du Nord.

La plupart des autres États se positionnent autour de ces pôles, sans que les alliances soient définitives. Et dans ce jeu d'influence, les peuples, en particulier ceux des pays les plus faibles, ne seront rien de plus qu'une monnaie d'échange ou, pire encore, un territoire pour tester la capacité de pillage et la force de l'un ou l'autre.

Face à la concurrence, aux besoins du militarisme ou à l'inflation galopante, la plupart des bourgeoisies reviennent sur les concessions sociales antérieures. La classe dominante recourt systématiquement à la xénophobie et au cléricalisme, elle restreint les libertés démocratiques là où elles avaient été arrachées. Même dans les centres impérialistes les plus démocratiques, elle envisage de nouveau des options bonapartistes et fascistes.

Considérant 2 : la crise de direction

Cela met à l'ordre du jour la lutte du prolétariat pour la révolution sociale, pour la conquête du pouvoir, unique voie pour assurer la transformation du capitalisme pourrissant en socialisme mondial. Or, il n'y a plus d'internationale ouvrière de masse pour diriger ce combat : l'Internationale ouvrière a failli en 1914 quand ses principaux partis se sont ralliés à leur bourgeoisie durant la première guerre mondiale (« union nationale »), l'Internationale communiste qui devait la remplacer a elle-même facilité la victoire du fascisme en Allemagne en divisant de manière forcée le prolétariat. Ensuite, complètement bureaucratisée, elle a adopté l'alliance avec la bourgeoisie dite antifasciste ou démocratique (« front populaire ») et elle a empêché la révolution en Espagne.

La cession de la RDA à la bourgeoisie allemande, la restauration du capitalisme par la bureaucratie usurpatrice et privilégiée en Russie, en Chine et au Vietnam ont déporté le mouvement ouvrier mondial vers l'opportunisme et l'intégration à l'État bourgeois.

La lutte des classes ne cesse pas pour autant, mais la défense des conquêtes sociales et politiques, la résistance à l'exploitation et à l'oppression se heurtent à chaque pas à la collaboration de classe des bureaucraties syndicales (dans la plupart des pays dominés, aux États-Unis et en Chine aux mains d'une fraction politique de la bourgeoisie) et des partis ouvriers bourgeois anciens (« travaillistes », « socialistes », « communistes ») ou plus récents (PT au Brésil, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, DL en Allemagne, LFI en France...).

Durant la phase d'accumulation du capital qui a suivi la seconde guerre mondiale, les partis réformistes (partis menant une politique bourgeoise mais issus du mouvement ouvrier) et les directions syndicales se sont attribué le mérite des concessions démocratiques et économiques que la classe ouvrière a arrachées par ses luttes. Aujourd'hui, les partis ouvriers bourgeois, quand ils accèdent au pouvoir, n'ont à proposer que l'austérité budgétaire, le militarisme et la restriction de l'immigration. Les bureaucraties syndicales modèrent les revendications et freinent les luttes, pour ne pas nuire à « leur » bourgeoisie, quand elles ne s'associent pas aux licenciements ou aux reculs sociaux.

Considérant 3 : l'impasse de l'antimondialisme et du pacifisme

L'URSS dégénérée des années 1930, en même temps qu'elle faisait sombrer l'Internationale communiste dans le social-patriotisme, a lancé des conférences internationales « pour la paix et contre le fascisme » (Mouvement Amsterdam-Pleyel...).

Après la dissolution de l'Internationale communiste et le tournant de la « guerre froide », la bureaucratie de l'URSS a multiplié ce genre d'initiatives pacifistes, aussi bavardes qu'impuissantes (Festival mondial de la

jeunesse en 1947, Congrès mondial pour la paix en 1948, Appel de Stockholm en 1950...).

Dans la même lignée, le Forum social mondial lancé en 2001 était une sorte de front populaire international entre, d'une part, des églises chrétiennes, des partis écologistes et des gouvernements bourgeois (en particulier le gouvernement front populiste du Brésil) et, d'autre part, des bureaucraties syndicales, des partis réformistes et des organisations centristes (révolutionnaires en paroles, réformistes dans les actes). Le FSM s'opposait à la mondialisation, à la finance et au néolibéralisme, interdisait l'expression des partis ouvriers, défendait l'existence des États bourgeois et préconisait le protectionnisme. Le FSM est mort dans l'indifférence en 2021. Durant deux décennies, il n'aura servi qu'à empêcher de trouver une solution révolutionnaire et socialiste à la crise historique du capitalisme, qu'à retarder la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

De taille plus modeste, les deux colloques internationaux convoqués à Milan en 2023 et en 2024 par la secte Lotta Comunista (qui met sur le même plan la Russie et l'Ukraine, Israël et la Palestine, qui capitule en Italie devant la bureaucratie syndicale de la CGIL) ont réuni, sans aucun but, des anarchistes, des gauchistes et des centristes. LC a refusé d'emblée toute lutte révolutionnaire commune. Ces deux rencontres n'ont servi qu'à duper les prolétaires et à différer la résolution de la crise de direction du prolétariat.

Il est urgent de regrouper les révolutionnaires prolétaires du monde entier, pour agir ensemble sur la base du programme communiste !

Axe 1 : face à l'impérialisme et au militarisme, défaitisme révolutionnaire !

En retard de trente ans, plusieurs courants « trotskystes » croient que la Russie ou la Chine sont toujours des États ouvriers, ce qui justifierait l'oppression des Ouïgours, les menaces envers Taiwan, l'invasion de l'Ukraine.

Les mouvements petits-bourgeois prêchent aux masses la non-violence et le pacifisme ; selon eux les exploités des villes et des campagnes doivent rester désarmés, alors que les exploités et les mafieux gardent le monopole des armes.

Les partis sociaux-impérialistes tentent de subordonner les exploités à leur propre bourgeoisie avide et brutale.

Avec ses propres méthodes, la classe ouvrière doit s'opposer à l'escalade militaire, à la marche à la guerre mondiale, à tous les blocs impérialistes, au militarisme :

- non au protectionnisme des pays impérialistes (EU, Union européenne, Chine, Japon, Royaume-Uni...),

- front unique ouvrier contre les budgets militaires, aucun vote d'un parti ouvrier pour les crédits militaires destruction inconditionnelle des armes nucléaires, chimiques et biologiques des armées impérialistes sous le contrôle des travailleurs,
- fin de la recherche scientifique à des fins d'espionnage et de destruction,
- expropriation de toutes les entreprises capitalistes d'armement sous le contrôle des travailleurs,
- fermeture de toutes les bases à l'étranger et retrait de toutes les flottes des eaux internationales ou celles d'autres États,
- fin de la diplomatie secrète,
- abrogation de toutes les alliances militaires impérialistes,
- droits démocratiques pour les conscrits, remplacement de l'armée permanente par une milice indissolublement liée aux entreprises, aux quartiers populaires, aux villages, aux universités.

Axe 2 : pour préserver l'environnement, expropriation du capital !

Le capitalisme pourrissant dégrade l'environnement de l'espèce humaine par le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, les multiples pollutions, la détérioration des surfaces cultivables, la raréfaction de l'eau...

La division de la planète entre États rend quasiment impossible la lutte contre le réchauffement climatique. Le « capitalisme vert », les conférences internationales, la création artificielle de pseudo marchés (prix du carbone), la culpabilisation des consommateurs... sont des palliatifs. Le protectionnisme peint en vert, la « décroissance », le refus du progrès technique, le retour utopique à des communautés agricoles et artisanales coupées les unes des autres et reposant sur un travail physique long et exténuants sont réactionnaires.

L'écologie est une chose trop sérieuse pour être confiée aux partis politiques écologistes. Ceux-ci sont, au mieux, à leur naissance, petits bourgeois, mais deviennent bourgeois en s'installant dans l'État capitaliste. Quand ils accèdent au pouvoir, ils sont impotents quant aux plus graves problèmes de l'environnement. Ils cautionnent généralement le militarisme qui renforce la contrerévolution, les forces destructives et la pollution.

Pour résoudre les problèmes écologiques, pour en finir avec les énergies fossiles (schiste, charbon, pétrole, gaz naturel) tout en développant l'automation et l'interconnexion continentale des réseaux électriques, il faut exproprier le capital, supprimer les frontières, définir

démocratiquement la production, ce qui passe par la révolution prolétarienne et la mise en place de la fédération socialiste mondiale. Pour que la révolution socialiste mondiale l'emporte à temps, il faut résoudre au plus tôt la crise de direction du prolétariat mondial.

Axe 3 : contre les bureaucraties syndicales, indépendance syndicale et lutte de classe !

Pour contrer la division des rangs ouvriers et la xénophobie, il faut exiger le droit de libre circulation et d'installation pour tous les travailleurs et tous les étudiants, l'égalité des droits pour tous les travailleurs au sein de chaque État. Pour contrer le chômage, il faut imposer la baisse du temps de travail sans baisse de salaire, lancer des grands travaux sous contrôle des travailleurs et en finir avec le « marché du travail », collectiviser l'économie. Pour faire face aux licenciements collectifs, il faut imposer le contrôle ouvrier sur l'effectif et exproprier les grands groupes capitalistes.

Face à une offensive de l'État bourgeois contre les acquis sociaux, contre l'inflation, contre un coup d'État... la classe ouvrière doit prendre le chemin de la grève générale, de la grève tous ensemble jusqu'à la victoire. La question s'est posée en Grande-Bretagne et en France en 2023, en Argentine et au Bangladesh en 2024, etc.

Les bureaucraties syndicales, aidées par les partis réformistes et les organisations centristes ont empêché la grève générale en négociant les attaques avec leur gouvernement bourgeois, en appelant à des grèves dispersées ou limitées à une journée, en prêchant la confiance dans le parlement bourgeois ou l'espoir dans de futures élections, en laissant les travailleurs désarmés face à la police.

Les gauchistes désertent les syndicats parce qu'ils sont bureaucratisés et collaborationnistes ; les centristes capitulent devant les appareils syndicaux et tendent à s'y intégrer. Tous laissent les syndicats aux mains des bureaucraties corrompues.

Le prolétariat a besoin d'une internationale ouvrière révolutionnaire qui aidera à construire dans chaque État un parti ouvrier révolutionnaire, des fractions lutte de classe dans les syndicats de masse qui :

- affrontent en permanence les appareils corrompus par la bourgeoisie ;
- exigent la plus grande démocratie interne (votes de la base, droit de tendance...) ;
- combattent pour la grève générale quand le moment est venu ;
- luttent pour l'indépendance du syndicat vis-à-vis du patronat, de l'État bourgeois, de tout parti bourgeois ;
- favorisent le contrôle des luttes par les travailleurs eux-mêmes (assemblées générales, élections de comités, centralisation des comités...).

Axe 4 : défense des minorités et des peuples opprimés, hégémonie du prolétariat !

Dès ses débuts, au milieu du 19^e siècle, le communisme a combiné la lutte de classe prolétarienne, la lutte pour l'émancipation des femmes et la défense des peuples opprimés (contre l'esclavage aux États-Unis, pour l'indépendance de la Pologne et celle de l'Irlande...). Au 20^e siècle, les communistes révolutionnaires se sont prononcés pour l'égalité des femmes, pour le droit des minorités nationales opprimées à se séparer, pour l'indépendance inconditionnelle des colonies, contre le sionisme et la colonisation de la Palestine.

Aujourd'hui, il faut reprendre le flambeau de l'internationalisme prolétarien, en particulier :

- contre l'invasion de l'Ukraine par l'État bourgeois russe, inventant un régime fasciste pour justifier sa négation du droit à l'existence d'un État séparé des Ukrainiens, tant que le conflit ne se transforme pas en affrontement entre puissances impérialistes ;
- contre l'État sioniste qui est basé sur la colonisation de la Palestine, qui envahit et détruit le Liban, qui colonise la Cisjordanie, qui perpétue un génocide à Gaza.

Sur le territoire de la Palestine, l'armée de conquête et d'occupation est israélienne. Sur le territoire de l'Ukraine, l'armée de conquête et d'occupation est russe. Les communistes révolutionnaires n'ont rien à voir avec le pacifisme petit-bourgeois complice du sionisme et de l'impérialisme russe. Ils reconnaissent le droit des peuples opprimés à prendre les armes contre leur oppresseur.

Cela n'implique en aucun cas le ralliement aux gouvernements présents des États menacés (comme le gouvernement Zelensky, anti-ouvrier, chauvin, vendu à l'impérialisme américain) ou aux directions des mouvements des peuples opprimés (comme le gouvernement Hamas de Gaza, anticommuniste, clérical ; autrefois propulsé par Israël contre l'OLP quand celle-ci luttait pour la libération de la Palestine ; aujourd'hui lié aux régimes réactionnaires du Qatar, de l'Iran et de la Turquie).

Les travailleuses et les travailleurs ne peuvent faire confiance à aucune clique de la bourgeoisie. À l'époque de la décadence du capitalisme, la bourgeoisie ne peut plus conduire de lutte révolutionnaire. Pour libérer l'Ukraine, il faut se débarrasser de la bourgeoisie ukrainienne, s'adresser aux travailleurs de Russie et de toute l'Europe. Pour libérer la Palestine, il faut se débarrasser de la bourgeoisie palestinienne, s'adresser aux prolétaires des États impérialistes occidentaux (États qui informent, financent et arment Israël) et mobiliser les travailleurs du Proche-Orient (qu'ils soient arabes, kurdes, perses, turcs, juifs...). Seuls des partis issus de la classe ouvrière rassemblés au sein d'une internationale communiste en sont capables.

Axe 5 : contre les illusions parlementaristes et les fronts populaires, le pouvoir aux travailleurs !

Les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse en formation, des classes intermédiaires, des masses opprimées leur font croire que leur sort dépend d'élections, de référendums, d'assemblées constituantes, de combinaisons parlementaires, d'alliance avec telle ou telle aile de la bourgeoisie, présentée suivant les circonstances comme « antiimpérialiste », « antifasciste », « démocratique », « nationale » ou « écologiste ».

À l'époque de l'impérialisme, du déclin du capitalisme, correspond la stratégie de la révolution permanente. Les revendications nationales, démocratiques, sociales, économiques... sont indispensables mais elles ne peuvent être garanties que par une révolution dirigée par le prolétariat.

La seule classe progressiste est la classe ouvrière. Elle ne peut vaincre la bourgeoisie qui, en temps ordinaire, domine économiquement, idéologiquement et politiquement toutes les autres classes, qu'en prenant la tête de la lutte contre toutes les exploitations, toutes les dominations, toutes les offensives réactionnaires. La lutte pour l'hégémonie va de la participation révolutionnaire aux élections à l'insurrection armée (quand la majorité de la classe ouvrière postule au pouvoir à travers les soviets) en passant par la grève générale, le front unique ouvrier physique contre le fascisme, etc.

La stratégie communiste exclut au 21^e siècle tout ralliement à un bonaparte ou à un sauveur suprême, toute alliance avec un parti bourgeois, tout vote pour un candidat bourgeois ou pour un parti bourgeois. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Proposition

Nous proposons aux groupes, fractions, tendances, organisations communistes révolutionnaires de tous les pays, sur la base d'un accord global sur ces axes programmatiques :

- des déclarations internationales communes sur les questions principales de la lutte des classes mondiale (à commencer par le génocide à Gaza),
- les invitations réciproques aux conférences, congrès, camps de formation,
- des actions communes dans chaque pays où les organisations en accord coexistent,
- la préparation de thèses sur les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire...

afin de préparer la fusion au sein d'une organisation internationale (centralisée et démocratique) sur la base du programme communiste, premier jalon d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

18 novembre 2024



CoReP

ISRAËL, BAS LES PATTES DEVANT LE LIBAN, LA SYRIE ET L'IRAN ! ARRÊT DU GÉNOCIDE À GAZA !

27 NOVEMBRE

La 3^e guerre israélienne contre le Liban

L'opération terroriste du 17 septembre 2024 avec l'explosion de milliers de bipeurs au Liban a été le prélude d'une offensive à grande échelle de l'armée israélienne. Les appareils, qui auraient été achetés par le Hezbollah pour rendre les attaques de drones plus difficiles grâce au suivi des téléphones portables, avaient été piégés par les services de renseignement israéliens. Au moins 37 personnes sont mortes et 3 000 ont été blessées, dont de nombreux enfants. À partir du 19 septembre, l'aviation israélienne a étendu massivement ses attaques. Les cibles étaient à la fois les positions du Hezbollah dans le sud du Liban et les zones résidentielles densément peuplées de Beyrouth, comme la banlieue de Dahieh Janoubiyé. Cibler des commandants du Hezbollah a servi de prétexte pour bombarder des quartiers civils. Une invasion a débuté le 30 septembre.

Près de 1,2 million de Libanais ont dû fuir les bombardements israéliens. En treize mois, Israël a tué 3 823 Libanais, en grande majorité des civils.

Le Liban, un État clérical et artificiel créé par l'impérialisme européen

Ces attaques font partie d'une stratégie plus large visant à étendre la domination militaire d'Israël dans la région alors que les crimes à Gaza et en Cisjordanie se poursuivent sans entrave. Les conflits en cours au Proche-Orient sont enracinés dans le passé colonial de la région. Après l'effondrement de l'Empire ottoman, les accords Sykes-Picot ont soumis la Syrie et le Liban à l'impérialisme français. La 3^e République française, prétendument démocratique et laïque, a séparé la Syrie et le Liban, a favorisé dans celui-ci la bourgeoisie chrétienne maronite, créant un système sectaire qui a approfondi les conflits selon des critères religieux. Un système proportionnel entre chrétiens et musulmans était institutionnalisé dans la constitution, qui a été réajustée lors de l'indépendance de 1943. Au parlement, le rapport des représentants devait être de cinq (chrétiens) pour six (musulmans). Cependant, en raison des changements démographiques, la proportion de chrétiens maronites dans la population totale est tombée à 40 % dans les années 1970.

Israël est colonial et belliciste

Avec la fondation d'Israël en 1948, la situation s'est encore aggravée. L'État sioniste, créé aux dépens des Palestiniens, est devenu non seulement un outil au service des puissances impérialistes occidentales, mais aussi un acteur régional autonome aux ambitions hégémoniques. Le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens a mis à rude épreuve les pays voisins. Au Liban, les camps de réfugiés ont déstabilisé davantage l'ordre sectaire fragile, car l'élite maronite considérait les Palestiniens comme une menace et n'accordait la citoyenneté qu'aux réfugiés chrétiens.

Depuis sa fondation, Israël mène une politique étrangère agressive qui repose sur la force militaire et l'expansion territoriale. Dès les années quarante, les dirigeants sionistes discutaient déjà de projets d'occupation du Liban. Dans les années 1950-1960, l'État colonisateur sioniste a resserré ses liens avec l'impérialisme américain dont il a fait son bras armé dans la région. Cela a poussé le panarabisme à prétention socialiste de style baasiste ou nassérien (Algérie, Égypte, Irak, Libye, Organisation de libération de la Palestine OLP, Syrie...) à s'allier avec l'URSS.

Lorsque le royaume hachémite de Jordanie, allié à l'impérialisme britannique, a expulsé l'OLP du pays (Septembre noir) en 1970 et que la direction de l'OLP a transféré son siège à Beyrouth, la crise politique au Liban a atteint son paroxysme. Des milices réactionnaires et fascistes (les Phalanges libanaises de Pierre Gemayel), soutenues par Israël et les États-Unis, ont attaqué les Palestiniens en 1975. Elles ont été aidées par la Syrie d'Assad père en 1976. Entre 1975 et 1990, la situation a dégénéré en guerre civile libanaise (1975-1990). Il y avait non seulement des combats entre différents groupes libanais dont les alliances changeaient constamment, mais aussi des interférences d'États bourgeois de la région comme la Syrie et l'Iran.

Israël en particulier a profité de la situation et est intervenu dans le conflit en 1982. Israël a envahi le Liban et a expulsé l'OLP, tandis que la Syrie consolidait son influence. Sous la protection et le soutien de

la puissance occupante sioniste, les milices phalangistes ont perpétré un massacre de civils dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila entre le 16 et le 18 septembre 1982, tuant des milliers de Palestiniens.

La nouvelle guerre israélienne au Liban s'inscrit dans le contexte d'une stratégie régionale plus large. Le gouvernement du Likoud et des partis racistes a saisi l'attaque du 7 octobre 2023 comme l'occasion d'avancer dans l'épuration ethnique des Palestiniens, de porter des coups au Hezbollah et au FPLP au Liban, d'affaiblir l'Iran. La négation par Israël des résolutions solennelles de l'ONU, les attaques contre les bases de la FINUL au Liban représentent une escalade significative. Le gouvernement israélien démontre qu'il place ses revendications de puissance régionale au-dessus de toutes les normes juridiques que les puissances impérialistes et l'Union soviétique stalinienne ont établies après la fin de la Seconde Guerre mondiale afin de maintenir le statu quo contrerévolutionnaire d'après-guerre. Pourtant, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche... justifient les actions d'Israël comme défensives et lui fournissent un appui militaire direct.

Le Hezbollah, parti-armée bourgeois et clérical

En réaction aux crimes sionistes et sous l'influence de la contrerévolution islamiste victorieuse en Iran, le Hezbollah (Parti de Dieu) a été fondé en 1982. Même s'il existait auparavant Amal (Espoir), organisation principalement ancrée dans le groupe religieux chiite qui avait attaqué les Palestiniens de 1985 à 1988, le Hezbollah a pu revendiquer la suprématie dans le camp chiite grâce au soutien des mollahs iraniens. Cela lui permet d'entretenir des milices et un réseau d'aide sociale dans la population chiite pauvre.

Le Hezbollah, qui avait affronté l'armée israélienne les armes à la main, est devenu populaire bien au-delà des chiites, après le retrait d'Israël en 2000. Par contre, l'intervention militaire du Hezbollah en Syrie à partir de 2012 pour soutenir le régime dictatorial et tortionnaire de Assad fils divise beaucoup plus. En outre, le Hezbollah, qui s'est intégré à l'État bourgeois, est compromis dans le scandale des incendies des forêts en 2019 et de l'explosion du port de Beyrouth en 2020. Les manifestations populaires multiconfessionnelles de 2019-2020 se sont heurtées à la répression de l'armée bourgeoise mais aussi à la condamnation, voire aux agressions d'Amal et du Hezbollah.

Le Hezbollah, malgré le génocide déclenché à Gaza depuis le 8 octobre 2023, n'avait pas lancé d'opération de grande envergure contre l'armée israélienne. Il se contentait de quelques tirs de roquettes.

Pour le démantèlement de l'État colonial et l'unification socialiste du Levant

Le 26 novembre, sous la pression des États-Unis et de la France, Israël a signé un accord de cessez-le-feu avec le Hezbollah qui est militairement affaibli et probable-

ment politiquement divisé. Bien qu'un répit bienvenu soit accordé à la population libanaise, cela ne peut pas changer l'impuissance de la FINUL et de l'armée bourgeoise libanaise, ni la nature belliciste de l'État sioniste.

Ni la bourgeoisie maronite, ni la bourgeoisie chiite qui se partagent le territoire et le pouvoir dans un État artificiel n'offrent de solution à la classe ouvrière libanaise ni au peuple palestinien.

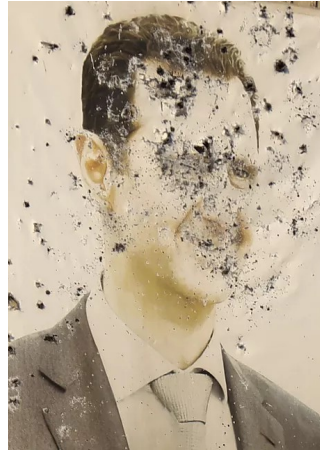
Seule une Fédération des États socialistes du Proche-Orient peut briser le cycle de guerres, d'expulsions et d'oppression créé par l'impérialisme et le sionisme.

La classe ouvrière au Liban, en Syrie, en Cisjordanie, en Égypte, en Arabie saoudite, en Turquie, en Irak, en Iran, en Israël... doit être unie indépendamment des divisions religieuses et ethniques. Elle doit défendre le droit des Palestiniens à démanteler l'État colon. Elle doit revendiquer le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées, notamment des Kurdes. Elle doit soutenir la lutte des ouvriers, des employés, des paysans travailleurs, des étudiants et des femmes iraniennes contre le régime des mollahs jusqu'à son renversement et son remplacement par un gouvernement des travailleuses et des travailleurs.

La lutte contre l'occupation sioniste, contre l'ingérence impérialiste et contre les clergés réactionnaires nécessite que l'avant-garde du prolétariat rompe avec le panarabisme, l'islamisme, le sionisme pour former des partis ouvriers communistes révolutionnaires et internationalistes dans le cadre d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

- Retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban, fin des bombardements du Liban !
- Fin du blocus de l'Égypte et d'Israël, fin des bombardements et de l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie par Israël !
- Arrêt des opérations terroristes d'Israël en Syrie, en Irak et en Iran !
- Ouverture de toutes les frontières aux réfugiés de Gaza et du Liban !
- Droit au retour pour toutes les personnes déplacées et leurs familles !
- Pour une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine !
- Retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient ! Fermeture de toutes les bases militaires étrangères dans la région !
- Front unique ouvrier dans les pays impérialistes occidentaux contre toute livraison d'armes à Israël et toute coopération militaire avec Israël !
- Contrôle ouvrier sur la production et les ressources dans tout le Proche-Orient !
- Fédération socialiste du Proche-Orient !

27 novembre 2024



CoReP

SYRIE : GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

8 DÉCEMBRE

Vive la chute du tyran ! Non à la réaction islamiste !

Avec la fuite du dictateur Bachar el-Assad et la prise de la capitale Damas par le Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, issu de Al-Qaida), une nouvelle étape dans la crise politique en Syrie et au Proche-Orient a commencé.

De son côté, Israël a bombardé des milices liées à l'Iran et envoyé son armée prendre position sur le plateau du Golan, un territoire de l'État syrien.

L'effondrement en quelques jours du régime d'Assad et de son armée, privés de ses soutiens militaires russe et du Hezbollah, l'ouverture de ses sinistres prisons, ont été fêtés par les masses syriennes.

Mais ceux qui dirigent l'offensive armée ne sont pas des révolutionnaires, mais des bourgeois cléricaux. HTC tente d'amadouer les grands médias internationaux et les grandes puissances. Alors que Assad fils a trouvé refuge à Moscou, les islamistes ont « garanti la sécurité » des deux bases militaires russes.

HTC avait fait l'éloge des talibans, lors de leur retour au pouvoir en 2021, considérés comme un modèle. Le 8 décembre, le chef suprême, Ahmed Al-Charaa, a fait un discours dans la mosquée des Omeyyades de Damas indiquant que « la victoire a été rendue possible par la grâce divine ».

L'ancien régime, bourreau de ses propres peuples et du peuple palestinien

L'absence de partis ouvriers révolutionnaires au Proche-Orient a conduit toutes les tentatives des masses pour renverser le joug des exploiters locaux et de leurs protecteurs impérialistes dans des impasses. La responsabilité principale en incombe au stalinisme. Depuis les années 1930, sous l'influence de la bureaucratie stalinienne du Kremlin, les partis communistes des pays semi-coloniaux ont subordonné les intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie nationale au

nom de la « révolution nationale » ou du « front uni antiimpérialiste », faisant de la classe ouvrière un auxiliaire de la bourgeoisie locale. Le Parti communiste syrien est resté soumis au parti bourgeois Baas et a participé au bloc gouvernemental depuis 1986. La rhétorique socialiste du régime a toujours masqué une politique fondée sur une alliance entre la bureaucratie d'État, l'armée et des capitalistes.

Dans les années 1920, l'impérialisme français sépare la Syrie du Liban. Devant le soulèvement national arabe, de Gaulle bombarde Damas en 1945. Sous la pression des impérialismes britannique et étatsunien, les troupes françaises évacuent la Syrie en 1946. S'ensuit une instabilité politique, des cliques civiles nationalistes se disputant violemment le pouvoir en s'appuyant sur des fractions de l'armée. Celle-ci se fait écraser par l'armée israélienne en 1948-1949. En 1958, une tentative d'unification avec l'Égypte échoue. Le parti Baas prend la tête du pays en 1963 en s'appuyant sur l'URSS pour résister à la pression d'Israël et des États-Unis.

Après une nouvelle défaite face à Israël en 1967 et la perte du plateau stratégique du Golan, Hafiz el-Assad accède au pouvoir en 1970 grâce à un coup d'État interne (« mouvement correctif »), un régime policier reposant sur la domination de la minorité ethnoreligieuse des Alaouites. Le régime bassiste revendique une grande Syrie incluant la Palestine et le Liban. En 1976, les troupes syriennes entrent au Liban et attaquent l'Organisation de libération de la Palestine. La répression du soulèvement islamiste (Frère musulmans) à Hama en 1982, au cours duquel jusqu'à 30 000 personnes sont mortes, confirme la nature répressive du régime. Au Liban, de 1985 à 1987, l'armée syrienne attaque les camps de réfugiés de et Bordj el Barajneh avec l'appui des islamistes de Amal.

La restauration du capitalisme en Russie a déstabilisé le régime. En 1991, durant la première intervention impérialiste occidentale et de la Turquie contre l'Irak, Assad

s'allie à l'Iran afin de contrer l'Irak dirigé par les baasistes ennemis de Saddam Hussein. En 2003, lors de la seconde intervention impérialiste, la Syrie rejoint ouvertement la coalition dirigée par les États-Unis contre l'Irak.

Après la mort de Hafiz el-Assad en 2000, son fils Bachar el-Assad prend le pouvoir. En 2004, il réprime violemment les manifestations kurdes.

La Syrie, enjeu de cliques bourgeoises opposées, de puissances régionales antagoniques, de puissances impérialistes rivales

Par sa place géographique, la Syrie est un enjeu entre deux impérialismes (États-Unis et Russie), entre trois puissances régionales (Israël, Turquie et Iran).

La guerre civile a commencé en 2011 par une révolte populaire contre le régime autoritaire du parti Baas. Les manifestations ont été réprimées dans le sang par le régime du Baas et ses organes répressifs et tortionnaires. Le mouvement a été rapidement détourné par des milices réactionnaires islamistes allant des djihadistes de Daech à l'ANS contrôlée par la Turquie. Le parti nationaliste kurde PKK-PYD profite de la situation pour créer en 2012 un crypto-État kurde à la frontière turque (Rojava). Les islamo-fascistes de Daech proclament un vaste califat (État islamique du Levant) à cheval sur la Syrie et l'Irak en 2014. À partir de 2014, le bras armé du PKK-PYD (YPG) a été armé et renseigné par l'armée étasunienne pour l'offensive contre le califat qui s'est effondré en 2017. Les YPG se sont renommées Forces démocratiques syriennes.

Le conflit a déchiré le pays : tandis que le régime de Bachar el-Assad, avec le soutien de la Russie et de l'Iran, conservait les régions occidentales, les plus peuplées, ses adversaires s'emparaient du reste du pays.

La division de facto de la Syrie s'est accompagnée d'une catastrophe humanitaire. Des millions de personnes ont fui le pays et plus de 230 000 civils seraient morts depuis le début de l'année. À cela, s'ajoutait la dislocation économique causée par les impôts et les pillages des milices, par les combats incessants. La Syrie était devenue une mosaïque de narco-États financés par l'exportation de la drogue de synthèse Captagon.

La Turquie promeut depuis 2011 les forces islamistes tout en attaquant régulièrement les zones kurdes. Son but est de renvoyer 3 millions de réfugiés syriens et de liquider le crypto-État du Rojava. L'impérialisme russe est trop accaparée par sa guerre contre l'Ukraine pour tenter une nouvelle fois de sauver le régime. Israël a contribué de manière significative à la défaite du régime d'Assad avec les menaces contre l'Iran, les attaques contre le Liban et l'affaiblissement du Hezbollah. Il cherchera à utiliser le changement de situation pour affaiblir davantage l'Iran, le Hezbollah et le Hamas.

Cela peut ouvrir la voie au déferlement des masses iraniennes, encouragées par la chute du tyran syrien, et la chute du régime islamiste.

Le destin des travailleurs et des peuples de Syrie ne doit plus être gouverné par des intérêts impérialistes étrangers. Hors de Syrie toutes les troupes, bases militaires, flottes militaires, conseillers, etc. d'Israël, des États-Unis, de la Russie, de la Turquie, de l'Iran... !

Pour une assemblée constituante ! Pour l'auto-organisation et l'autodéfense des travailleurs des villes et des campagnes ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan !

Ce qui est désormais important, c'est l'auto-organisation de la classe ouvrière, des étudiants, des travailleurs du secteur informel et des paysans pauvres, qui doivent surmonter les divisions nationales et religieuses, défendre leurs intérêts, empêcher les immixtions étrangères.

Seul un parti ouvrier révolutionnaire, construit par la lutte, capable de garantir l'indépendance de classe des travailleurs vis-à-vis de tous les partis et milices réactionnaires bourgeois et petits-bourgeois, de tous les impérialismes et puissances étrangères sera en mesure d'apporter une véritable libération. Un tel parti ne peut se construire qu'avec un programme pour un gouvernement ouvrier et paysan. Ce programme doit avancer immédiatement la défense des libertés démocratiques et politiques (assemblée constituante, droit d'organisation, de grève, de presse...), la constitution de syndicats et de milices ouvrières contre les forces répressives et réactionnaires, l'égalité des femmes, le droit d'autodétermination des minorités nationales (Kurdes, Arméniens, etc.), la laïcité (la séparation des religions et de l'État, le respect des athées et des minorités religieuses chiïtes ou chrétiennes), l'expropriation des groupes capitalistes et des grands propriétaires de terrains agricoles ou bâtis, la liquidation de l'appareil répressif du régime et des réseaux mafieux. Ce programme inclura nécessairement la solidarité internationaliste avec tous les prolétariats et peuples opprimés de la région, pour en finir une fois pour toutes avec les forces impérialistes qui les divisent, les pillent et les saignent.

La classe ouvrière internationale doit imposer le retrait immédiat de tous leurs avions et navires militaires, de leurs troupes et de leurs conseillers...

La Syrie prouve qu'il ne peut y avoir de solution isolée au niveau national aux problèmes des masses laborieuses de la région. Seul un Levant socialiste, seule une fédération socialiste du Proche-Orient peuvent offrir une perspective démocratique et progressiste aux peuples de Syrie et de la région. Cela présuppose à la fois la destruction de l'État colonial d'Israël et le renversement des États bourgeois islamiques réactionnaires de la région !

8 décembre 2024



GMI/FRANCE

LES CONTREFAÇONS DU « TROTSKYSME » ET L'EUROPE

16 MAI

La malédiction de la jeune génération est qu'on a créé sous l'étiquette de marxisme une gigantesque fabrique de falsifications historiques, théoriques et autres. (Trotsky, juillet 1940)

Quand le POI roule pour Mélenchon

Le parti social-patriote au fonctionnement antidémocratique LFI est truffé non seulement de transfuges du PS et du PCF, mais de nombreux renégats de l'ex-LC-LCR et de l'ex-OCI-PCI. Mélenchon avait attiré au départ dans son orbite, outre le résidu mao-stalinien PCOF, les deux variantes françaises pseudo-trotskyistes de l'école grantiste : la GR et Révolution n'étaient pas gênés par les drapeaux tricolores et *La Marseillaise*. Ce dernier groupe vient de tourner brutalement sa veste pour se rebaptiser « communiste révolutionnaire ».

Mouvement inverse pour le POI lambertiste. En 2022, le POI a intégré la campagne de Mélenchon à la présidentielle. Le POI apporte un grand local dans Paris, la Libre pensée et un poids syndical non négligeable dans FO et dans une moindre mesure la CGT. Il fournit des troupes zélées quoique vieillissantes pour distribuer les tracts de LFI, coller ses affiches, préparer ses meetings, organiser ses déplacements. Aux législatives de la même année, il est récompensé d'un poste de député (Jérôme Legavre en Seine-Saint-Denis). Son hebdo *Informations ouvrières* pourfend les Ruffin, Autain (ex-PCF), Garrido (ex-PS), Coquerel (ex-LCR), Corbière (ex-PCI) qui tentent de capter l'héritage avant même la retraite du cacique.

De son côté, le POID-PT, lui aussi lambertiste, présente sa liste aux élections au Parlement européen. Contacté par le NPA-R pour un meeting commun avec LO le 1^{er} mai, le POI a refusé. Comme le POI, le PT nie le droit à l'Ukraine de se défendre face à la Russie les armes à la main. La ligne du PT pour les élections est d'ailleurs axée sur cette question. Il faudrait confisquer les milliards destinés à la guerre au profit des services publics. Appliquant lui aussi une symétrie entre Israël et l'Ukraine, le PT se vautre dans un pacifisme complaisant avec Poutine contre « la guerre organisée par le gouvernement Zelensky et l'OTAN ».

LO, un internationalisme... bien national

Comme à son habitude, la direction hardyste de LO a décidé de se présenter seule aux européennes. Elle conçoit une brochure de mars des CLT destinée aux militants (2 mars) et un dépliant de 4 pages pour les électeurs (23 avril). Bien que LO mentionne le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe dans la brochure, c'est juste pour que les militants puissent croire que leur organisation est bien « trotskyste » (sa ligne réelle est celle de Kautsky, mais c'est moins prestigieux que se réclamer de Trotsky) et pouvoir répondre aux communistes internationalistes : « *Mais si, on en parle !* ». Il n'en est pas question dans le dépliant ou les affiches.

Beaucoup de dénonciations de l'état du monde dans ces deux documents avec comme conclusion systématique que les problèmes de l'humanité ne trouveront de résolution qu'avec le renversement du capitalisme. Sauf qu'il manque à chaque fois un programme, des mots d'ordre transitoires à même d'être repris par la classe ouvrière.

La triste expérience a suffisamment montré les graves inconvénients de la pratique consistant à accompagner une activité réformiste de phrases creuses... (Lénine, 25 décembre 1916)

Par exemple, le dépliant de campagne constate que les salaires sont insuffisants pour vivre dignement. Cependant, pas question pour Arthaud et Mercier d'avancer comme revendication une hausse des salaires immédiate, l'indexation des salaires sur l'inflation, et donc une campagne de front unique qui ne peut qu'être axée sur la préparation de la grève générale pour l'obtenir. Les travailleurs devront attendre.

Seule une économie dirigée par les travailleurs permettra de recenser les besoins de la population et de produire en fonction de ces besoins. Alors seulement on pourra vivre dignement. (LO, Dépliant)

Sur le dumping social opéré par les grands groupes capitalistes au sein de l'Europe, idem. Plutôt que d'avancer leur expropriation, LO renvoie la patate chaude, et donc la responsabilité de la situation actuelle aux travailleurs.



Les économistes renvoient dos à dos Israël et les Palestiniens, la Russie et les Ukrainiens, ne parlent jamais de front unique ouvrier, ni d'autodéfense, ni de gouvernement ouvrier...

Il en sera ainsi tant que les travailleurs ne prendront pas eux-mêmes le contrôle des multinationales. (LO, Dépliant)

Les travailleurs ne peuvent évidemment pas « prendre le contrôle des multinationales » dans la seule petite France. Y parvenir passe par la révolution mondiale. Il leur faut donc s'emparer du pouvoir dans les principaux pays avancés. Qu'est-ce qui les a empêchés de le faire jusqu'à présent ?

Le principal obstacle est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat. (Trotsky, septembre 1938)

Comment sans la lutte organisée de toute la classe ouvrière, contrôlant son mouvement par l'élection et la centralisation de ses comités de grève, renversant les obstacles dressés par les appareils contrerévolutionnaires des directions syndicales et des partis réformistes ? Mais voilà, pour les chefs de LO, il est hors de question de bousculer celle de la CGT et le PCF.

Le POUM n'a pas pu devenir un parti de masse parce que, pour le devenir, il lui fallait auparavant démolir les autres partis et que cela n'était possible que par une lutte sans compromission. (Trotsky, août 1940)

L'évocation du parti par la direction de LO ne semble pas lui imposer de le construire dès maintenant, pour commencer à empêcher les trahisons des partis ouvriers bourgeois et des bureaucraties syndicales.

N'est pas internationaliste celui qui proclame qu'il est internationaliste, mais celui qui lutte effectivement en internationaliste contre son gouvernement, contre ses sociaux chauvins, contre ses centristes. (Lénine, 25 décembre 1916)

LO se garde bien de rappeler que les communistes ont toujours combattu pour un parti de classe au niveau mondial, une internationale. Il n'en est jamais fait mention dans les deux documents. C'est pour les initiés, pas pour les travailleurs. L'UCI, son prolongement international, semble incapable de présenter des listes ailleurs qu'en France. Ni VO en Espagne, l'Internazionale en Italie, le BRA en Allemagne ou LO en Belgique ne semblent en mesure de se présenter. Cet état de fait aurait dû pousser la direction de LO à proposer des

alliances à d'autres organisations européennes. Mais elle les dédaigne.

Le NPA-R méprisé par LO

Pour sa part, le NPA-R (dirigé par le courant CR-L'Étincelle issu de LO qui n'a jamais tiré un bilan sérieux du hardysme) tente de faire campagne commune avec LC/Italie. Cette organisation, qui se moque de l'oppression nationale des Ukrainiens et des Palestiniens, met un point d'honneur à ne jamais présenter de candidats. LC décline donc l'offre.

À plusieurs reprises, le NPA-R quémande une alliance à LO qui reste son modèle (« l'implantation » au lieu du programme). D'où le ton de soumission.

Lutte ouvrière est probablement la plus ancienne et la plus sérieuse des organisations révolutionnaires de ce pays. (NPA-R, Lettre à LO, 19 décembre)

Sans succès. La direction de LO refuse, justifiant de deux manières. Premièrement, en affichant un principe intransigeant : aucune alliance électorale n'aurait de sens.

Il est dans la logique des choses que lorsque deux organisations existent de façon indépendante, elles assument avoir des choses différentes à dire, pas moins durant les élections que dans les journaux, tracts ou affiches qu'elles publient dans leur existence quotidienne. (LO, Lettre au NPA-R, 13 février)

C'est d'autant plus intenable que LO a déjà fait, lors des élections européennes de 1979, liste commune avec l'ex-LCR. Elle a aussi fait liste commune en 1977, lors de municipales, avec feues la LCR et l'OCT, pour contrôler la police. LO a fait des listes communes en 1995 avec des partis « réformistes » (PS et PCF au programme bourgeois) et même avec des partis bourgeois (EELV, MRC, PRG), chose impensable pour Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky.

LO prétexte aussi d'une divergence. Elle considère toujours la Russie, plus de 30 ans après la restauration du capitalisme, comme un État ouvrier dégénéré et nie le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination.

Vous ne faites que reprendre à votre compte l'objectif politique de Zelensky et, surtout, de Biden et Macron ! Vous vous êtes retrouvés dans le même camp que votre propre impérialisme ! (LO, Lettre au NPA-R, 13 février)

Bel effet de manche, mais peu crédible. En effet, une minorité de la bourgeoisie française repousse l'UE et mise sur l'alliance avec la Russie et la Chine. Sinon, d'où sortirait la position du RN, de Reconquête, de DIF, de l'UPF ? Cette fraction de l'impérialisme français est prête à sacrifier l'Ukraine à l'impérialisme russe.

Même quand il restait quelque chose des conquêtes de la révolution d'octobre 1917, la bureaucratie de l'URSS avait tant opprimé l'Ukraine que l'indépendance était devenue légitime.

Nous avons affaire à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité... Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante ! (Trotsky, 22 avril 1939)

Depuis sa fondation par Hardy (un gourou prosoalinien qui n'avait jamais appartenu à la 4e Internationale), VO-LO ratifie la colonisation de la Palestine et défend l'existence d'Israël... comme l'ONU et comme son propre impérialisme (incluant le RN).

Les grandes lignes d'un règlement un peu durable sont connues : l'évacuation des territoires occupés depuis 1947 par Israël et une normalisation progressive des relations avec ses voisins. (Lutte de classe, février 2009)

Devant la rebuffade et la calomnie, le courant CR ne s'offusque pas le moins du monde.

Nous aurions souhaité que la campagne soit commune à différents courants d'extrême gauche et nous nous étions adressés en ce sens à Lutte ouvrière, qui a décliné notre proposition. Nous serons preneurs de toute les aides que pourront y apporter celles et ceux qui se retrouveront dans le programme que nous défendons. (NPA-R, Communiqué, 26 février)

Résigné à se lancer dans la bataille sans LC/Italie et sans LO, le petit appareil du NPA-R formule, lui, quelques revendications (400 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 2 000 euros, libre circulation...) et lance bien tardivement une pique inoffensive aux directions syndicales.

Ce sont les luttes et pas les bulletins de vote qui changent la vie, et des luttes que les grévistes eux-mêmes dirigent, sans abandonner leur sort à des bureaucraties syndicales intégrées aux appareils d'État. (Résolution adoptée au CPN du NPA-R, 28 janvier)

Pourtant, lors de la contreréforme des retraites, le NPA-R a suivi, comme le PCF, LFI, RP, LO et le NPA-AC, l'agenda des « journées d'action » des bureaucraties syndicales, tout en les couvrant à gauche avec les appels à des « grèves reconductibles ». Il est allé jusqu'à vanter les casserolades grotesques de LFI, pour éviter le combat central pour imposer la grève générale. Un début de lucidité vient tardivement aux chefs du NPA-R, mais pas au point de revenir sur leurs erreurs.

La politique des syndicats dans le mouvement des retraites, qui consistait à montrer à la fois leurs capacités de mobilisation et leur capacité à garder le contrôle et maintenir la contestation dans un cadre de prétendu « dialogue social ». Cette politique, qui a mené à la défaite, a été relayée par les partis de gauche de l'Assemblée. (NPA-R, Résolution, 28 janvier)

Comme LO, il mène campagne au nom du « monde du travail », un terme que le PCF et la bureaucratie de la CGT ont repris de l'Église catholique qui l'avait trouvé pour éviter « classe ouvrière ». Pas plus que LO, le NPA-R n'avance dans cette campagne le droit de sépa-



Deux révisionnismes ouvertement ralliés à un front populaire

ration des minorités nationales en Europe, l'autodéfense des travailleurs, l'armement du peuple, le gouvernement ouvrier, les États-Unis socialistes d'Europe...

Le programme de transition n'est pas le programme minimum réformiste qui n'a jamais comporté la milice ouvrière ou le contrôle ouvrier. (Trotsky, 21 mars 1938)

Comme Arthaud, Quirante enjoint aux travailleurs de « reprendre les luttes » (*Révolutionnaires*, 15 mai 2024, p. 6). Mais quand le prolétariat a-t-il cessé de lutter ? Comme LO, la direction CR du NPA-R accuse le prolétariat de ne pas vouloir « prendre ses affaires en mains ».

Le programme que nous défendons est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main. (NPA-R, Éditorial, 25 mars)

Non, ce n'est pas la « volonté de lutter » qui manque. Il manque l'outil pour submerger, minoriser, supplanter les appareils contrerévolutionnaires qui défendent les intérêts de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Ce qui manque, c'est le parti ouvrier révolutionnaire qui ne peut se construire, tout en employant la tactique du front unique sur les objectifs immédiats du prolétariat, qu'en menant une lutte implacable contre toutes les trahisons des réformistes, des sociaux-chauvins et des bureaucraties syndicales, comme l'avaient fait Lénine et Trotsky en construisant l'Internationale communiste, Trotsky en lançant la 4e Internationale.

Tous les traîtres réformistes ont toujours fait porter au prolétariat la responsabilité de leur propre trahison. (Trotsky, février 1938)

En réalité, la direction du NPA R, qui n'a toujours pas tenu de congrès depuis la scission du NPA-AC, poursuit la même politique que LO, RP et l'autre NPA, camouflant l'intégration aux appareils syndicaux CGT, SUD et FSU par une phraséologie radicale destinée aux jeunes recrues pressées comme des citrons.

L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale



La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale

Collectif révolution permanente



Plateforme

Le NPA-AC éconduit par LFI

RP, issu comme le NPA-AC du pablisme, avait scissionné du NPA, sans aucune divergence stratégique, pour pouvoir se lancer en présentant son propre candidat à la présidentielle. Elle n'a pas jugé utile de présenter une liste cette fois-ci. RP concentre son activité politique sur les mobilisations en défense des Palestiniens en essayant de concurrencer LFI.

Le NPA-AC et RP sont incapables de tracer une alternative communiste aux islamistes. Ils noient la responsabilité de leur impérialisme (qui arme toujours Israël) dans la diversion BDS qui s'en prend plus à Carrefour qu'à Macron, qui culpabilise les consommateurs, qui veut empêcher tout contact universitaire, culturel et sportif avec la population hébreue, qui tourne le dos aux travailleurs juifs, philippins et palestiniens de l'État israélien comme à ceux des États-Unis ou de la France.

Il fut un temps où le NPA s'entendait pour faire liste commune aux municipales à Bordeaux avec LFI et des Gilets jaunes. Enthousiasmés par l'expérience, Sabado, Besancenot, Vachetta et Poutou ont tenté de la généraliser, quitte à briser leur propre parti.

Le programme de la NUPES représente pour nous une avancée par rapport aux politiques menées par la gauche sociale-libérale de Hollande... Nous sommes donc d'accord pour défendre le programme de la NUPES.
(Lettre ouverte du NPA-AC à LFI, 4 janvier)

Hélas pour eux, les scissionnistes du NPA ont été éconduits. Là aussi, l'Ukraine a servi à LFI de justification. Le NPA-AC étant tout aussi masochiste envers LFI que le NPA-R envers LO, il appelle tout de même à voter pour la liste LFI-REV.

Ainsi nous pensons que, malgré ses limites et les désaccords que nous pouvons avoir avec celle-ci, un score élevé pour la liste serait une bonne chose. (NPA-AC, 26 mars)

Le courant ARC du NPA-AC veut lui aussi « renforcer le bloc de la gauche antilibérale contre le bloc de la gauche libérale » car il y aurait un bon réformisme et un mauvais réformisme. L'ARC s'engage à ne pas utiliser « un vocabulaire aussi belliqueux que celui de Lénine » (30 septembre 2023). Voilà qui est plus franc que les minibureaucraties de LO, des NPA, de RP, du PT et du POI !

Dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. (Lénine, 4 mars 1919)

16 mai 2024



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale : ARTP / AGECA service BP 177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM

Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Pays.....

Adresse électronique@.....



GMI/FRANCE

ARGENTINE : COMMENT LES CONTREFAÇONS DU TROTSKYSME CAPITULENT DEVANT LE PÉRONISME BOURGEOIS

28 MAI

Refusant d'affronter la bureaucratie syndicale (CGT, CTA) liée à des partis de la bourgeoisie argentine qui gardent une implantation populaire (PJ...), les organisations centristes (dont la plupart sont regroupées dans le FIT-U aux élections) entravent la classe ouvrière, tant pour se défendre contre les flics que pour trouver le chemin pour vaincre le président réactionnaire et pro-sioniste Milei. Il suffit pour s'en convaincre de se pencher sur l'orientation que des deux principales organisations pseudo-trotskyistes : le PTS pabliste-moréniste (repris mot à mot par sa succursale en France, RP) et le PO loriste-lambertiste veulent seulement plus de journées d'action.

La ligne du PTS

D'abord, le PTS confond volontairement la journée de grève du 9 mai appelée par les directions syndicales avec la grève générale. Pour le PTS, la grève limitée du 24 janvier, puis celle du 9 mai sont des « grèves générales ». Pour le PTS, ces journées de grèves sont une « réussite ». Mais en quoi la classe ouvrière a-t-elle satisfaction ? Pour le PTS, il en faut une nouvelle ; mais plus longue : une prétendue « grève générale » de 36 h ! Le PTS fait tout pour éviter de dire qu'il faut la grève générale jusqu'au retrait des plans de Milei, tout pour dévoyer la recherche de la grève générale par les sec-teurs des travailleurs les plus avancés dans cette nou-velle impasse.

Le succès de la grève générale du 9 mai montre qu'il est possible de faire reculer Milei. La réussite de la journée de grève générale ce 9 mai en Argentine a montré qu'il existe une force énorme pour faire reculer Milei et ses projets ultralibéraux. Mais alors que les directions syndicales ont confirmé leur stratégie de pression, une grève active avec une mobilisation mas-sive doit être imposée par en bas. [...]

Et maintenant ? Si le gouvernement de Javier Milei a tout fait hier (le 9 mai) pour surjouer une tranquillité face à la journée de grève générale, il a eu bien plus de mal que le 24 janvier dernier à montrer des rues bon-dées et des petits magasins ouverts. Et pour cause, à la

différence du 24 janvier dernier, la grève de ce jeudi a été appelée dès minuit et pour 24 heures, dans l'écras-sante majorité des transports en commun. Pas un avion en vol, des bus à l'arrêt : la ministre de la Sécurité, Pa-tricia Bullrich, figure d'ultra-droite du gouvernement, s'est ridiculisé en cherchant un des seuls bus en circula-tion pour montrer que le pays continuait à travailler.

Malgré une telle réussite, c'est la question de l'après qui se pose désormais. Si Milei fait face à sa seconde jour-née de grande grève générale en 6 mois de gouvernement, il a bénéficié jusqu'ici d'une attitude conciliatrice du péronisme (qui a cherché à maintenir l'opposition à la portion congrue du parlementarisme et des négociations partielles) et des bureaucraties syndicales. Hier, les deux principales figures des directions syndicales, Moyano et Daer, ont annoncé une prochaine journée de mobilisation sans grève tout en insistant sur le besoin de négocier avec le gouvernement. Une attitude de conciliation absurde, étant donné que les mesures proposées par Milei iraient dans le sens d'une restriction impor-tante du pouvoir des organisations syndicales et de leur financement. En d'autres termes, malgré les discours pseudo-combattifs des directions syndicales, leur straté-gie reste celle d'une négociation des attaques austéri-taires massives qu'est en train d'organiser le gouverne-ment, main dans la main avec le FMI et les patrons.

De son côté, l'extrême gauche organisée au sein du Front de Gauche et des Travailleurs – Unité ainsi que le Plénier du Syndicalisme Combattif (qui organise de nombreux secteurs de travailleurs indépendants des directions syndicales) ont salué la force de la mobilisa-tion d'hier. Sans se méprendre sur les intentions des directions syndicales, la façon dont les travailleurs ont adhéré massivement à la grève montre la disponibilité à combattre qui existe dans la classe ouvrière. Les der-nières mobilisations comme celle du 23 avril, où le mou-vement étudiant était présent de manière massive dans la rue contre l'austérité dans les facs, ont été une dé-monstration que l'humeur est en train de changer.

Face à cette situation, la gauche révolutionnaire défend l'urgence de formuler un programme qui cherche à uni-

fier l'ensemble du monde du travail, contre la casse de l'éducation, des services publics, pour les salaires, en lutte contre les privatisations massives, ainsi qu'un rejet total de la loi « Bases ». De plus, elle défend le besoin d'un plan de bataille et d'une stratégie réelle pour imposer une défaite au gouvernement. Plutôt que de maintenir un plan de journées de grèves isolées, l'heure est à la construction d'un véritable mouvement d'ensemble qui s'appuie sur la disposition à lutter du mouvement ouvrier. C'est dans cette perspective et pour la préparation de la généralisation de la grève, qu'il s'agit d'imposer par en bas un appel à une grève de 36 heures, contre Milei, avec manifestation, lors du passage de la loi « Bases » au Sénat. Les éléments d'auto-organisation comme les assemblées de quartier et les syndicats combattifs pourraient s'armer de ce plan de bataille pour construire cette perspective dans les masses ouvrières. (PTS, Site Révolution permanente, 10 mai)

La ligne du PO

PO est fondamentalement sur la même orientation contre la grève générale, pour les soupapes de sureté de la bureaucratie péroniste. PO soutient les journées d'action de la direction de la CGT, évoque la grève générale comme une perspective lointaine, et se prononce aujourd'hui, comme le PTS, pour une journée d'action... de 36 h :

C'est nous qui avons mis en place une action de lutte indépendante le 1^{er} mai et lutté activement pour la grève générale du 9 mai, qui a été d'une force ouvrière énorme, et là nous avons exigé la poursuite avec 36 heures...

Nous luttons pour l'unité stratégique des employés, des chômeurs et des précaires qui répond non seulement pour affronter d'urgence la faim, mais pour unir toute la classe ouvrière avec les assemblées populaires et toute la population exploitée dans la perspective de la grève générale qui met fin non seulement au plan Milei mais à tout le régime du FMI et des grands capitalistes...

Nous exigeons une grève active et une mobilisation nationale de la CGT et de la CTA le jour où la loi sera discutée au Sénat. Que le plan de lutte se poursuive avec une grève de 36 heures avec mobilisation nationale... (PO, Résolution de la rencontre nationale des travailleurs, 25 mai)

Front unique ouvrier pour battre Milei, grève générale jusqu'au retrait de ses projets !

Pour l'Internationale communiste (1919-1924) et pour la 4^e Internationale (1933-1949), la grève générale du prolétariat n'avait rien à voir avec une grève limitée et inoffensive des appareils.

La grève générale est la réponse du prolétariat qui ne veut pas et ne peut pas accepter que la banqueroute du capitalisme... C'est en cela que consiste l'importance fondamentale de la grève générale : elle pose nettement la question du pouvoir. La véritable victoire de la grève

générale ne peut se réaliser qu'au moyen de la prise du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de sa dictature. (Trotsky, « Préface à l'édition française de Où va l'Angleterre ? », 1925, Europe et Amérique, Anthropos, p. 10, 14)

Ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Trotsky, « La révolution française a commencé », juin 1936, La Grève générale en France, GMI, p. 25)

Dans les syndicats CGT ou CTA, les réunions de travailleurs et d'étudiants, il faut s'organiser, malgré et contre la bureaucratie syndicale péroniste, pour vaincre le gouvernement Milei, pour la grève générale, tous ensemble, jusqu'au retrait de la loi Bases et du DNU.

- Retrait des projets de loi anti-ouvriers, abrogation des décrets déjà promulgués !
- Grève générale illimitée pour le retrait des deux lois, pour les augmentations salariales et l'indexation, contre les licenciements !
- La démocratie dans les syndicats ! Lutte dans les syndicats ouvriers, les organisations étudiantes, les organisations de quartier, les organisations de femmes, etc., pour la rupture avec le gouvernement et la grève générale illimitée jusqu'à la défaite de Milei !
- Protection des grèves, des manifestations, des organisations ouvrières contre les flics, les fascistes et les mafieux !
- Expropriation des grandes entreprises nationales et étrangères (agricoles, industrielles, bancaires, commerciales, etc.) sous contrôle ouvrier !
- Des comités de lutte (de tous les travailleurs, employés, chômeurs, étudiants, travailleurs du secteur informel, paysans pauvres...) pour se mobiliser dans les syndicats, les entreprises, les administrations, les quartiers, les universités, pour une grève générale illimitée, contre Milei ! Centralisation locale et nationale des comités de lutte !
- Gouvernement ouvrier basé sur les comités de lutte ! Fédération socialiste d'Amérique latine !

28 mai 2024





GMI/FRANCE OÙ VA LE NPA-R ?

3 JUILLET

Il n'y a rien de plus important que l'union de tous les marxistes ayant conscience de la profondeur de la crise et de la nécessité de la combattre pour défendre les bases théoriques du marxisme et ses principes fondamentaux, que l'on dénature de toutes parts.
(Lénine, 23 décembre 1910)

2007-2009, le grand bond en arrière programmatique de la LCR

En 2007, la direction de la LCR (Bensaïd, Krivine, Sabado...) décide de se débarrasser des références au « léninisme » et « trotskysme », qui étaient rentables dans les années 1970.

Le NPA fondé en 2009 met sur le même plan toutes les luttes, oublie la nécessité de détruire l'État bourgeois et d'instaurer le pouvoir ouvrier. Son ennemi absolu est le PS. Le PCF fait partie, lui, de la famille (la « gauche radicale »). Sa stratégie est de constituer un front « antibéral » et « antimondialisation » avec les staliniens défroqués et les partis bourgeois écologistes.

Malgré les ouvertures de la LCR, aucun courant anarchiste ou écologiste ne rejoint le projet. Par contre, le succès attire

- un groupe d'origine pabliste-moréniste : RP (qui vient de la même pseudo « 4e Internationale » pabliste mais en a scissionné en 1979),
- deux groupes d'origine hardyste : CR-L'Étincelle et D&R (exclus de LO mais qui n'ont produit aucun bilan sérieux du hardysme),
- deux groupes issus d'une autre pseudo « 4e Internationale », plus restreinte, la lambertiste : CRI-CLAIRE et groupe La Commune pour un Parti des travailleurs.

Une certaine démocratie interne en découle.

2009-2023, scission sur scission

Aussitôt fondé, le NPA entre en crise à cause du projet concurrent du PdG-LFI lancé par une scission du PS au même moment. La débandade du NPA s'amorce pour ne jamais cesser quand le PdG constitue le Front de gauche, un bloc « antilibéral » avec le PCF... mais sans le NPA. Celui-ci connaît de plusieurs départs successifs au profit de LFI et du PCF. Par exemple, le dirigeant du PCF Picquet qui a négocié récemment le programme du NFP est un ancien

membre du BP de la LCR et un ancien rédacteur en chef de son hebdomadaire *Rouge*.

Quelques années plus tard, fin 2021, le courant RP, qui a grimpé dans les appareils syndicaux et qui a une base étudiante dans quelques villes, juge que le bateau fait eau de toute part. Elle scissionne pour présenter son propre candidat à l'élection présidentielle contre celui du parti, sans aucune divergence stratégique.

Par contre, le NPA ne connaît aucune scission quand il appelle, comme le PS et le PCF, en avril 2022 à voter Macron au second tour, ce qui constitue pourtant une véritable trahison.

En décembre 2022, mis en minorité relative au congrès, son appareil incarné par Salingue, Poupin, Poutou et Besancenot l'abandonne. Ce NPA pro-NUPES veut avoir les mains libres pour démarcher LFI et la NUPES. Récemment, ce NPA-AC a rejoint le NFP malgré la présence du PS (le pire ennemi d'hier) en son sein.

L'autre NPA n'est alors qu'un bloc de la plupart des minorités (CR, A&R, D&R, SoB) à l'exception de deux : la CLAIRE qui a refusé de participer au congrès et l'ARC qui reste avec la direction antérieure. Le NPA anti-NUPES attire le NPA Jeunes qui n'est pas une véritable organisation de jeunesse mais un appendice du NPA.

Un an et demi sans congrès !

S'ouvre alors la possibilité de franchir un pas vers un parti de type bolchevik, démocratique et révolutionnaire. Pour cette raison, le 16 avril 2023, le Groupe marxiste internationaliste (section française du Collectif révolution permanente) demande à rejoindre le NPA-R, à égalité de droits et de devoirs avec les autres courants. Après une telle scission, une équipe communiste aurait convoqué immédiatement un congrès démocratique du NPA, aurait revu sa base politique liquidatrice pour la remplacer par un programme révolutionnaire adapté au 21e siècle qui s'appuie sur les 4 premiers congrès de l'Internationale communiste (1919-1922) et les premières conférences de la 4e Internationale (1933-1940).

Mais CR-L'Étincelle, la plus forte des minorités, n'en fait rien. CR se révèle incapables de muter, de faire face à ses responsabilités, d'avancer vraiment vers un « parti communiste et internationaliste ». Le bloc CR-A&R prend les rênes du NPA-R, sans congrès, consolide son appareil, ne répond pas à la demande d'adhésion du Groupe marxiste internationaliste (à cette date, nous

n'avons toujours pas de réponse !). Le NPA-R est une sorte de formation intermédiaire entre l'ex-LCR et LO, que la domination de CR va faire pencher du côté de LO. Le NPA convoque avec succès des « rencontres d'été révolutionnaires » auxquelles participent le courant SoB du NPA-R, une douzaine de militants du GMI (CoReP), plusieurs cadres de la L5I venus d'Allemagne, un dirigeant du PCdL venu d'Italie.

Le 30 août, les « RER » s'achèvent sur ce qui s'annonce comme un haut moment de la démocratie ouvrière : « Débat : quel internationalisme aujourd'hui ? ». En guise de débat, seules les organisations liées à CR et à A&R sont autorisées à s'exprimer. La parole n'est pas donnée aux quatre organisations internationales présentes (SoB, CoReP, L5I, LIS), ni au PCdL.

Activisme sans stratégie

Le trait commun du centrisme est le refus de combattre, sur les lieux de travail et dans les syndicats, contre les bureaucraties syndicales corrompues par leur propre bourgeoisie. En outre, les révisionnistes du « trotskysme » (silencieux sur l'armement du peuple et sur la dictature du prolétariat) épuisent et décervèlent l'avant-garde par l'activisme et par des querelles secondaires entre une douzaine d'organisations vouées par leur taille et leur division à l'impuissance.

Lors du mouvement en défense des retraites de 2023, le NPA-R, comme RP et le NPA-AC, parle à l'occasion de « grève générale » mais il ne lève pas le petit doigt pour cela dans les assemblées générales ou au sein des syndicats, n'affronte pas les bureaucraties syndicales. Après avoir négocié le projet avec le gouvernement Macron-Borne, celles-ci dispersent, avec l'aide de la NUPES (le NFP d'alors) et de LO, l'énergie des travailleurs dans des « journées d'action », des « grèves reconductibles » et des « casserolades ».



Depuis, la fuite en avant des chefs CR et A&R se poursuit, toujours sans tenir de congrès :

- Lancement d'un journal sans programme international, sans organisation internationale, ni même de programme pour la France,
- Campagne Gaza sans programme pour la Palestine,
- Campagne « européenne » sans programme pour l'Europe,
- Campagne législative sans programme pour la France.

Les liens des chefs de CR et d'A&R avec les appareils syndicaux (de la CGT, FSU et de SUD) et le poids du hardysme de CR l'emportent de plus en plus sur l'aspiration de quelques centaines de jeunes qui cherchent la voie de la révolution socialiste internationale. La direction exige de plus en plus d'obéissance, tolère de moins en moins d'initiative.

Coïncé entre RP et LO

Après bientôt deux ans d'existence, le NPA-R se retrouve sans programme, sans stratégie, écartelé entre deux autres composantes de ce que tous appellent « l'extrême gauche » :

- LO qui est largement connue, plus soudée par un fonctionnement aux traits sectaires,
- RP qui est plus rusée, plus habile à s'adapter à « l'intersectionnalité » en vogue.

Le mantra du petit appareil du NPA est « l'implantation ». Son problème est que RP est mieux « implantée » dans la jeunesse issue de l'immigration et que LO est nettement plus « implantée » dans les lieux de travail.

Et à quoi sert l'implantation de LO, qui reste le modèle de CR ? Arthaud et Mercier promettent à leurs disciples un parti dans 100 ans, la révolution dans 500 ans, le communisme dans 1 000 ans...

En attendant, dans les syndicats, les chefs de LO fournissent des adjoints à Binet. Ils soutiennent régulièrement les policiers, comme le PCF et le PS. Ils votent parfois pour des partis bourgeois et il leur est même arrivé de confectionner des listes communes, fronts populistes, avec des partis bourgeois (dont les débris du Parti radical).

Ce n'est qu'en appliquant réellement le marxisme au lieu de le laisser dans les livres sacrés, en mettant la construction d'une internationale au centre, en adoptant un programme révolutionnaire, une stratégie révolutionnaire, qu'en fonctionnant démocratiquement, que le NPA-R pourrait être utile à la classe ouvrière... et arrêter l'hémorragie des militants. Militantes et militants du NPA-R, engagez la discussion et l'action commune avec le Groupe marxiste internationaliste !

3 juillet 2024



GMI/FRANCE

LA CAMPAGNE LÉGISLATIVE DE LO

4 JUILLET

LO a présenté 550 candidatures au premier tour des élections législatives, donc dans quasi toutes les circonscriptions. En avançant quelle analyse de la situation présente ? quel programme ?

Lutte ouvrière et la dissolution

L'éditorial de *Lutte ouvrière* du 21 juin commence par un coup de chapeau à la décision de Macron de dissoudre le parlement, comme si c'était là une avancée démocratique et non le fait du prince, un des pouvoirs exorbitants du président dans la Ve République quand son discrédit atteint des sommets. LO distille des illusions sur la possibilité pour les travailleurs d'imposer leur choix dans des élections où une grande partie d'entre eux s'abstient, où une fraction significative n'a pas le droit de voter, où le rouleau compresseur des médias écrase systématiquement toute voix exprimant les intérêts réels de la population laborieuse, au nom du « réalisme », c'est-à-dire de ce qui est tolérable pour le capital.

En décidant la dissolution, Macron a remis entre nos mains la future composition de l'Assemblée nationale. Détesté comme il l'est dans les classes populaires, il peut perdre la majorité au profit du Rassemblement national ou du Nouveau Front populaire. Le jeu est donc ouvert. (Lutte ouvrière n° 2916, 21 juin)

Une lamentable dépolitisation

La profession de foi parle de « droite » et de « gauche », plutôt que de définir en termes de classe d'où viennent ces partis, qui ils représentent.

Chacun prétend que la victoire de ses adversaires plongerait l'économie et le pays dans la catastrophe. Mais la catastrophe, les ouvriers, les employés, les travailleurs et les travailleuses précaires la vivent déjà tous les jours... Depuis une semaine, absolument tous les politiciens, Attal compris, disent qu'ils augmenteront notre pouvoir d'achat. Ils mentent comme des arracheurs de dents. (ibid.)

Là encore, sans caractériser la nature de classe de ces « chacun » et ces « adversaires », Nathalie Arthaud affirme que la situation ne sera pas pire, aucune raison de s'inquiéter... Elle utilise (3 fois dans l'édito) le terme de « politiciens », participant ainsi à la dépolitisation. Elle colle aux « tous pourris » « tous les

mêmes » des populistes qui ne dévoilent jamais la nature bourgeoise, pro capitaliste des organisations et de leur personnel politique.

Pire, LO colle aux expressions les plus arriérées du désarroi politique ou de la banalisation des capacités de nuisances du RN qui tournent en boucle de micros trottoir en réseaux sociaux.

Il y a ceux que l'on a essayés, dont la gauche qui a trahi les intérêts des travailleurs pour servir la grande bourgeoisie. Et il y a le Rassemblement national. Celui-ci ne s'est pas discrédité car il n'a pas encore été au pouvoir. (Profession de foi)

Ah bon ? Le RN a vraiment la fraîcheur du nouveau-né ? Il ne procède pas de Vichy ? Il n'a pas torturé en Algérie ? Il n'est pas la continuité du FN créé par des collaborationnistes proches de Déat ou Doriot, d'anciens membres de la Waffen SS, d'ex-membres de l'OAS (Organisation Armée Secrète, qui organisa de nombreux attentats en Algérie et en France), néofascistes de toutes variétés, et autres négationnistes ? Il n'administre pas dix villes depuis 2014 ? À Hayange, par exemple, le RN que LO n'a pas encore essayé, a privé le Secours populaire de gaz et d'électricité et l'a sommé de quitter les locaux municipaux parce que « trop politisé et trop pro migrants ». À l'Assemblée nationale, il n'a pas voté contre l'augmentation du SMIC ? Il n'a pas défendu le permis de tuer des flics ? Il ne s'est pas systématiquement opposé à l'égalité salariale entre hommes et femmes ? Il ne continue pas de désigner « les étrangers » comme coupables de tous les maux dont les violences faites aux femmes alors que plus de 90 % des agressions et des meurtres sont commis par les compagnons ou ex compagnons ?

Pourquoi ces silences assourdissants ? Parce que LO considère que les ouvriers votent RN et qu'il lui faut donc marcher sur des œufs pour ne pas se couper du « monde du travail » (encore une expression non marxiste, vaticane et chère aux stalinien). Arthaud néglige le fait que 70 % de la population laborieuse ne votent pas RN...

Je pense que des candidatures ouvrières peuvent attirer tous ceux qui sont écoeurés, j'espère qu'on va arracher un certain nombre de voix au RN. (Nathalie Arthaud, France info, 22 juin)



En mai et juin 2024, l'hebdomadaire de LO titre 4 fois pour « faire entendre le camp des travailleurs », sans jamais avancer de mot d'ordre pour le pouvoir ouvrier. Comme le PCF, le PS et LFI, il condamne la répression en Nouvelle-Calédonie, mais refuse de se prononcer pour l'indépendance de la Kanaky.

Ce sauveur suprême a longtemps été cherché à gauche. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs le voient dans le Rassemblement national. (Éditorial des bulletins d'entreprises, 1^{er} juillet)

L'incapacité à définir une orientation de front unique ouvrier

La presse de LO se contente d'énoncer que le Nouveau front populaire est une « énième version de l'union de la gauche » (Christian Bernac, *Lutte ouvrière* n° 2916) sans expliquer quelles organisations composent ce front. Elle ne dit jamais à ceux qu'elle influence que c'est une alliance entre des partis issus du mouvement ouvrier et des organisations bourgeoises, le contraire de l'unité de classe dont nous avons besoin pour nous battre contre le capital et son gouvernement. Elle ne prend pas la peine d'analyser son « programme » pour montrer qu'il ne rompt pas, de ce point de vue non plus, avec la bourgeoisie. Elle ne combat pas la légende qui attribue au Front populaire les acquis arrachés par la grève générale de 1936 et les occupations d'usines.

Et ce n'est pas parce que la gauche a ressuscité le Front populaire en une nuit qu'il faut lui accorder notre confiance : il n'y a aucune raison qu'elle fasse autre chose que ce qu'elle a fait pendant quarante ans. (Profession de foi)

Les dirigeants de LO qui ne sont pas ignorants, qui tirent leur autorité auprès de leur base en invoquant les classiques du marxisme (comme le PCF stalinien de la fin des années 1930 au début des années 1990), se montrent cependant incapables d'en tirer des leçons ou de traduire pour aujourd'hui celles incarnées dans la politique des fondateurs de la 3^e puis de la 4^e Internationale. Elles restent des « idées révolutionnaires » et non un programme, une stratégie, un parti pour l'action émancipatrice.

*Les communistes, ceux qui, avec Lénine et Trotsky, étaient restés fidèles aux idées révolutionnaires et se sont retrouvés à la tête de l'Internationale communiste ont su définir une tactique pour surmonter la division de la classe ouvrière. Cette politique dite du front unique ouvrier n'avait rien à voir avec la tactique des « Fronts populaires » [... Les partis communistes devaient absolument garder leur indépendance politique, mais en même temps proposer des actions communes et concrètes à l'ensemble des travailleurs pour défendre leurs intérêts et revendications de classe et faire progresser leur conscience. (Christian Bernac, *Lutte ouvrière* n° 2916)*

Alors ? où sont les mots d'ordre d'« actions communes et concrètes » ? où sont les exigences lancées à la face des sociaux-traites pour rendre manifeste leur capitulation devant la bourgeoisie, un aspect décisif de la politique de front unique toujours absent chez LO ? Il n'y en a pas. Ni dans le journal, ni dans les tracts, ni dans les communiqués, ni dans la profession de foi, ni dans les discours de Mercier ni d'Arthaud au cours du meeting parisien du 22 juin (voir *Lutte ouvrière* n°2917), nulle part la concrétisation de la politique révolutionnaire, comme : Dirigeants des syndicats, sortez du Conseil d'orientation des retraites qui milite pour un nouvel allongement de la durée du travail ! Macron est battu, abrogation immédiate de la contre-réforme des retraites ! de la « loi immigration ! Fermeture des camps de rétention ! PS, PCF, LFI et syndicats qui disent parler en notre nom, prenez position, appelez à manifester pour obtenir satisfaction ! Partout, dans les entreprises, les fachs, les quartiers, dans les associations, assemblées générales pour s'organiser et décider !

Les adeptes du programme mini-minimum

*Si nous ne voulons pas être trompés une fois de plus, nous devons faire entendre nous-mêmes nos revendications. Nous devons exiger que les richesses et les énormes profits que nous produisons servent à nos salaires, à nos retraites, à nos conditions de vie plutôt qu'à augmenter les fortunes d'une poignée de privilégiés qui ne font rien de leurs dix doigts. Oui, il faut que les travailleurs s'organisent pour formuler ensemble les exigences qui changeraient leur vie. (*Lutte ouvrière* n° 2916, 21 juin)*

Le conditionnel exprime, en français, l'irréel du présent : LO conçoit le communisme comme objectif pour dans mille ans, non comme la seule politique pour en finir avec l'exploitation et l'oppression, aujourd'hui. S'agit-il même du communisme ? L'éditorial se tient plutôt sur « une meilleure répartition des richesses » puisqu'il n'est question nulle part d'exproprier les capitalistes pour pouvoir enfin décider de produire pour la satisfaction des besoins de la population laborieuse et non pour faire du profit. Quant à

« s'organiser », LO ne dit mot des AG, des comités à édifier, de l'autodéfense. Les revendications urgentes que les travailleurs « doivent faire entendre » ne sont pas formulées. Ah si, dans la profession de foi déjà citée, il est question de l'échelle mobile des salaires et de « l'annulation des reculs sur la retraite ou l'assurance chômage » pour ajouter en suivant :

À quoi servira le droit de partir à la retraite à 62 ans si l'on meurt à 20 ans dans une nouvelle guerre ? À quoi servira un salaire indexé sur l'inflation si l'on se retrouve sous les bombes ?

Il faut donc expliquer, patiemment, à Arthaud et compagnie, que si le prolétariat se dressait, surmonterait les obstacles à sa mobilisation, à sa centralisation et parvenait à arracher l'échelle mobile des salaires, l'abrogation de la contreréforme des retraites, il ferait reculer la possibilité pour la bourgeoisie française de le soumettre, de l'écraser sous l'uniforme. LO depuis plusieurs mois tremble devant « la guerre qui vient » sans avancer, là encore, le moindre mot d'ordre, le moindre axe de mobilisation contre le militarisme grandissant.

En résumé, le journal vendu avant les élections ne présente ni le programme communiste, ni le parti révolutionnaire, nécessaires pour « changer la vie » ? Arthaud considère-t-elle que cela effraierait les électeurs potentiels ?

Des candidat(e)s pour quoi faire ?

On l'a vu, pas pour utiliser la courte campagne électorale et les quelques temps de parole qu'elle ouvre, à proposer aux travailleuses, aux travailleurs une voie pour engager le combat, pour renverser les appareils traîtres qui bloquent systématiquement leur lutte. Pas non plus à populariser le programme révolutionnaire, par exemple en exposant ce qu'ont été les gouvernements ouvriers dans l'histoire, de la Commune de Paris ou de la Révolution russe de 1917, comment ils ont réglé en très peu de temps ce que la bourgeoisie ne sera jamais à même de régler. LO a semé à sa manière des illusions sur la démocratie du suffrage universel qui ne l'est pas (pas trace d'ailleurs de la revendication du droit de vote pour les travailleuses et travailleurs étrangers qui vivent ici).

Alors, il faut mettre sous surveillance tous ces politiciens... S'il n'y avait ne serait-ce qu'un député issu du camp des travailleurs, il se ferait les yeux et les oreilles du monde ouvrier. (Lutte ouvrière n° 2916, 21 juin)

La direction de LO rêvait d'un espion dans le sérail, pas d'un député bolchevik ! Des yeux et des oreilles peut-être, mais on entend mal sa voix et on ne voit pas ses poings. Elle ajoute que le Parlement serait un lieu où on apprend des choses, cachées sinon, où pourraient être votées des avancées sociales...

S'il n'y avait ne serait-ce qu'un seul député LO à l'Assemblée nationale, il serait les yeux et les oreilles

des travailleurs et il voterait en faveur de tout ce qui va dans le sens du monde du travail.

Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, dès maintenant !

Les éditoriaux des deux semaines qui précèdent le 1^{er} tour (n° 2916 et 2917) ne mentionnent pas la nécessité de construire le parti ouvrier révolutionnaire. Bernac termine l'article déjà cité en attribuant aux révolutionnaires deux fonctions qui les maintiennent à l'extérieur du mouvement pratique : prévenir et surveiller.

Le rôle des révolutionnaires est dès aujourd'hui de prévenir les travailleurs face aux illusions qu'ils pourraient avoir dans les promesses des uns et des autres. Il sera aussi d'être à leurs côtés pour contrôler, surveiller les faits et gestes du nouveau gouvernement.

LO théorise le fait de ne pas définir d'orientation à proposer à la classe ouvrière. Qu'elle se débrouille. Ce genre de révolutionnaires flottera au fil des événements, donc à la remorque des appareils syndicaux et des partis réformistes qui eux « contrôlent » le prolétariat.

Une fois passé le 1^{er} tour et sa campagne électorale, *Lutte ouvrière* (n° 2918) titre enfin sur la nécessité du parti ouvrier, communiste et révolutionnaire. Pour la direction de LO, « il faut reconstruire un véritable parti ouvrier communiste, révolutionnaire et internationaliste. » Ce qui signifie qu'il en a existé un. Lequel ? ce serait normal que LO le dise aux travailleurs. Et comment édifier cette organisation ? L'éditorial de Nathalie Arthaud ne l'explique pas. Pourquoi aucune initiative en direction des 350 000 prolétaires qui ont voté LO ? Parce que la direction de cette organisation a l'intention de ne rien changer à ses habitudes, de continuer à faire la modeste tout en regardant avec mépris tous les groupes, organisations, militants, travailleurs et jeunes qu'elle ne pourrait pas mouler dans son ouvriérisme économiste impuisant.

4 juillet 2024



1 décembre 2013, LO et le NPA cautionnent la prétendue « révolution citoyenne » et la pseudo « révolution fiscale » du PCF et du PdG (prédécesseur de LFI)



CoReP

LETTRE À LA LIGUE POUR LA 5^E INTERNATIONALE

17 NOVEMBRE

Vous trouverez ci-joint la déclaration du CoReP sur le résultat des élections aux Etats-Unis.

Comme vous l'avez certainement vu, notre section française, le Groupe marxiste internationaliste, a traduit et publié sur votre déclaration sur les Etats-Unis avant les élections. Malgré quelques divergences de fond, évoquées dans une brève note préliminaire (l'utilisation du terme « la gauche » et l'absence de position sur l'autodéfense ouvrière), nous sommes d'accord avec l'orientation de votre document.

Nous sommes convaincus que dans la situation actuelle, la discussion et la coopération entre les forces communistes internationalistes sur la base d'une ligne de classe claire sont plus urgentes que jamais.

Notre analyse des résultats des élections américaines porte sur les conséquences de l'élection de Trump et du Parti républicain, tant au niveau national que mondial. Nous accordons une attention particulière

à la rupture nécessaire de la classe ouvrière américaine et de ses organisations avec les partis bourgeois (surtout le PD) et à la perspective de la construction d'un parti de masse du prolétariat vivant aux États-Unis. Pour nous, cela implique aussi le rejet clair du soutien aux candidats petits-bourgeois, dits « de gauche », lors des élections.

Si vous êtes d'accord avec la ligne de notre déclaration, nous vous proposons soit de la publier sur votre site internet telle que nous l'avons publiée, soit, si vous avez des propositions de modification, de rédiger une nouvelle déclaration commune sur cette base.

Nous aimerions également attirer votre attention sur le manifeste de notre première conférence tenue en octobre 2024, que vous trouverez sur notre site internet ou sur les sites de nos sections.

17 novembre 2024





4^E INTERNATIONALE CONTRE LA COLONISATION SIONISTE 1938

L'État juif

Après les troubles de 1937 qui prirent parfois les formes d'un soulèvement national arabe, le gouvernement britannique envoya en Palestine une commission royale (William Peel) qui devait s'enquérir des causes des troubles et faire toutes les propositions nécessaires pour empêcher leur retour... Leur véritable tâche consiste à proposer les moyens nécessaires pour prolonger l'oppression coloniale. C'est, évidemment, pour cela qu'elles sont mandatées par le Parlement et le ministère des colonies.

La commission Peel n'a pas failli à ce mandat. Elle a proposé de partager la Palestine en trois : un État arabe, un État juif et un territoire sous mandat anglais pour l'éternité...

Contre le partage du pays, les arabes palestiniens luttent actuellement par le sabotage et le terrorisme. Ils ont endommagé des oléoducs et incendié le pétrole qui s'en échappait : fait sauter des trains, selon la meilleure technique que le colonel Lawrence leur enseignait jadis contre les Turcs ; détruit des lignes téléphoniques et télégraphiques, tiré sur des automobiles et autobus juifs, sur des camions militaires et des postes de police, etc.

Quelle doit être la position de l'ouvrier socialiste juif, et du travailleur conscient en général, en face de cette situation ?

1 °) Tous les groupements sionistes, de la droite à la gauche, des révisionnistes (sionistes organisés selon le mode fasciste) jusqu'au Hashomer Hatzair et aux deux nuances du Poale Zion de gauche (Abramovitch, Jizchaki et Erem, Serubavel), sont, en principe, partisans d'un État juif en Palestine qu'ils préconisent tous et qu'ils préparent sous la protection de l'aigle britannique.

Les révisionnistes revendiquent l'État juif, toute la Palestine et la Transjordanie.

Un autre groupe sioniste revendique pour le moins toute la Palestine.

Un troisième exige que la ville de Jérusalem (ou au moins les nouveaux quartiers de cette ville) soient incorporés à l'État juif.

Le Hashomer Hatzair est contre le partage et pour le maintien du mandat de la SDN, car il sert mieux les intérêts sionistes que le partage proposé.

Les deux groupes Poale Zion de gauche sont contre le partage, sans avoir toutefois pour l'instant de proposition propre. En paroles, ils s'affirment toujours adversaires de l'impérialisme anglais qui veut imposer le partage. Ils sont mal placés pour revendiquer l'État juif, les Arabes étant en majorité et les Juifs en minorité. C'est pourquoi ils préféreraient qu'en Palestine, tout reste comme actuellement. Pourvu que le gouvernement anglais tolère l'immigration juive et la spéculation illimitée des terres, bref le développement sans entraves du sionisme. Pour tout le reste, ils se fient à l'avenir et à « leur » socialisme.

Au dernier congrès sioniste, où siégeaient les délégués sionistes du monde entier, et qui eut lieu en 1937 à Zurich, une décision fut adoptée à une grande majorité, autorisant les dirigeants sionistes à mener des pourparlers avec le gouvernement anglais au sujet de l'État juif. Or, l'idée de la création d'un État juif en Palestine n'est nullement une invention de la commission Peel. Elle est aussi vieille que le sionisme lui-même. Seulement, elle n'avait pas trouvé jusqu'ici son application, faute d'une masse étatique quelconque qui doit exister aussi dans la réalité d'un État juif. C'est pourquoi la déclaration et le mandat Balfour ne contiennent que les mots « foyer national ».

L'étape préparatoire qui permettrait de dresser l'inventaire réel de l'État juif n'est pas terminée. Cependant, grâce à la spéculation sur les terres, à la tolérance des gouverneurs britanniques et à la protection de la police, des terrains ont été acquis, débarrassés des fellahs et des bédouins, et occupés par des colons juifs. Et cela justement dans les plaines qui doivent former l'État juif, jusqu'à présent environ 1 500 000 dounams). En outre, le nombre des Juifs vivant en Palestine a été porté par une immigration agréée officiellement et officieusement, d'environ 60 000 en 1918 à 430 000 en 1937 ; et on a développé une industrie légère dépendant avant tout de la construction. Depuis quelques années et sans que l'État juif existe, on a lancé le mot d'ordre de l'autar-

chie juive : Juifs, n'achetez que des produits juifs ; patrons juifs, n'embauchez que des ouvriers juifs ; ils usent pour cela de méthodes de boycott et de contrainte qui n'ont rien à envier aux méthodes nazies employées en Allemagne contre les magasins et ouvriers juifs.

Cette politique sioniste et l'attitude de l'impérialisme britannique qui refuse de satisfaire les moindres revendications d'auto administration des Arabes palestiniens (telles qu'elles ont été accordées en Irak, en Jordanie, en Arabie saoudite, au Yémen) ont amené une série de troubles et de soulèvements des ouvriers arabes sous la direction du mouvement national arabe : en 1920 à Jaffa, en 1921 à Jérusalem, en 1929 dans tout le pays, en 1933 manifestations antigouvernementales en beaucoup d'endroits, morts et blessés par la police, enfin soulèvement de 1936, terrorisme et sabotage en 1937.

La réalisation des propositions de la commission Peel signifie la réalisation du sionisme à une allure accélérée. Le plan Peel accorde à l'État juif 5 000 000 de dounams du terrain le plus fertile dans les plaines. Mais jusqu'à présent 1 300 000 dounams seulement sont la propriété privée des Juifs et 50 000 Juifs seulement s'occupent d'agriculture, alors que sur le territoire de l'État juif de Peel, 250 000 Arabes vivent uniquement de l'agriculture. Le plan Peel étant ainsi impossible, il prévoit un échange des habitants et une indemnité pour le terrain cédé. Mais dans l'État arabe de Peel, il n'y a ni colons juifs, ni Juifs. C'est pourquoi il ne peut être question d'échange, mais seulement d'évacuation de ce territoire par la majorité des Arabes avec une indemnisation et sous la pression étatique.

L'État juif, création de l'impérialisme anglais, arraché du corps arabe aura comme ennemis naturels tous les Arabes expulsés ou non.

L'existence de l'État juif n'est possible que sous la protection de la Grande Bretagne, c'est pourquoi l'État juif devra être un fidèle serviteur de l'impérialisme britannique. Comme État colonial, l'État juif sera économiquement opprimé par la métropole, tout en devant supporter les barrières douanières des autres pays arabes.

L'État juif ne comporte pas un seul élément de progrès ou de libération. Il ne peut remplir que le rôle de gardien de l'impérialisme britannique contre l'assaut des masses arabes luttant pour leur libération nationale et sociale. L'Angleterre, sous prétexte d'aider les Juifs, continuera d'enchaîner à sa politique les éléments sionistes des autres pays.

La protection des Juifs et de l'État juif sera pour l'Angleterre une arme morale pour se maintenir éternellement dans le pays et poursuivre l'oppression des autres pays arabes.

Les ouvriers juifs et de tout autre pays doivent lutter contre le sionisme, l'État juif par la grâce anglaise, et contre les propositions Peel. La libération des chaînes de l'impérialisme ne peut être l'œuvre que des ouvriers arabes et des fellahs de ce pays unis aux ouvriers et fellahs des autres pays arabes, ainsi qu'aux ouvriers juifs antisionistes et antiimpérialistes de Palestine. Dans cette voie, la Palestine, unie à la Syrie, deviendra partie de la Fédération des États arabes avec tous les droits de minorités pour la minorité juive.

Aujourd'hui, les masses arabes luttent sous la direction du mouvement national arabe (féodal et bourgeois), pour des revendications partielles : contre le sionisme, pour la cessation de l'immigration juive, pour une loi interdisant la vente de terres aux Juifs, pour un gouvernement national (comme en Syrie et dans l'Irak), pour une assemblée constituante (Parlement) et contre le partage. « À ces conditions, disent les chefs, nous sommes prêts à faire la paix avec les Anglais ». Ils sont donc prêts à trahir. C'est pourquoi les ouvriers doivent avoir leurs propres mots d'ordre, indépendants de ces chefs : les Anglais hors du pays ; la terre aux fellahs et effendis !

Présentement, les ouvriers doivent participer aux actions efficaces même pour des revendications partielles, contre le sionisme, pour l'autodétermination, même sous la direction du mouvement nationaliste arabe. Cependant, le mouvement de classe autonome ne doit renoncer ni à son droit de critique, ni à son droit d'initiative. Les revendications du mouvement nationaliste arabe sont actuellement progressistes, contre l'impérialisme anglais.

L'ouvrier juif qui reconnaît la déclaration Balfour, le mandat britannique, l'État juif de la commission Peel, est au fond un sioniste qui attend tout de la protection de l'impérialisme anglais et du refoulement perpétuel des aspirations des peuples arabes opprimés. L'ouvrier juif palestinien qui exige des droits particuliers ne vaut pas mieux. Cela peut paraître étrange, car dans tous les pays impérialistes les ouvriers sont obligés de lutter avec les Juifs contre la discrimination des Juifs, contre les cent-noirs, contre les fascistes, contre la limitation de l'immigration juive. Mais en Palestine, les ouvriers doivent lutter contre les droits spéciaux que le mandat anglais accorde dans son propre intérêt impérialiste.

Quatrième Internationale n° 6, mars 1938



LCR / PALESTINE

CONTRE LA PARTITION !

1947

Peut-être la proposition de partition concrétisera-t-elle le rêve d'indépendance politique du peuple juif ? L'« indépendance » de l'État juif se résumera à choisir, de manière « libre » et « indépendante », entre deux options : mourir de faim ou se vendre à l'impérialisme. Le commerce extérieur, tant les importations que les exportations, reste comme auparavant sous le contrôle de l'impérialisme. Les secteurs clés de l'économie (le pétrole, l'électricité et les minerais) restent aux mains des monopoles étrangers. Et les bénéfices continueront d'aller dans les poches des capitalistes étrangers.

Un petit État juif au cœur du Proche-Orient peut être un excellent instrument entre les mains des États impérialistes. Isolé des masses arabes, cet État sera sans défense et complètement à la merci des impérialistes. Ils s'en serviront pour renforcer leurs positions, tout en faisant la leçon aux États arabes sur le « danger juif », c'est-à-dire la menace que représentent les inévitables tendances expansionnistes du minuscule État juif. Et un jour, lorsque la tension sera à son comble, les « amis » impérialistes abandonneront l'État juif à son sort.

Les Arabes recevront également l'« indépendance politique ». La partition entraînera la création d'un État arabe féodal arriéré, une sorte de Transjordanie à l'ouest du Jourdain. Ils espèrent ainsi isoler et paralyser le prolétariat arabe dans la région de Haïfa, un centre stratégique important avec des raffineries de pétrole, ainsi que diviser et paralyser la guerre de classe de tous les travailleurs de Palestine.

Qu'en est-il du « salut des réfugiés des camps de concentration » ? L'impérialisme a créé le problème des réfugiés des camps de concentration nazis en leur fermant les portes de tous les pays. Le sort des réfugiés relève de sa responsabilité. L'impérialisme n'est pas philanthropique. S'il envoie en « cadeau » les réfugiés en Palestine, il le fera pour une seule raison : les utiliser à ses propres fins.

La proposition de partage, apparemment si « favorable » aux Juifs, contient plusieurs aspects hautement souhaitables du point de vue de l'impérialisme : 1) Les concessions au sionisme serviront d'appât pour obtenir l'approbation de la majorité juive ; 2) Il comporte plusieurs provocations, comme l'incorporation de Jaffa à l'État juif et le refus de tout port à l'État arabe, qui exaspèrent les Arabes ; 3) Ces provo-

cations permettent à la Grande-Bretagne d'apparaître comme un « ami des Arabes », qui « luttera » pour un second partage plus juste. Cela les aidera à avaler la pilule amère. En d'autres termes, nous sommes en présence d'une division du travail préétablie.

En résumé : la proposition de la commission de l'ONU n'est une solution ni pour les Juifs ni pour les Arabes ; c'est une solution purement et exclusivement pour les pays impérialistes. Les décideurs politiques sionistes ont avidement saisi l'os que l'impérialisme leur a jeté. Et les critiques sionistes « de gauche », au nom du démasquage du jeu des impérialistes, attaquent à demi-mot la proposition de partage, et réclament... un État juif dans toute la Palestine ! Un État binational selon la proposition de Hashomer Hatzair (Jeune Garde) n'est qu'une feuille de vigne pour le droit des Juifs d'imposer aux Arabes, sans leur consentement et contre leur volonté, l'immigration juive et les politiques sionistes.

Qu'en est-il du Parti communiste palestinien ? Il attend apparemment la « juste » solution de l'ONU. De toute manière, il continue à semer des illusions sur l'ONU et, en ce sens, contribue à dissimuler et à mettre en oeuvre les programmes impérialistes.

Contre tout cela, nous disons : ne tombons pas dans le piège ! La solution du problème juif, comme la solution des problèmes du pays, ne viendra pas « d'en haut », de l'ONU ou de toute autre institution impérialiste. Aucune « lutte », « terreur » ou « pression » morale ne fera renoncer l'impérialisme à ses intérêts vitaux dans la région (les actions pétrolières ont rapporté 60 % de dividendes cette année !)

Pour résoudre le problème juif, pour nous libérer du fardeau de l'impérialisme, il n'y a qu'un seul moyen : la guerre de classe commune avec nos frères arabes ; une guerre qui est un lien inséparable de la guerre antiimpérialiste des masses opprimées dans tout l'Orient arabe et dans le monde entier.

La force de l'impérialisme réside dans la partition, notre force dans l'unité de classe internationale.

LCR (section palestinienne de la 4^e Internationale), *Kol Ham'amad* n° 31, septembre 1947



GMI/FRANCE

LE FRONT POPULAIRE 1935-1938

21 JUIN

Le premier Front populaire (1935-1938) promettait le pain, la liberté et la paix. Les travailleurs ont subi la guerre, le fascisme et le rationnement.

1933 : la politique du SPD et celle du KPD facilitent la prise du pouvoir par Hitler

De 1929 à 1933, en Allemagne, face aux exigences des impérialismes belge et français (indemnités de guerre, occupation de la Sarre et de la Ruhr), à la crise économique mondiale et à la montée du NSDAP fasciste, les deux partis ouvriers de masse suivent des orientations opposées mais tout aussi catastrophiques. Seuls l'IKD (les bolcheviks-léninistes exclus du Parti communiste allemand KPD qui est encore à l'époque une organisation redressable) et, à l'échelle internationale, l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste (qui combat, contre la bureaucratie au pouvoir incarnée par Staline, pour le pouvoir des travailleurs en URSS, pour l'unité des travailleurs et la rupture avec la bourgeoisie dans les pays capitalistes) alertent sur la menace, prédisent que la victoire du fascisme sera durable en Allemagne et débouchera sur une guerre contre l'URSS. Ils s'activent pour le front unique ouvrier, le front de toutes les organisations ouvrières de masse pour l'action commune contre Hitler et ses bandes de nervis, les SA.

Les accords électoraux, les marchandages parlementaires conclus par le parti révolutionnaire avec la sociale-démocratie servent, en règle générale, la sociale-démocratie. Un accord pratique pour des actions de masse, pour des buts militants, se fait toujours au bénéfice du parti révolutionnaire... Dans le but de lutter réellement contre le fascisme... l'accord [du KPD] avec les organisations sociales-démocrates et syndicales est non seulement admissible mais encore obligatoire. (Lev Trotsky, « Lettre à un ouvrier communiste allemand », 8 décembre 1931, Contre le fascisme, Syllepse, p. 191-192)

En vain. L'IC stalinisée et le KPD, qui usurpent le prestige de la révolution russe, prétendent que la

situation ne présente aucun danger, traitent le SPD de fasciste et refuse le front unique avec lui. Le KPD lui tourne le dos au nom du « *front unique à la base* » qui n'est pas sans rappeler la politique actuelle de LO, ce qui revient à demander aux travailleurs du SPD de le rejoindre. Le SPD, qui a aidé à écraser la révolution en 1919-1920 et qui vit du parlement, s'accroche aux partis bourgeois « *démocratiques* » et « *antifascistes* », selon un front populaire avant la lettre.

Une fois au pouvoir, le parti fasciste déchaîne la violence raciste contre les boucs émissaires de l'époque (les Juifs), interdit les grèves, dissout le SPD comme le KPD, jette leurs militants et les syndicalistes qui ne se rallient pas dans des camps de concentration. Partout dans le monde, les fascistes sont stimulés. En France, ils manifestent le 6 février 1934 contre la Chambre des députés (Assemblée nationale).

Ne voulant pas subir le même sort que leurs sœurs et frères d'Italie et d'Allemagne, les travailleurs français se mobilisent contre les organisations fascistes et poussent la CGT, la CGTU, le PS-SFIO et le PC-SFIC à l'unité. Les travailleurs espagnols font grève et se soulèvent de 1933 à 1934. Les travailleurs autrichiens prennent les armes à Vienne pour se défendre en février 1934.

1934 : les partis « communistes » reprennent la politique du SPD et du PS-SFIO

En octobre 1934, sur consigne de Staline, Thorez (PC) propose un bloc, non seulement au PS, mais au principal parti bourgeois français de l'époque, le Parti radical (PR) qui se réclame de la République et de la laïcité. Celui-ci est en perte de vitesse car sa base électorale passe pour une part au vote pour les partis ouvriers et pour une autre aux partis fascisants et fascistes. Le PCF adopte le drapeau tricolore de l'empire colonial et des Versaillais, ses chefs entonnent *La Marseillaise* (LFI n'a rien inventé). En mai 1935, le PC, jusqu'alors antimilitariste, se rallie à la « *défense nationale* », comme le SPD, la CGT et le PS-SFIO en août 1914. Le 12 mai 1935, au second tour des élections municipales, le PR, le PS et le PCF se désistent les uns pour les autres.

En juillet 1935, le 7^e –et dernier– congrès de l'Internationale « communiste » officialise le tournant des fronts populaires qui renvoie le socialisme à un avenir lointain. Sous un nom nouveau, il s'agit de la vieille alliance des partis ouvriers opportunistes avec des partis de la bourgeoisie.

La question des questions est à présent celle du front populaire. En réalité, à notre époque, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme. Le plus grand exemple historique de front populaire est la révolution de février 1917. De février à octobre, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ont été en alliance étroite et en coalition permanente avec le parti bourgeois des « cadets », avec lequel ils ont formé une série de gouvernements de coalition... Les bolcheviks ne faisaient pas la moindre concession au front populaire. Ils exigeaient la rupture de ce front populaire, la destruction de l'alliance avec les cadets et la création d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan. (Lev Trotsky, « Lettre au RSAP », 16 juillet 1936, Œuvres t. 10, EDI, p. 248)

1936 : un programme FP sans réduction du temps de travail hebdomadaire, ni congés payés

Le programme du premier Front populaire est signé le 12 janvier 1936 par des organisations bourgeoises « démocratiques » (PR, USR, Grand Orient de France, Ligue des droits de l'homme...), trois partis ouvriers (PC-SFIC, PS-SFIO, PUP), les directions des deux centrales syndicales qui leur sont liées (CGT, CGTU, la CFTC de l'Église catholique est hostile) et l'organisation nationaliste petite-bourgeoise algérienne (Étoile nord-africaine, ENA).

Le Front populaire est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres déchets, plus petits, de la même espèce. (Lev Trotsky, « Pour les comités d'action, pas le Front populaire », 26 novembre 1935, Contre le Front populaire, GMI, p. 51)

Le programme refuse le droit de vote aux femmes, rejette l'indépendance des colonies, fait retomber le fardeau du militarisme sur la classe ouvrière. Il ne comporte pas la semaine de 40 heures ni les deux semaines de congés payés.

On n'y trouve rien qui serve réellement les intérêts du prolétariat... Pourquoi ne dit-il pas qu'il faut réduire la semaine de travail à 40 heures ?... C'est un véritable piège à gogos... Pas un mot sur le budget de la guerre ! Pas un mot sur la politique militaire aux colonies ! (Parti ouvrier internationaliste, section française de la 4^e Internationale, 17 janvier 1936)

En mars 1936, la CGT et la CGTU se réunifient. Le FP remporte les législatives des 23 avril et 3 mai 1936 (369 députés sur 610, dont PC : 72, PS : 147, PR : 106).

Nous agirons à l'intérieur du régime actuel, de ce même régime dont nous avons démontré les contradictions et l'iniquité au cours de notre campagne électorale. C'est cela l'objet de notre expérience. (Léon Blum, Discours au congrès du PS-SFIO, 31 mai 1936)

Blum (PS) constitue un gouvernement PR-PS soutenu par le PCF.

Chaque fois que la République a été menacée, elle a été sauvée par cette union de la bourgeoisie républicaine et du peuple républicain... Cette alliance s'est manifestée sous bien des formes. Cela s'est appelé « le cartel », cela s'est appelé « la discipline républicaine ». (Léon Blum, Discours au parlement, 6 juin 1936)

1936 : la grève générale déborde la CGT, le PS et le PCF

Malgré le PCF, le PS et la direction de la CGT, la grève générale éclate quelques jours après dans les entreprises qui sont occupées, une méthode importée d'Italie par des ouvriers immigrés. Le gouvernement Blum saisit le journal du Parti ouvrier internationaliste et pousse le patronat à lâcher du lest, ce qu'il fait dans la nuit du 7 au 8 juin.

Les réformes, très piètres en réalité, sur lesquelles se sont mis d'accord les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières ne sont pas viables. (Lev Trotsky, « Devant la seconde étape », 9 juillet 1936, La Grève générale en France, GMI, p. 32)

La bureaucratie de la CGT, avec l'aide du PCF et du PS, fait reprendre le travail.

Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue... Tout n'est pas possible. (Maurice Thorez, Discours, 11 juin 1936)

14 juillet 1936, Paris, Blum (PS), Daladier au second plan (PR), Thorez avec une écharpe tricolore (PCF), Salengro (PS)



1936-1938 : Blum fait tirer sur les antifascistes et soumet les colonies

En juillet, le PCF se prononce pour un élargissement du FP à droite, un Front français qui ne verra pas le jour à cause de l'hostilité des partis concernés.

En Espagne, les 17 et 18 juillet, l'état-major de l'armée et le parti fasciste Phalange se soulèvent contre le gouvernement du Frente Popular (PCE-PSOE, PR...) bien que ce dernier refuse l'indépendance au Maroc, respecte la propriété capitaliste et l'appareil répressif de l'État. Les travailleurs ripostent et déclenchent une révolution. Le gouvernement Front populaire français signe le 6 septembre 1936 un « *pacte de non intervention* » en Espagne que l'Italie et l'Allemagne fascistes ne respectent évidemment pas.

Le 14 août 1936, le ministre de l'intérieur Salengro (PS), exhorte les préfets à faire preuve d'une grande fermeté à l'égard des migrants. Dès septembre 1936, le gouvernement Blum réprime les grèves et toutes les organisations qui se réclament du communisme en Indochine (4e Internationale, PCI stalinien). Il interdit le 25 janvier 1937 l'organisation indépendantiste algérienne ENA (qui avait signé le programme du FP en janvier 1936). Il annonce le 24 février une « *pause dans les réformes* ». La police républicaine tire le 16 mars 1937 sur des manifestants antifascistes à Clichy.

1938 : le gouvernement du Parti radical, pilier du FP, annule les conquêtes sociales

En 1937, la CNT et le POUM rejoignent les gouvernements FP de Catalogne et d'Espagne. Staline et le gouvernement central s'activent à étouffer la révolution, à restituer les terres et les entreprises à leurs propriétaires, à désarmer les milices de la CNT et du POUM. Le PCE calomnie le POUM comme fasciste, les services secrets de l'URSS enlèvent, torturent et exécutent les révolutionnaires (4e Internationale, POUM, CNT). Franco est assuré de la victoire qui est consommée en 1939.

La révolution sociale ayant été contenue en France

et brisée en Espagne, les régimes fascistes sont consolidés en Italie et en Allemagne et préparent la guerre pour repartager la planète.

L'étranglement de la révolution espagnole et le sabotage de l'offensive prolétarienne en France, deux événements tragiques, ont pris place à la veille de la guerre actuelle. La bourgeoisie s'est convaincue qu'avec de tels « dirigeants ouvriers », à sa disposition, elle pouvait faire ce qu'elle voulait, y compris un nouveau massacre des peuples. Les dirigeants de la 2e Internationale ont empêché le prolétariat de renverser la bourgeoisie à la fin de la première guerre impérialiste. Les dirigeants des 2e et 3e Internationales ont aidé la bourgeoisie à déchaîner une deuxième guerre internationale. (4e Internationale, Manifeste La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, GMI, p. 29)

Quand le Sénat, une assemblée de notables, renverse en avril 1938 le gouvernement FP, Blum obtempère. Le gouvernement Daladier (Parti radical) lui succède (587 députés pour, 6 contre). Aussitôt, Daladier prend le 2 mai 1938 des mesures contre les « *étrangers indésirables* » (dont les Juifs ayant fui l'Allemagne aux mains des nazis depuis 1933). Il annule le 2 mai et le 14 juin 1938 les conquêtes sociales et revient à la semaine de 48 heures. Il brise les grèves de novembre 1938. Il jette dans des camps de rétention les réfugiés espagnols en février 1939. Il interdit le 26 septembre 1939 le PCF (plus d'un tiers de ses députés renient le communisme pour garder leur siège).

Pour finir, la Chambre des députés élue en 1936 se dissout après avoir voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 (569 voix pour, 80 contre). Le « *régime de Vichy* » emprisonne Blum et Daladier, interdit les grèves, dissout la CFTC et la CGT, le PCF et le PS. Il livre les Juifs aux nazis, arrête, torture et fusille les militants ouvriers. C'est ce régime que sert avec zèle Mitterrand, jusqu'à ce qu'il sente le vent tourner vers 1943.

21 juin 2024





GMI/FRANCE

LES COMITÉS DE SOLDATS 1969-1978

23 SEPTEMBRE 2024

Après avoir été éprouvé par le départ de RP en 2021 et après avoir décidé la scission avec la moitié de sa propre organisation en 2022, l'appareil du NPA-AC tente de se donner un vernis « trotskyste » orthodoxe en ressortant du placard son internationale exsangue (*L'Anticapitaliste* n° 705, p. 3 ; n° 711, p. 7 ; n° 720, p. 7), en invoquant le combat de feu la 4^e Internationale pendant la seconde guerre mondiale (n° 710, p. 5 ; n° 718, p. 4-5 ; n° 722, p. 6) et en célébrant les comités de soldats des années 1970 (n° 711, p. 5 ; n° 720, p. 5).

Nous avons déjà salué l'activité antimilitariste de la Ligue communiste, renommée LCR après 1973 (*Révolution communiste* n° 57, p. 28). Néanmoins, elle présentait des limites et elle est incom-

patible avec l'actuelle ligne, front populiste, du NPA-AC.

Jusqu'à l'instauration d'une armée de métier par Chirac en 1996, le service militaire est obligatoire pour les jeunes hommes. La LC-LCR, contrairement à LO et à l'OCI, maintient alors la tradition antimilitariste de la CGT anarchiste d'avant la première guerre mondiale et du jeune Parti communiste-section française de l'Internationale communiste. Les membres masculins de la LC-LCR font leur service et tentent, malgré les risques, de s'adresser aux conscrits ouvriers, employés, techniciens, paysans travailleurs, etc.

Dès 1969, la LC mène campagne pour trois conscrits de Rennes (un ouvrier, un technicien, un prof de l'enseignement professionnel) accusés de



10 septembre 1974, Draguignan, manifestation de soldats du 19^e régiment d'artillerie / Rouge

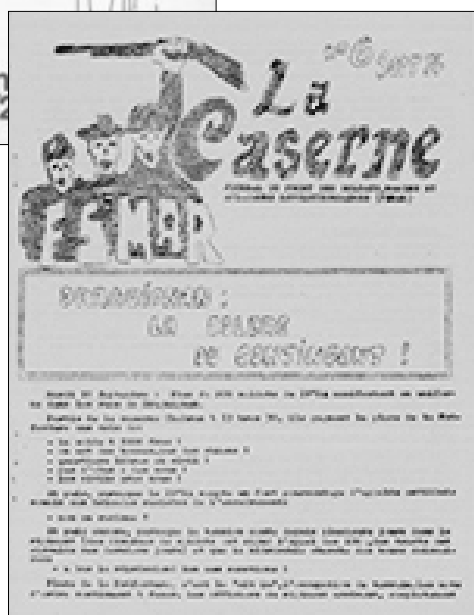
lire *Crosses en l'air*. Durant la campagne présidentielle de 1974, la fraction clandestine au sein de l'armée de la LCR lance une pétition pour les droits démocratiques des soldats, « l'Appel des 100 », qui a un certain succès dans les casernes, jusqu'à gagner des soldats engagés (contrairement aux officiers, ils étaient et sont encore d'origine populaire). Il naît entre 100 et 200 comités de soldats. Des appelés masqués participent aux manifestations ouvrières. Des militants de la JC (l'organisation de jeunesse du PCF, alors importante) et de l'AJS (l'organisation de jeunesse de l'OCI) sont entraînés dans l'effervescence.

Le 10 septembre 1974, la LCR impulse une manifestation de 200 soldats à Draguignan (Var), à visage découvert. Trois sont emprisonnés et comparaissent devant le tribunal permanent des forces armées de Marseille.

Mais la base sociale de la LCR est bien plus étroite que celle de la CGT d'avant 1914 et du PC-SFIC



Le dessin de la page précédente est de Cabu, celui de la brochure de la LC ci-contre (1970) est de Wolinski. Tous deux ont été assassinés par les islamofascistes le 7 janvier 2015 dans les locaux de Charlie Hebdo.



d'avant 1934. Le SUQI (la pseudo « 4^e Internationale » de Mandel, Hansen et Moreno) s'est réorganisé en 1963 sur la base du castrisme. Sa ligne est alors de préparer la guérilla (dans la direction de la LCR, cette orientation était défendue avec le plus de vigueur par Bensaïd). Après 1968, elle tente même de détruire le cadre de front unique qu'est le syndicat étudiant UNEF (voir Bensaïd & Scalabrino, *Le 2^e Souffle*, 1969). L'UNEF aurait pu constituer un appui aux jeunes soldats. La LC lance un « front » étudiant à elle, comme le fait aujourd'hui RP, à plus petite échelle, avec le Poing levé.

Jusqu'en 1974, la LC-LCR considère que le PS est un simple parti bourgeois et elle repousse le front unique ouvrier, considéré comme dépassé. Tout cela fragilise les militants courageux confrontés au corps des officiers, à la Sécurité militaire et aux tribunaux d'exception de l'armée.

À la fin des années 1970, plaçant de plus en plus ses espoirs dans l'idée révisionniste de pousser en avant l'Union de la gauche (un front populaire entre PS, PCF et Parti radical de gauche), la LCR commence à négliger l'activité antimilitariste.

Puis, en 2009, Bensaïd, Krivine et Besancenot liquident la LCR pour lancer un NPA reniant l'Internationale communiste et la 4^e Internationale du vivant de Trotsky. Aujourd'hui, la fraction du NPA qui se réfère toujours à Mandel et Bensaïd a rejoint le Nouveau Front populaire (NFP). Or, le programme du NFP n'a pas un mot sur l'armée qui vient d'intervenir pour empêcher l'indépendance de la Kanaky. Loin d'être antimilitaristes, tous les partis ouvriers bourgeois (LFI, PS, PCF) qui participent au NFP veulent conserver la Nouvelle-Calédonie sous la botte de leur bourgeoisie et veulent renforcer l'armée impérialiste, non l'affaiblir.

Jean-Luc Mélenchon a présenté son plan pour la Défense nationale, en fixant comme premier objectif de garantir son indépendance et d'assurer la protection du territoire français... À l'avenir, nos sous-marins nucléaires pourraient être détectables. Il a donc appelé à avoir une réflexion approfondie sur le sujet et à se poser la question d'un transfert vers l'espace de nos moyens de dissuasion... Il a posé la question des moyens stratégiques à développer pour assurer la souveraineté de la France... (Jean-Luc Mélenchon le blog, 1^{er} février 2022)

Dans ces conditions, se réclamer des comités de soldats des années 1970 est, de la part de la direction du NPA-AC, une tromperie, une escroquerie politique.

29 septembre 2024



RÉVOLUTION PERMANENTE

DÉCLARATIONS DE 2024

- Communiqué pour le boycott des armes à Israël 3**
- Adresse du 8 mars aux femmes travailleuses 5**
- Adresse du 1^{er} mai 7**
- Résolution sur l'Europe 10**
- Résolution sur Gaza 13**
- Résolution sur l'Argentine 17**
- Communiqué sur l'Europe 20**
- Résolution sur le Bangladesh 25**
- Résolution sur les États-Unis 27**
- Lettre aux organisations révolutionnaires du monde 31**
- Résolution sur Israël 35**
- Résolution sur la Syrie 37**

POLÉMIQUES EN 2024

- Les contrefaçons du trotskysme et l'Europe 39**
- Les pseudo-trotskyistes argentins et la grève générale 43**
- Où va le NPA-R ? 45**
- La campagne des élections législatives de LO 47**

HISTOIRE

- 1938 La 4^e Internationale contre la colonisation de la Palestine 51**
- 1947 La section palestinienne contre la partition 53**
- 1935-1938 Le Front populaire français 54**
- 1973-1978 Les comités de soldats en France 57**

Notre but est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en poursuivant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme.

(Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes qui se base sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1852, du conseil général de l'Association internationale des travailleurs de 1864 à 1872, de l'aile marxiste de l'Internationale ouvrière de 1889 à 1914, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933 et de la 4^e Internationale de 1933 à 1940.

www.revolucionpermanente.com